Conformément à l'article 87 de la Nouvelle Loi Communale, vous êtes invité(e) à assister à la réunion du Conseil communal qui aura lieu dans la salle du Conseil communal au Centre Administratif d'Uccle, le jeudi 26 juin 2025, à 18:30.

Overeenkomstig artikel 87 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt u uitgenodigd om de vergadering van de Gemeenteraad bij te wonen die zal plaatsvinden in de Raadzaal in het Administratief Centrum van Ukkel op donderdag 26 juni 2025, om 18:30.

Uccle, le 18 juin 2025
Ukkel, 18 juni 2025

CONSEIL COMMUNAL DU 26 JUIN 2025
GEMEENTERAAD VAN 26 JUNI 2025

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Manifestations publiques - Openbare manifestaties

1 Manifestations Publiques. - Titre honorifique de la fonction d'échevins et de conseillers.

Le Conseil,
Attendu que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté, le 22 septembre 2021, un arrêté qui vient fixer les conditions d'octroi et la procédure relatives aux titres honorifiques des mandataires communaux;

Attendu que cet arrêté vise à exécuter l'article 21, alinéa 1 er de la Nouvelle loi communale;
Que le Gouvernement a souhaité simplifier et synthétiser la matière en reprenant la procédure et les conditions d'octroi des titres honorifiques des mandataires communaux dans un seul texte;
Attendu qu'outre une conduite irréprochable, le mandataire doit également répondre à d'autres conditions afin de pouvoir solliciter l'octroi du titre honorifique;
Vu que l'échevin sortant de charge peut demander au Conseil communal l'octroi du titre d'échevin honoraire :
- après avoir exercé la fonction pendant 10 ans ou;
- après avoir exercé la fonction pendant 6 ans à condition d'avoir exercé, au préalable et dans la même commune, un mandat de conseiller communale pendant au moins 12 ans;
Vu que le conseiller communal peut demander au conseil communal l'octroi du titre de conseiller communal honoraire :
- après avoir exercé leur mandat pendant au moins 18 ans;
Vu que Mesdames Joëlle Maison et Claudine Verstraeten, Messieurs Eric Sax et Marc Cools sont dans les conditions pour être Échevins honoraires;
Vu que Madame Béatrice Fraiteur, Madame Nathalie de T'Serclaes de Wommersom, et Monsieur Pierre Desmet sont dans les conditions pour être Conseillers communaux honoraires; Qu'en effet :
Madame Joëlle Maison a été élue Échevine de 2006 à 2018;

Madame Claudine Verstraeten a été élue Conseillère communale en 2000, et a été élue Échevine de 2001 à 2018;
Monsieur Eric Sax a été élu Échevin de 1989 à 2018;
Monsieur Marc Cools a été élu Échevin de 1990 à 2018;
Madame Béatrice Fraiteur a été élue Conseillère communale de 1991 à 2024;
Madame Nathalie de T'Serclaes de Wommersom a été Conseillère communale de 1988 à 2012, Échevine en 2006 et 2007;
Monsieur Pierre Desmet a été élu Conseiller communal de 2006 à 2024;
Considérant que ces échevins et conseillers ont fait cette demande et que ces demandes sont jointes à ce rapport;
Et que chacun d'eux a fourni à l'administration un certificat de bonne conduite, vie et mœurs;
Vu qu'aucun des intéressés n'a fait l'objet de mesures disciplinaires, Décide:
- d'octroyer le titre d'échevin honoraire à Madame Joëlle Maison, Madame Claudine Verstraeten, Monsieur Eric Sax et Monsieur Marc Cools;
- d'octroyer le titre de conseiller honoraire à Madame Béatrice Fraiteur, Madame Nathalie de T'Serclaes de Wommersom et Monsieur Pierre Desmet.

Openbare manifestaties. - Eretitel van de functie van schepen en raadslid.

De raad,

Aangezien de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 22 september 2021 een besluit heeft aangenomen tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en de procedure voor de toekenning van eretitels aan gemeentelijke mandatarissen;
Aangezien dit besluit tot doel heeft artikel 21, lid 1 van de Nieuwe Gemeentewet uit te voeren.
Aangezien de regering de zaak wilde vereenvoudigen en samenvatten door de procedure en voorwaarden voor de toekenning van eretitels aan gemeentelijke mandatarissen in één tekst op te nemen;
Aangezien de mandataris, naast onbesproken gedrag, ook aan andere voorwaarden moet voldoen om de eretitel aan te vragen;
Aangezien de schepen die zijn ambt neerlegt bij de gemeenteraad de titel van ereschepen kan aanvragen:
- na de functie 10 jaar of langer te hebben bekleed;
- na deze functie 6 jaar te hebben bekleed, op voorwaarde voordien minstens 12 jaar een mandaat alsgemeenteraadslid in dezelfde gemeente te hebben bekleed;

Aangezien een gemeenteraadslid bij de gemeenteraad de titel van eregemeenteraadslid kan aanvragen:
- na een ambtstermijn van ten minste 18 jaar;

Aangezien mevr. Joëlle Maison, Claudine Verstraeten, de h. Eric Sax en Marc Cools in aanmerking komen voor de titel ereschepen;
Aangezien mevr. Béatrice Fraiteur en Nathalie de T'Serclaes de Wommersom en de h. Pierre Desmet in aanmerking komen voor de titel eregemeenteraadslid; Meer bepaald:
Mevr. Joëlle Maison werd van 2006 tot 2018 verkozen tot schepen;
Claudine Verstraeten werd in 2000 verkozen tot gemeenteraadslid en van 2001 tot 2018 als schepen;
De h. Eric Sax werd verkozen tot schepen van 1989 tot 2018;
De h. Marc Cools werd verkozen tot schepen van 1990 tot 2018;
Mevr. Béatrice Fraiteur werd verkozen tot gemeenteraadslid van 1991 tot 2024;
Mevr. Nathalie de T'Serclaes de Wommersom was gemeenteraadslid van 1988 tot 2012 en schepen in 2006 en 2007;
De h. Pierre Desmet werd verkozen tot gemeenteraadslid van 2006 tot 2024;
Aangezien er een getuigschrift van goed zedelijk gedrag werd opgesteld voor elkeen;
Aangezien niemand het onderwerp heeft uitgemaakt van tuchtmaatregelen;

Beslist:
- de titel van ereschepen toe te kennen aan mevr. Joëlle Maison, mevr. Claudine Verstraeten, de h. Eric Sax en de h. Marc Cools;

- de titel van ereraadslid toe te kennen aan mevr. Béatrice Fraiteur, mevr. Nathalie de T'Serclaes deWommersom en de h. Pierre Desmet.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

2 **Approbation des registres des Conseils du 23 mars et du 24 avril 2025.**

Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraden van 23 maart en 24 april 2025.

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

3 **Solidarité internationale - Composition du Conseil consultatif de la Solidarité internationale (CCSI) législature 2025-2030 d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu que le Collège en sa séance du 23 février 2021 a donné son accord de principe pour la création d'un Conseil consultatif de la Solidarité internationale ;

Vu que les statuts du Conseil consultatif de la Solidarité internationale ont été approuvés par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 2021 ;

Vu qu'un appel à candidature a été ouvert du 1 mars 2025 afin de former le Conseil consultatif ;

Vu qu'il est rappelé que les membres du Conseil sont nommés par le Conseil communal sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu qu'il est rappelé que les critères d'éligibilités sont les suivants : être âgé(e) de 18 ans au moins, jouir des droits civils et politiques, bénéficier d'une légitimité pour représenter les intérêts des acteurs de la Solidarité internationale ou exprimer un intérêt marqué pour la Solidarité internationale, la coopération au développement, l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire, les migrations ou le commerce équitable et avoir des liens avec la Commune de par sa résidence, sa profession ou tout autre critère, telle que l'expertise, ou activité, accepté(es) par le Collège des Bourgmestre et Echevins qui peut contribuer de façon utile à la réalisation des objectifs du Conseil consultatif;

Vu qu'il est rappelé qu'il est possible d'être membre du Conseil consultatif soit pour représenter une association, soit à titre individuel ;

Vu qu'il est rappelé que la durée du mandat est celle de la législature, qu'il est gratuit et renouvelable ;

Vu que onze (11) candidatures sont parvenues au service solidarité internationale ;

Vu que les candidatures suivantes ont été jugées recevables, pertinentes et sont proposées au Conseil communal afin de les nommes membres du Conseil consultatif de la solidarité internationale (CCSI)

d'Uccle : Madame Camila Perez Munoz à titre personnel, Madame Christelle Dumont comme représentante de l'asbl Bonne Arrivée, Madame Christina Bache à titre individuel, Monsieur Emile De Backer comme représentant de l'association FistulAid, Monsieur Jean Jaques Bodart à titre individuel, Madame Marlène Simeon à titre individuel, Madame Nicole Fondeneige comme représentante effective de l'association ASUNOES Belgique, Monsieur Roberto Cavallini à titre personnel,
Madame Sandrine Ducroix à titre individuel, Mme Colette Braeckmann à titre individuel, Mme Marianne Overloop comme représentante de l'ONG Amnesty International Uccle;

Vu que le Bourgmestre en charge de la Solidarité internationale est membre de droit du conseil consultatif ;

Vu que le secrétariat du Conseil consultatif sera assuré par le service Solidarité internationale ;

Décide :

- De nommer membre du Conseil consultatif de la Solidarité Internationale (CCSI) d'Uccle jusqu'à la fin de la législature les personnes suivantes : Madame Camila PEREZ MUNOZ à titre personnel, Madame Christelle DUMONT comme représentante de l'asbl Bonne Arrivée, Madame Christina BACHE à titre individuel, Monsieur Emile DE BACKER comme représentant de l'association FistulAid, Monsieur Jean Jaques BODART à titre individuel, Madame Marlène SIMEON à titre individuel, Madame Nicole FONDENEIGE comme représentante effective de l'association ASUNOES Belgique, Monsieur Roberto CAVALLINI à titre personnel, Madame Sandrine DUCROIX à titre individuel, Madame Colette Braeckmann à titre individuel, Madame Marianne Overloop comme représentante de l'ONG Amnesty International Uccle.

Internationale Solidariteit - Samenstelling van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit (ARIS) legislatuur 2025-2030 van Ukkel.

De raad,

Aangezien de algemene beleidsverklaring 2018-2024 de invoering van "een echt beleid inzake internationale solidariteit dat kwalitatief, efficiënt en duurzaam is, met een coherente coördinatie van alle activiteiten van gemeentediensten die zich inzetten voor internationale solidariteit" en de oprichting van een "Adviesraad voor Internationale Solidariteit" vermeldt;

Aangezien het college in zitting van 23 februari 2021 zijn principeakkoord gegeven heeft voor de oprichting van een Adviesraad voor Internationale Solidariteit;

Aangezien de statuten van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit door de gemeenteraad goedgekeurd werden in zitting van 24 juni 2021;

Aangezien er een oproep tot kandidaatstelling opengesteld werd op 1 maart 2025 om de adviesraad te vormen;

Aangezien eraan herinnerd wordt dat de leden van de raad benoemd worden door de gemeenteraad, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Aangezien herinnerd wordt aan de volgende criteria om in aanmerking te komen: minstens 18 jaar oud zijn, de burgerlijke en politieke rechten genieten, genieten van een legitimiteit om de belangen van de partners inzake internationale solidariteit te vertegenwoordigen of een uitgesproken interesse tonen in internationale solidariteit, ontwikkelingssamenwerking, wereldburgerschapseducatie, migratie of fair trade en banden hebben met de gemeente uit hoofde van zijn woonplaats, beroep of elk ander criterium, zoals deskundigheid of activiteit, aanvaard door het college van burgemeester en schepenen, die op nuttige wijze kan bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de adviesraad;

Aangezien eraan herinnerd wordt dat het mogelijk is individueel lid te zijn van de adviesraad of als vertegenwoordiger van een vereniging;

Aangezien eraan herinnerd wordt dat de duur van het mandaat gelijkloopt met die van de legislatuur, dat het gratis en hernieuwbaar is;

Aangezien er negen (9) kandidaturen ingediend werden bij de dienst Internationale Solidariteit;

Aangezien de volgende kandidaturen ontvankelijk en relevant geacht werden en aan de gemeenteraad voorgesteld worden om ze te benoemen als lid van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit (ARIS) van Ukkel: mevrouw Camila Perez Munoz, individueel, mevrouw Christelle Dumont, als vertegenwoordigster van vzw Bonne Arrivée, mevrouw Christina Bache, individueel, de heer Emile De Backer, als vertegenwoordiger van vereniging FistulAid, de heer Jean Jaques Bodart, individueel, mevrouw Marlène Simeon, individueel, mevrouw Nicole Fondeneige, als werkend vertegenwoordigster van vereniging ASUNOES Belgique, de heer Roberto Cavallini, individueel, en mevrouw Sandrine Ducroix, individueel, en mevrouw Colette Braeckman, individueel, en mevrouw Marianne Overloop als werkend vertegenwoordigster van vereniging Amnesty International Uccle;

Aangezien de Burgemeester bevoegd voor Internationale Solidarieit ambthalve lid is van de adviesraad.

Aangezien het secretariaat van de adviesraad verzorgd wordt door de dienst Internationale Solidariteit;

Beslist:

De volgende personen te benoemen als lid van de Adviesraad voor Internationale Solidariteit (ARIS) van Ukkel tot het einde van de legislatuur: mevrouw Camila PEREZ MUNOZ, individueel, mevrouw Christelle DUMONT, als vertegenwoordigster van vzw Bonne Arrivée, mevrouw Christina BACHE, individueel, de heer Emile DE BACKER, als vertegenwoordiger van vereniging FistulAid, de heer Jean Jaques BODART, individueel, mevrouw Marlène SIMEON, individueel, mevrouw Nicole FONDENEIGE, als werkend vertegenwoordigster van vereniging ASUNOES Belgique, de heer Roberto CAVALLINI, individueel, en mevrouw Sandrine DUCROIX, individueel, en mevrouw Colette Braeckman, individueel, en mevrouw Marianne Overloop als werkend vertegenwoordigster van vereniging Amnesty International Uccle.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Propreté publique - Openbare reinheid

4 **Utilisation de caméras fixes temporaires destinées à filmer les lieux confrontés à des dépôts clandestins et autres problèmes de propreté sur le territoire de la commune d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale et notamment l'article 135, § 2;
Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;
Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance telle que modifiée par la loi du 21 mars 2018 modifiant la loi sur la fonction de police, en vue de régler l'utilisation de caméras par les services de police, et modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité et la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière;
Vu l'Arrêté royal du 8 mai 2018 relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'images de caméras de surveillance;

Vu l'Arrêté royal du 28 mai 2018 portant modification de l'Arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra;
Vu la nécessité de combattre les incivilités relative à la propreté publique;
Vu la nécessité d'utiliser des caméras fixes temporaires afin de constater les infractions;
Vu l'avis positif et les consignes du Fonctionnaire sanctionnateur communal;
Vu l'avis positif et les consignes du délégué à la protection des données;
Vu l'avis positif du Chef de corps de la zone de Police 5342 Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem et son approbation de la liste des endroits où les caméras seraient installées;
Vu que les caméras vont être déplacées à intervalles réguliers;
Vu que la durée de validité de l'avis du Conseil communal sera d'une durée de 3 ans à dater de la décision de ce dernier;

Décide :
- d'approuver l'utilisation de caméras fixes temporaires sur l'espace public d'Uccle;
- de confier la visualisation et le traitement des données au chef de service de la Propreté Publiqueet aux personnes de son service désignées par lui comme backups afin de pouvoir surprendre les responsables de faits délictueux;
- d'approuver la liste en annexe des endroits où les caméras seraient installées.

Gebruik van tijdelijke vaste camera's om de plaatsen in de gemeente Ukkel te filmen die geplaagd worden door sluikstorten en andere reinheidsproblemen.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 135, § 2;
Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;
Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's zoals gewijzigd door de wet van 21 maart 2018 tot wijziging van de wet op het politieambt om het gebruik van camera's door de politiediensten te regelen, en tot wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;
Gelet op het koninklijk besluit van 8 mei 2018 betreffende de aangiften van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en betreffende het register van de beeldverwerkingsactiviteiten van bewakingscamera's;
Gelet op het koninklijk besluit van 28 mei 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 februari
2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt;

Gelet op de noodzaak om asociaal gedrag inzake de openbare reinheid te bestrijden;
Gelet op de noodzaak om vaste en tijdelijke bewakingscamera's te gebruiken om de overtredingen vast te stellen;
Gelet op het gunstige advies en de instructies van de gemeentelijke sanctionerend ambtenaar;
Gelet op het gunstige advies en de instructies van de afgevaardigde gegevensbescherming;
Gelet op het gunstige advies van de korpschef van politiezone 5342 Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem en de goedkeuring van de lijst van de plaatsen waar de camera's geïnstalleerd zouden worden;
Aangezien de camera's op regelmatige basis verplaatst zullen worden;
Aangezien de geldigheidsduur van het advies van de gemeenteraad drie jaar bedraagt, te rekenen vanaf de beslissing van de raad,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het gebruik van vaste en tijdelijke bewakingscamera's in deUkkelse openbare ruimte;
- de visualisering en behandeling van de gegevens toe te vertrouwen aan de dienstchef van deOpenbare Reinheid en aan de personen van zijn dienst die door hem aangesteld zijn als back-up om de verantwoordelijken van misdrijven te kunnen betrappen;
- zijn goedkeuring te verlenen aan de lijst in de bijlage van de plaatsen waar de camera's geïnstalleerd zouden worden.

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Recette - Ontvangerij

5 **Budget 2024.- Modifications budgétaires 98 et 99.**

Le Conseil,
Vu que la modification budgétaire n° 98 du service ordinaire de l'exercice 2024, conformément aux prescriptions de la circulaire du Service public Régional de Bruxelles, relative à la clôture de l'exercice, porte sur les dépenses pour lesquelles une insuffisance de crédit a été constatée, sans compensation possible au sein de la même fonction budgétaire (en matière de rémunérations du
personnel de l'enseignement, le remboursement de non-valeurs de droits constatés…);
Considérant que cette modification budgétaire diminue le résultat budgétaire de l'exercice propre ainsi que celui du résultat global;
Vu que la modification budgétaire n° 99 du service extraordinaire porte sur l'enregistrement de réajustements de crédits de dépenses,
Décide d'approuver les modifications budgétaires 98 ordinaire et 99 extraordinaire de 2024 dont les cahiers sont joints, en annexe.

Beroting 2024.- Begrotingswijzigingen 98 en 99.

De Raad,
Aangezien de begrotingswijziging nr. 98 van de gewone dienst 2024, overeenkomstig de voorschriften van de omzendbrief van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de afsluiting van het dienstjaar, betrekking heeft op de uitgaven waarvoor een krediettekort werd vastgesteld zonder mogelijke compensatie binnen dezelfde begrotingsfunctie (op het gebied van het personeel van het onderwijs, de terugbetaling van onwaarden van vastgestelde rechten…)
Aangezien het begrotingsresultaat van het eigen dienstjaar hiermee daalt, maar ook het globale resultaat;
Aangezien de begrotingswijziging nr. 99 van de buitengewone dienst betrekking heeft op de registratie van herzieningen van uitgavekredieten,
Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begrotingswijzigingen 98 gewone dienst en 99 buitengewone dienst van 2024 waarvan de nota's in de bijlage werden toegevoegd.

---

6 **Compte 2024.**

Le Conseil,

Vu l'article 78 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu l'article 240 de la nouvelle loi communale;
Attendu que le compte 2024 est clôturé et annexé;
Vu les annexes explicatives constituant un recueil séparé;
Décide d'arrêter le compte 2024

Rekening 2024.

De Raad,
Gelet op artikel 78 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 betreffende het algemene reglement op de gemeentelijke boekhouding; Gelet op artikel 240 van de nieuwe gemeentewet;
Aangezien de rekening 2024 afgesloten is en bijgevoegd
is; Gelet op de afzonderlijke verklarende bijlagen, Beslist
de rekening 2024 vast te stellen.

---

7 **Budget 2025.-Approbation.- Prise de connaissance.**

Le Conseil,

Attendu que le Conseil communal a approuvé le budget communal 2025 et le plan triennal 20252027, en date du 27 mars 2025;

Attendu que ce budget est exécutoire par expiration des délais depuis le 13 mai 2025;

Attendu que la Tutelle, dans sa lettre du 13 mai 2025, nous fait les remarques suivantes :

- Une augmenta on de 18,80% (+3.527.073 €) des dépenses de fonc onnement est constatéeentre le compte 2023 et le budget 2025 pour laquelle il est recommandé d'adapter les estimations par modification budgétaire si nécessaire, conformément à l'article 5 du RGCC.

- une dota on du CPAS, augmentée de +4.000.000 € en 2024, est revue à la baisse dans lebudget 2025 (+5% par rapport au budget ini al 2024) semble sous-évaluée et devra être ajustée lors des prochaines modifica ons budgétaires. Une augmenta on de 5% par an est prévue dans le plan triennal, mais elle pourrait être insuffisante sans ra onalisa ons et synergies entre la commune et le CPAS.

- des créances irrécouvrables : les montants inscrits pour les « mises en non-valeurs et irrécouvrables » semblent trop faibles. Un ajustement est demandé.

-la nécessité d'une ges on budgétaire précise et d'ac ons ciblées pour garan r la viabilité financière de la commune.

Décide :

- de prendre connaissance de cette décision de l'autorité de tutelle portant sur une matière budgétaire,conformément aux prescriptions de l'article 8 du règlement général de la Nouvelle Comptabilité Communale.

Begroting 2025.-Goedkeuring.-Kennisgeving.

De Raad,

Aangezien de gemeenteraad op 27 maart 2025 de gemeentebegroting 2025 en het driejarenplan 20252027 heeft goedgekeurd;
Aangezien deze begroting sinds 13 mei 2025 uitvoerbaar is door de verstrijking van de termijnen;
Aangezien Toezicht in zijn brief van 13 mei 2025 de volgende opmerkingen aan ons heeft gemaakt: - een stijging van 18,80% (+ € 3.527.073) van de werkingsuitgaven wordt vastgesteld tussen de rekening 2023 en de begroting 2025 waarvoor het aanbevolen is de ramingen per begrotingswijziging aan te passen, indien nodig, overeenkomstig artikel 5 van het ARGC.
- een dotatie aan het OCMW, verhoogd met € + 4.000.000 in 2024, wordt verlaagd in de begroting2025 (+ 5% in vergelijking met de oorspronkelijke begroting 2024) lijkt onderschat en moet worden aangepast bij de volgende begrotingswijzigingen. Een verhoging van 5% per jaar is voorzien in het driejarenplan maar kan onvoldoende zijn zonder rationaliseringen en synergieën tussen de gemeente en het OCMW.
- de oninvorderbare schuldvorderingen: de ingeschreven bedragen voor de "onwaarden en invorderbaarheden" lijken te laag te zijn. Er wordt een aanpassing gevraagd.
- de noodzaak van een nauwkeurig budgettair beheer en gerichte acties om de financiële draagkrachtvan de gemeente te garanderen.

Beslist :

- nota te nemen van dit besluit van de toezichthoudende overheid inzake een begrotingskwestie,overeenkomstig de voorschriften van artikel 8 van het algemeen reglement op de nieuwe gemeentelijke boekhouding.

---

8 **Budget 2025.-Modifications budgétaires N° 1 et 2.**

Le Conseil,

Considérant qu'il convient à l'Assemblée de soume re au vote du Conseil communal les modifica ons budgétaires n° 1 et 2 du budget 2025;
Vu que ces modifica ons reprennent l'adapta on de différents crédits de rece es et de dépenses du service ordinaire et extraordinaire;
Considérant que nous joignons, en annexe, les cahiers reprenant les articles modifiés;
Décide d'approuver les modifications budgétaires influençant les résultats du budget 2025 telles qu'elles se présentent :

1°) SERVICE ORDINAIRE (M.B. N°1)

A. RESULTAT EX. ORDINAIRE BUDGET INITIAL	Boni	1.499.242,07
B. RESULTAT DE LA MB 1 (hors injection boni)	Mali	1.420.798,27
C.=A+B NOUVEAU RESULTAT EX. PROPR	Boni	78.443,80
D. RESULTAT EX. ANTERIEURS BUDGET INITIAL	Boni	10.564.182,16
E. INJECTION BONI 2024 ORDINAIRE	Boni	1.509.149,26
F=C+D+E RESULTAT EX.GLOBAL	Boni	12.151.775,22

2°) SERVICE EXTRAORDINAIRE (M.B. N°2)
L'augmenta on des dépenses de l'exercice de la MB 2 (719.426,33 €) est compensée par une augmenta on équivalente des rece es de financement (106.520,24 € de fonds de réserve, -241.026,48 € d'emprunts, et 853.932,57 € de ventes). Et le résultat général du service extraordinaire atteint à présent - 31.221.586,01€.

Begroting 2025.-Begrotingswijzigingen Nr 1 en 2.

De Raad,
Overwegende dat de vergadering begro ngswijzigingen nr 01 en 02 van de begro ng 2025 ter goedkeuring moet voorleggen aan de gemeenteraad;
Aangezien deze wijzigingen de aanpassing omva en van verschillende kredieten inzake ontvangsten en uitgaven van de gewone en de buitengewone dienst;
Overwegende dat we de gewijzigde artikels als bijlage hebben toegevoegd,
Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de begro ngswijzingen die een invloed hebben op de resultaten van de begro ng 2025, als volgt :

1°) GEWONE DIENST (BW1)

A. RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR OORSPRONKELIJKE BEGROTING	Overschot	1.499.242,07
B. RESULTAAT VAN BW 1	Mali	1.420.798,27
C=A+B NIEUW RESULTAAT EIGEN DIENSTJAAR	Overschot	78.443,80
D. RESULTAAT VOORGAANDE DIENSTJAREN OORSPRONKELIJKE BEGROTING	Overschot	10.564.182,16
E. INJECTIE OVERSCHOT 2024 GEWONE DIENST	Overschot	1.509.149,26
F=C+D+E RESULTAAT GLOBAAL DIENSTJAAR	Overschot	12.151.775,22

2°) BUITENGEWONE DIENST (BW2)

De s jging van de uitgaven van het dienstjaar van BW 2 (€ 719.426,33) wordt gecompenseerd door een overeenkoms ge s jging van financieringsontvangsten : reservefonds € 106.520,24, verkopen € 853.932,57 en leningen €-241.026,48. Het algemene resultaat van de buitengewone dienst is nu € -31.221.586,01.

---

9 **Gestion du stationnement payant.- Règlement redevances sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public.- Recouvrement des créances non fiscales.- Contraintes.- Prise pour information.**

Le Conseil,

Vu l'article 137bis tel qu'ajouté par l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 février 2014 publiée au Moniteur Belge du 2 avril 2014 modifiant la nouvelle loi communale stipulant :

"En vue du recouvrement des créances non fiscales incontestées et exigibles, le receveur peut établir une contrainte, visée et déclarée exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collège des bourgmestre et échevins que si la dette est exigible, définitive et certaine. Le débiteur doit en outre avoir été préalablement mis en demeure par lettre recommandée. La commune peut charger des frais administratifs pour cette lettre recommandée. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent également être recouvrés par l'exploit. Les dettes d'une personne morale de droit public ne peuvent jamais être récupérées par un exploit.Un recours contre l'exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.En ce qui concerne l'accomplissement des missions visées dans le présent article, le receveur fait rapport, sous sa responsabilité, au collège des bourgmestre et échevins et au conseil communal";

Considérant que des créances sont connues des débiteurs qui disposaient d'un délai de 15 jours calendrier à compter de la date de l'invitation à acquitter la redevance de stationnement ;

Considérant que faute d'avoir reçu paiement des redevances susmentionnées, des mises en demeure ont été adressées à chaque débiteur par lettre recommandée ;

Considérant que les débiteurs disposaient d'un dernier délai de 30 jours à partir de la date d'envoi de la mise en demeure pour procéder au paiement ;

Qu'à ce jour, les débiteurs n'ont pas procédé au paiement de la (des) redevance(s), ni contesté ou demandé un plan d'apurement de leur dette à l'égard de la Commune ;

Considérant dès lors que les dettes sont exigibles, définitives et certaines conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale ;

Que par conséquent, le Receveur communal a établi une contrainte en vue de la récupération de chaque créance majorée des frais administratifs de la mise en demeure adressée par recommandé tels que prévus au Chapitre III articles 63 et 68 du règlement-redevance voté par le Conseil communal en séance du 15 décembre 2022,

Décide :

de prendre pour information la liste des 7614 contraintes établies par le Receveur communal pour les créances non fiscales incontestées et exigibles.

Beheer van het betalend parkeren.- Retributieverordening op het parkeren van motorvoertuigen in een openbare ruimte.- Invordering van niet fiscale schuldvorderingen.Bezwaren.- Kennisneming.

De raad,

Gelet op artikel 137bis zoals toegevoegd door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 februari 2014, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 2 april 2014, tot wijziging van de nieuwe gemeentewet:

"Met het oog op de invordering van onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen, kan de ontvanger een door het college van burgemeester en schepenen geviseerd en uitvoerbaar verklaard dwangbevel uitvaardigen. Een dergelijk dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaardersexploot. Dat exploot stuit de verjaring. Een dwangbevel mag door het college slechts geviseerd en uitvoerbaar verklaard worden als de schuld opeisbaar, definitief en zeker is. Bovendien moet de schuldenaar vooraf bij aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden. De gemeente kan administratieve kosten voor dat aangetekend schrijven aanrekenen. Die kosten komen voor rekening van de schuldenaar en kunnen eveneens bij dwangbevel ingevorderd worden. De schulden van publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen nooit bij dwangbevel ingevorderd worden.

Tegen het exploot kan bij verzoekschrift of door dagvaarding beroep ingesteld worden binnen de maand van de betekening.

Met betrekking tot de vervulling van de opdrachten, bedoeld in dit artikel, rapporteert de ontvanger op eigen verantwoordelijkheid aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemeenteraad.";

Overwegende dat er schuldvorderingen gekend zijn van schuldenaars die beschikken over een termijn van 15 kalenderdagen vanaf de datum van het verzoek tot betaling van de parkeerretributie;

Overwegende dat er bij gebrek aan betaling van de bovenvermelde retributie ingebrekestellingen naar elke schuldenaar verstuurd worden per aangetekende brief;

Overwegende dat de schuldenaars over een laatste termijn van 30 dagen vanaf de verzendingsdatum van de ingebrekestelling beschikken om over te gaan tot de betaling;

Overwegende dat de schuldenaars tot op heden de retributie(s) betaald noch betwist hebben en ze geen afbetalingsplan van hun schuld tegenover de gemeente hebben aangevraagd;

Overwegende dat de schulden aldus opeisbaar, definitief en zeker zijn overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de gemeenteontvanger een dwangbevel heeft opgesteld voor de recuperatie van elke schuldvordering, verhoogd met de administratieve kosten van de per aangetekende brief verstuurde ingebrekestelling zoals voorzien in hoofdstuk III artikels 63 en 68 van de retributieverordening, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 15 december 2022,

Beslist:

Beslist kennis te nemen van de lijst van 7614 dwangbevelen, opgesteld door de gemeenteontvanger voor onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen.

Taxes - Belastingen

10 Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique

Le Conseil,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2026, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30 juin 2025 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

Article 1er

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2026.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies

De Raad,

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, § 2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1 ;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2026 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2025 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT

Artikel 1

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2026.

Artikel 2

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

---

11 **Taxes. - Règlement-taxe sur les bornes de recharge pour véhicules électriques situées sur la voirie publique – Exercices 2026-2031 – Adoption.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 rela ve à l'établissement, au recouvrement et au conten eux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administra ve sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, rela f à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative et ses modifications ultérieures ;

Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que l'autorité communale dé ent son pouvoir de taxa on de l'ar cle 170, §4 de la Cons tu on ; qu'il lui appar ent, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases de l'assie e des imposi ons dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle es me devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Cons tu on, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que sous réserve des excep ons déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermina on de la ma ère imposable que des redevables d'un impôt par cipe à l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la ma ère, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les bornes de recharge pour véhicules électriques de manière à pouvoir se procurer des rece es addi onnelles des nées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant que les services que la Commune organise sur son territoire et qui concernent notamment l'entre en des voiries communales, des tro oirs, l'éclairage public, la propreté, la préven on, la sécurité ou encore la police ; que ces services ou par e d'entre eux bénéficient aux personnes physiques ou morales qui exploitent les bornes de recharge pour véhicules électriques sur le territoire de la Commune d'Uccle ; qu'il est donc légi me de financer une par e de ces dépenses par le produit de la taxe ;

Considérant qu'il n'en demeure pas moins que le conseil communal entend encourager l'ini a ve s'inscrivant dans une démarche de réduc on de l'empreinte carbone et d'améliora on de la qualité de l'air ; que les véhicules électriques roulant à l'énergie verte n'éme ent ni de CO2 ni de micropar cules provenant du carburant ; que les bornes de recharge pour ces véhicules électriques font par ailleurs par e intégrante de ce e mobilité plus partagée ; que le taux proposé auquel sont soumises ces bornes de recharge pour véhicules électriques est par conséquent raisonnablement justifié ;

DÉCIDE :

D’adopter le règlement-taxe sur les bornes de recharge pour véhicules électriques situées sur la voirie publique.

REGLEMENT

I. DURÉE ET ASSIETTE

Article 1er

§1er. Il est établi au profit de la Commune d’Uccle, à par r du 1er août 2025 et pour un terme expirant le 31 décembre 2031 une taxe annuelle sur les bornes de recharge pour véhicules électriques placés sur la voirie publique.

§ 2. Pour l’application des présentes dispositions, il faut entendre par voirie publique :

- Une voie de communica on par terre affectée à la circula on du public, indépendamment de la propriété de son assie e, y compris ses dépendances qui sont nécessaires à la conserva on et à l’entretien de la voie publique, et dont la gestion incombe à l'autorité communale.
- L’ensemble des autres lieux destinés à l’usage de tous, sans restriction d’accès.

II. TAUX

Article 2

§ 1er. Le taux annuel de la taxe est de 125,00 € par point de recharge.

Toute borne comportant plusieurs points de charge visée par le présent règlement, perme ant la recharge d’un véhicule électrique est censée comprendre comprend autant d’unités imposables qu’il y a de points de charge permettant la recharge d’un véhicule électrique.

§ 2. La taxe est due pour l’année en ère, à compter du 1er janvier de l’exercice d’imposi on pour l’ensemble des objets taxables visés par le présent règlement, installés sur le territoire de la Commune d’Uccle.

Pour l'exercice 2025, un *prorata temporis* mensuel sera appliqué à partir du 1er août 2025.

En cas d'installa on d'une borne visée par le présent règlement en cours d'exercice, la taxe sera due au *prorata temporis* du nombre de mois à par r de la date de sa mise à disposi on des u lisateurs. Tout mois entamé sera considéré comme mois entier.

Il appar ent à la personne morale qui exploite la borne de recharge pour véhicule électrique d'informer la commune par écrit dans un délai de quinze jours de la date de sa mise à disposi on des utilisateurs.

En cas de changement en cours d'exercice d'imposi on du tulaire de droit ou de personne morale exploitante, la taxe sera mise en charge des différents tulaires de droit réel ou des différentes personnes morales exploitantes, en propor on du nombre de mois durant lesquels ils auront été tulaires du droit réel ou qu'elles auront été exploitantes. Tout mois entamé sera considéré comme mois entier dû par le cessionnaire du droit réel ou du droit d'exploiter.

Ce e mise à charge de la taxe au prorata mensuel entre les différents redevables n'est pas automa que et il appar ent au redevable d'informer la commune par écrit du changement de tulaire de droit réel ou de personne physique ou morale exploitante dans un délai de quinze jours suivant le changement.

III. REDEVABLE

Article 3

La taxe est due par la personne morale qui exploite la borne de recharge pour véhicules électriques.

IV. EXEMPTIONS

Article 4

§1er. Peuvent être exemptés, et sur décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, l'ensemble des redevables dont l'ac vité est située dans une zone de travaux effectués en voirie publique dont l'ampleur exceptionnelle est de nature à nuire gravement à leur situation économique.

§2. Le redevable fera valoir la cause de l'exemp on accordée en raison de la situa on décrite au paragraphe précédent, dans les trente jours qui suivent le début du chantier.

L'exemp on sera alors calculée au *prorata* de la durée des travaux, à concurrence du nombre de jours à par r du tren ème jour et pour les mois suivants. La décision sera communiquée aux redevables par voie écrite.

V. DÉCLARATION

Article 5

§1er. L'administra on communale adresse au redevable un formulaire de déclara on ini ale que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé dans un délai de 15 jours suivant la date d'envoi mentionnée sur le formulaire.

Les redevables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un au plus tard le 30 novembre de l'exercice d'imposi on et le renvoyer dans un délai de 15 jours suivant la date d'envoi mentionnée sur le formulaire.

§2. Le redevable est tenu de joindre à sa déclara on ini ale toutes les pièces jus fica ves rela ves à son statut, à sa situa on personnelle ou à ses affirma ons. En outre, il doit, à la demande de l'Administration, produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

§3. Tout nouvel appareil, toute nouvelle borne de recharge pour véhicule électrique placé dans le courant d'un exercice doit être déclaré dans le même délai de quinze jours.

Article 6

La déclara on ini ale reste valable, pour les exercices d'imposi on suivants, jusqu'à révoca on. Le redevable est tenu d'informer l'Administra on communale de toute modifica on dans sa déclaration initiale. Il est tenu d'y joindre toutes pièces justificatives.

Article 7

La déclara on faite auprès de l'Administra on communale ne dispense pas de l'obten on d'une autorisation auprès de l'autorité compétente lorsqu'elle est nécessaire.

VI. TAXATION D'OFFICE

Article 8

§1er. L'absence de déclara on ini ale dans les délais prévus ou la déclara on incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

§2. Avant de procéder à la taxa on d'office, l'Administra on no fie au redevable les mo fs du recours à ce e procédure, les éléments sur lesquels se base la taxa on, le mode de détermina on de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3. Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administra on communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4. Les taxes enrôlées d'office peuvent être majorées selon l'échelle de gradation suivante :

- lorsqu'il s'agit de la première infraction : majoration de 50% ;
- à par r de la deuxième infrac on et pour les suivantes, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 100 %.

Il y a lieu d'entendre par infrac on, l'absence de déclara on ini ale, la déclara on non introduite dans les délais repris à l'ar cle 5 du présent règlement, la déclara on incorrecte, incomplète ou imprécise de toute situa on taxable qu'elle concerne ou non la même imposi on et/ou le même règlement. Pour la détermina on de l'échelle à appliquer, il y a deuxième infrac on ou infrac on subséquente si, au moment où une nouvelle infrac on est commise, il a été donné connaissance au redevable de l'applica on de la sanc on concernant une infrac on antérieure depuis au moins trente jours calendrier.

VII. MESURES DE CONTRÔLE

Article 9

§1er. Les contrôles, examens et contesta ons nécessaires quant à l'applica on du présent règlement sont constatés par le(s) fonc onnaire(s) désigné(s) à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

§2. Les procès-verbaux qu'il(s) rédige(nt) font foi jusqu'à preuve du contraire.

VIII. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 10

La présente taxe sera perçue par voie de rôle conformément aux disposi ons de l'ordonnance du 3 avril 2014 rela ve à l'établissement, au recouvrement et au conten eux en ma ère de taxes communales et ses modifica ons ultérieures, et aux disposi ons du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, voté le 13 avril 2019.

Article 11

§1er. Le redevable ou son représentant peut introduire une réclama on auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins. Celle-ci doit être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite par envoi postal, par remise contre accusé de récep on au guichet du service communal des taxes, ou par envoi électronique (ajouter l'adresse e-mail) endéans les trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

§2. Ce e réclama on doit être mo vée, datée et signée par le réclamant ou son représentant, dans le respect de l'Ordonnance du 3 avril 2014 rela ve à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

§3. L'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

IX. MISE EN APPLICATION

Article 12

Le présent règlement est publié conformément à l'ar cle 112 de la nouvelle loi communale. Il entre en vigueur le jour de sa publication et est applicable à compter du 1er août 2025.

Belastingen.- Belastingreglement op laadpalen voor elektrische voertuigen langs de weg – Dienstjaar 2026-2031 – Aanname.

De raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnan e van 3 april 2014 betreffende de ves ging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en haar latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnan e van 14 mei 1998 houdende regeling van het administra ef toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, en latere wijzigingen;

Gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 met betrekking tot de hervorming van het administratief toezicht;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente;

Overwegende dat het gemeentebestuur zijn bevoegdheid om belas ngen te heffen ontleent aan ar kel 170 §4 van de Grondwet; dat het aan het gemeentebestuur is om in het kader van zijn fiscale autonomie de heffingsgrondslagen vast te stellen van de belas ngen waarvan het de noodzakelijkheid beoordeelt in het licht van de behoe en waarin het meent te moeten voorzien, behoudens het door de Grondwet opgelegde voorbehoud, namelijk de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belas ngen te heffen; behoudens de door de wet bepaalde uitzonderingen kiest het gemeentebestuur, onder toezicht van de toezichthoudende overheid, de grondslag van de belastingen die het heft;

Overwegende dat zowel de vaststelling van het voorwerp van een belas ng als de vaststelling van de personen die tot betaling van een belas ng gehouden zijn deel uitmaken van de gemeentelijke fiscale autonomie; dat de gemeente op dit gebied over discre onaire bevoegdheden beschikt, die zij uitoefent met inachtneming van haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat de gemeenteraad het noodzakelijk geacht hee laadpalen voor elektrische voertuigen te belasten om extra inkomsten te verkrijgen voor de financiering van de algemene nutsvoorzieningen die de gemeente moet dragen;

Overwegende dat de diensten die de gemeente op haar grondgebied organiseert en die meer bepaald betrekking hebben op het onderhoud van de gemeentelijke wegen, voetpaden, openbare verlich ng, netheid, preven e, veiligheid of zelfs de poli e; dat deze diensten of een deel ervan ten goede komen aan de natuurlijke of rechtspersonen die de laadpalen voor elektrische voertuigen op het grondgebied van de gemeente Ukkel exploiteren; dat het bijgevolg legi em is een deel van deze uitgaven te financieren uit de opbrengst van de belasting;

Overwegende dat de gemeenteraad nie emin van plan is dit ini a ef ter vermindering van de CO_2voetafdruk aan te moedigen; dat elektrische voertuigen die op groene energie rijden noch CO_2, noch microdeeltjes a oms g van de brandstof uitstoten; dat laadpalen voor deze elektrische voertuigen ook integraal deel uitmaken van deze zachtere en meer gedeelde mobiliteit; dat het voorgestelde tarief waaraan deze laadpalen voor elektrische voertuigen onderworpen zijn bijgevolg redelijkerwijze gerechtvaardigd is;

BESLIST:

Het belas ngreglement op laadpalen voor elektrische voertuigen langs de openbare weg aan te nemen.

REGLEMENT

I. DUUR EN GRONDSLAG

Artikel 1

§1. Met ingang van 1 augustus 2025 en voor een termijn eindigend op 31 december 2031 wordt ten behoeve van de gemeente Ukkel een jaarlijkse belas ng geheven op laadpalen voor elektrische voertuigen die langs de openbare weg geplaatst zijn.

Voor de toepassing van deze bepalingen wordt onder “openbare weg” verstaan:

- een openbare verbindingsweg over land, ongeacht de eigendom van de grond waarop deze loopt, met daarbij ook de noodzakelijke bijgebouwen voor de instandhouding en het onderhoud van de openbare weg, en die beheerd wordt door de lokale overheid;
- alle andere plaatsen die bestemd zijn om door iedereen gebruikt te worden, zonder beperking van de toegang.

II. TARIEF

Artikel 2

§1. Het jaarlijkse belastingtarief bedraagt € 125,00 /oplaadpunt.

Elke laadpaal die beoogd wordt door het onderhavige reglement omvat evenveel belastbare eenheden als er oplaadpunten zijn waarmee een elektrisch voertuig opgeladen kan worden.

§2. De belas ng is verschuldigd voor het hele jaar, vanaf 1 januari van het aanslagjaar voor alle onder dit reglement vallende belastbare objecten die geïnstalleerd zijn op het grondgebied van de gemeente Ukkel.

Voor het dienstjaar 2025 wordt een maandelijkse *prorata temporis* toegepast vanaf 1 augustus 2025.

In geval van installa e van een door het onderhavige reglement beoogde laadpaal jdens het dienstjaar is de belas ng verschuldigd *prorata temporis* het aantal maanden vanaf de datum van de terbeschikkingstelling ervan aan de gebruikers. Elke begonnen maand wordt beschouwd als een volledige maand.

Het behoort de rechtspersoon die de laadpaal voor elektrische voertuigen exploiteert toe de gemeente schri elijk te informeren binnen een termijn van vij ien dagen vanaf de datum van de terbeschikkingstelling ervan aan de gebruikers.

Bij wijziging in de loop van het aanslagjaar van de houder van het zakelijk recht of de rechtspersoon die het exploiteert wordt de belas ng aangerekend aan de verschillende houders van het zakelijk recht of de verschillende rechtspersonen die het exploiteren, naar evenredigheid van het aantal maanden dat zij houder van het zakelijk recht of exploitant geweest zijn.

Elke begonnen maand wordt als een volledige maand beschouwd.

Deze toerekening van de belas ng op maandbasis naar rato tussen de verschillende belas ngplich gen gebeurt niet automa sch en het is de verantwoordelijkheid van de belas ngplich ge om de gemeente schri elijk op de hoogte te brengen van de wijziging van de houder van het zakelijk recht of de natuurlijke of rechtspersoon die het goed exploiteert. Dit gebeurt binnen een termijn van vijftien dagen na de wijziging.

III. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 3

De belas ng is verschuldigd door de rechtspersoon die de laadpaal voor elektrische voertuigen exploiteert.

IV. VRIJSTELLINGEN

Artikel 4

§1. Alle belas ngplich gen wier bedrijf geves gd is in een gebied waar werkzaamheden aan de openbare weg uitgevoerd worden waarvan de uitzonderlijke omvang erns ge schade kan berokkenen aan hun economische situa e kunnen bij besluit van het college van burgemeester en schepenen vrijgesteld worden van de heffing.

§2. De belas ngplich ge doet de reden van de toegekende vrijstelling wegens de situa e beschreven in de vorige paragraaf gelden binnen de der g dagen na het begin van de werken. De vrijstelling wordt dan berekend naar rato van de duur van de werkzaamheden, ten belope van het aantal dagen vanaf de der gste dag en voor de volgende maanden. De belas ngplich gen worden schriftelijk op de hoogte gebracht van de beslissing.

V. AANGIFTE

Artikel 5

§1. De gemeente stuurt de belas ngbetaler een ini eel aangi eformulier dat naar behoren vervolledigd, gedateerd en ondertekend teruggestuurd moet worden binnen 15 dagen na de datum van verzending die op het formulier vermeld staat.

De belas ngplich gen die het formulier niet ontvangen hebben moeten er uiterlijk op 31 december van het aanslagjaar een aanvragen en het binnen 15 dagen na de op het formulier vermelde verzenddatum terugsturen.

§2. De belas ngplich ge moet bij zijn ini ële aangi e alle bewijsstukken voegen die betrekking hebben op zijn statuut, persoonlijke situa e of verklaringen. Bovendien moet hij, op verzoek van het bestuur

en zonder zich te hoeven verplaatsen, alle boeken en documenten overleggen die nodig zijn om de belasting vast te stellen.

§3. Elk nieuw apparaat of nieuwe laadpaal voor elektrische voertuigen dat in de loop van een belastingjaar geplaatst wordt moet binnen dezelfde periode van vijftien dagen aangegeven worden.

Artikel 6

De ini ële aangi e blij geldig voor de volgende aanslagjaren, tot intrekking. De belas ngplich ge dient het gemeentebestuur te informeren van elke wijziging in zijn ini ële aangi e. Hij voegt er alle bewijsstukken aan toe.

Artikel 7

De verklaring aan het gemeentebestuur ontslaat niet van de noodzaak om toestemming te krijgen van de bevoegde autoriteit als die vereist is.

VI. AANSLAG VAN AMBTSWEGE

Artikel 8

§1. Als de belas ngplich ge geen ini ële aangi e indient binnen de voorgeschreven termijn of als de aangi e onjuist, onvolledig of onnauwkeurig is, wordt de belas ng van ambtswege ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

§2. Alvorens over te gaan tot ambtshalve belas ngheffing stelt het bestuur de belas ngplich ge per aangetekende brief in kennis van de redenen voor het gebruik van deze procedure, de grondslag van de belas ngheffing, de gebruikte methode om deze grondslag te bepalen en het bedrag van de belasting.

§3. De belas ngplich ge hee der g kalenderdagen de jd, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum waarop de kennisgeving verzonden is, om zijn opmerkingen schri elijk in te dienen.

De belastingplichtige moet bewijzen dat de informatie waarop hij zich beroept juist is.

De gemeente zal de belas ng ambtshalve inkohieren als de belas ngplich ge aan het einde van deze periode geen opmerkingen gemaakt hee die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

§4. De van rechtswege ingekohierde belas ngen kunnen verhoogd worden op basis van de volgende progressieve schaal:

- Bij een eerste overtreding: een verhoging van 50 %;
- Vanaf de tweede overtreding en voor de volgende, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding begaan is: een toeslag van 100 %.

Onder een overtreding wordt verstaan dat er geen ini ële aangi e gedaan wordt, dat de aangi e niet binnen de voorgeschreven termijn ingediend wordt of dat er een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangi e gedaan wordt van een belastbare situa e, ongeacht of deze betrekking hee op dezelfde belas ng en/of hetzelfde reglement. Voor het bepalen van de toe te passen schaal is er sprake van een tweede of volgende overtreding als de belas ngplich ge op het moment van een nieuwe overtreding al minstens der g kalenderdagen op de hoogte is van de toepassing van de boete voor een eerdere overtreding.

VII. CONTROLEMAATREGELEN

Artikel 9

§1. De nodige controles, onderzoeken en geschillen over de toepassing van dit reglement worden vastgesteld door de ambtenaar(s) die daartoe door het college van burgemeester en schepenen aangesteld is/zijn.

§2. De processen-verbaal die hij/zij opstelt zijn tot nader bewijs authentiek.

VIII. INVORDERING EN GESCHILLENBESLECHTING

Artikel 10

De heffing is een kohierbelas ng overeenkoms g de bepalingen van de ordonnan e van 3 april 2014 betreffende de ves ging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelas ngen en latere wijzigingen en de bepalingen van het wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen dat op 13 april 2019 goedgekeurd werd.

Artikel 11

§. De belas ngplich ge of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen. Het bezwaarschri moet schri elijk ingediend worden en moet, op straffe van verbeuring, binnen drie maanden na de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet, per post, door overhandiging tegen ontvangstbewijs aan het loket van de gemeentelijke belastingdienst, per fax of per elektronische post ingediend worden.

§2. Het bezwaar moet onderbouwd, gedateerd en ondertekend worden door de eiser of zijn/haar vertegenwoordiger, in navolging van de ordonnan e van 3 april 2014 betreffende de ves ging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de latere wijzigingen ervan.

§4. Het indienen van een bezwaar schort de vervaldatum voor de betaling van de belas ng en de achterstallige intresten niet op.

IX. <u>TENUITVOERLEGGING</u>

Artikel 12

Dit reglement wordt bekendgemaakt overeenkoms g ar kel 112 van de Nieuwe Gemeentewet. Het treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan en is van toepassing vanaf 1 augustus 2025.

---

12 **Taxes. - Règlement-redevance pour prestations de services techniques fournis par le personnel – exercices 2025-2030 – Modifications.**

Le Conseil,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale,

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes,

Vu l'article 137 bis de la Nouvelle Loi Communale,

Vu les articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale,

Vu la délibération n° 016/28.11.2024/A/0025 par laquelle le Conseil communal a décidé d'arrêter le règlement-redevance pour les prestations de services techniques fournis par le personnel, en prévoyant des montants à partir de 2025 jusqu'en 2030 ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le règlement-redevance entré en vigueur le 1 er janvier 2025, en complétant les catégories de personnel dont les prestations de services techniques correspondent aux taux 5 et 6 de la redevance, prévus à l'Article 2, a) ;

Considérant que le taux d'indexation de la redevance correspond à la moyenne de l'inflation pour les trois dernières années, soit 5% ;

Considérant, en outre, que le règlement-redevance ne couvre pas l'intervention du service technique pour rétablir les abords des propriétés et assurer une accessibilité aux trottoirs conformément à l'article 22 lu en combinaison avec l'article 4 du Règlement Général de Police ;

Considérant que faute de réaction de la part des riverains, le service technique doit pouvoir rétablir la situation et répercuter les coûts de son intervention sur le riverain concerné ;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu d'ajouter également dans le règlement-redevance le cas de figure ci-avant énoncé ;

Vu la situation financière de la commune,

Décide :

d'arrêter les modifications ci-dessus au règlement-redevance pour prestations de services techniques fournis par le personnel, pour les exercices 2025 à 2030.

REGLEMENT

Article 1.

Il est établi, pour **les exercices 2025 à 2030**, une redevance communale sur les prestations de services techniques du personnel.

Ces services techniques sont effectués à la demande de toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public et ce, notamment dans le cadre de travaux de remise en état de la voirie, de conservation ou de remise en état de lieux privés ou publics.

Ils peuvent également être effectués d'office en cas de défaillance de toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public, si l'urgence le justifie en cas de menace ou de crainte de menace pour la sécurité ou la salubrité publique.

Ils peuvent aussi être effectués suite à une première mise en demeure de l'administration communale pour la remise en état des abords des propriétés et la bonne gestion des trottoirs.

Article 2.

Le tarif de la redevance est calculé par heure de travail ou par demi-heure.

Toute demi- heure entamée est comptée comme demi-heure entière.

Les différents taux de la redevance sont établis comme suit:

a) Main d'œuvre
-Ouvrier: (taux 1) pour les jours ouvrables;

(taux 2) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h et 8h;

-Conducteur d'équipe (taux 3) pour les jours ouvrables;

(taux 4) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h et 8h;

- Ingénieur, Architecte, Conseiller en prévention, Conseiller en environnement ou équivalent : (taux 5) pour les jours ouvrables

(taux 6) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h et 8h

- Contrôleur de l'Urbanisme et techniciens de la Régie foncière (taux 7) pour les jours ouvrables

(taux 8) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h et 8h

b) Transport (inférieur à 3,5 tonnes) avec chauffeur

-(taux 9) pour les jours ouvrables;

-(taux 10) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h et 8h;

c) Transport (supérieur à 3,5 tonnes) avec chauffeur

- (taux 11) pour les jours ouvrables;

- (taux 12) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h et 8h

d) Chargeur ou tracteur avec chauffeur

-(taux 9) pour les jours ouvrables;

-(taux 10) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h et 8h;

e) Balayeuse de rue ou éboueuse avec chauffeur

-(taux 10) pour les jours ouvrables;

-(taux 13) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h et 8h;

f) Élévateurs et autres engins de chantier avec chauffeur

-(taux 10) pour les jours ouvrables;

-(taux13) pour les dimanches et jours fériés et jours ouvrables entre 22h et 8h; g)

Évacuation des déchets :

Prix de la main-d'œuvre tel que fixé au point a) et/ou prix du transport tels que fixés au point b) et c) et prix facturé à la déchetterie selon le type et le poids des déchets. h) Matériaux

Bollard en bois/pièce (taux 14)

Bollard en fonte ou en acier (taux 15)

Barrière parisienne (taux 16)

Scellement par pièce à sceller (taux 17)

i) Divers

Miroir, y compris placement (taux 18)

Zone d'évitement, y compris placement (taux 19)

Bac à plantes, y compris placement (taux 20)

Potelet, y compris placement (taux 21)

j) Brocantes organisées par les associations de commerçants uccloises

- nettoyage manuel et mécanique des voiries, en ce compris la main d'œuvre et le transport (taux 22) ;

- évacuation des déchets (main d'œuvre comprise) (taux 23).

Article 3.

Les montants de la redevance, établis selon les différents taux décrits à l'Article 2 et applicables au 1 e janvier de chaque année, sont fixés dans le tableau ci-après, pour les années 2025 à 2030.

Ils sont basés sur les montants pour 2024, année de départ, indexés au taux de 5% et arrondis, quelle que soit la décimale, à l'unité supérieure.

Taux €	2025	2026	2027	2028	2029	2030
taux1	35€/h	37€/h	39€/h	41€/h	43€/h	45€/h
taux2	70€/h	73€/h	77€/h	81€/h	85€/h	89€/h
taux3	36€/h	38€/h	40€/h	42€/h	44€/h	46€/h
taux4	72€/h	75€/h	79€/h	83€/h	87€/h	92€/h
taux5	47€/h	49€/h	51€/h	54€/h	57€/h	59€/h
taux6	92€/h	96€/h	101€/h	106€/h	112€/h	117€/h
taux7	42€/h	45€/h	47€/h	49€/h	52€/h	54€/h
taux8	84€/h	89€/h	93€/h	98€/h	103€/h	108€/h
taux9	94€/h	99€/h	104€/h	109€/h	114€/h	120€/h
taux10	167€/h	176€/h	185€/h	194€/h	203€/h	214€/h
taux11	111€/h	116€/h	122€/h	128€/h	135€/h	141€/h
taux12	195€/h	204€/h	215€/h	225€/h	237€/h	248€/h
taux13	331€/h	348€/h	365€/h	383€/h	403€/h	423€/h
taux14	54	57	60	62	66	69
taux15	199	209	219	230	242	254
taux16	187	197	207	217	228	239
taux17	24	25	26	27	29	30
taux18	527	553	580	609	640	672
taux19	100	105	110	116	122	128
taux20	982	1031	1083	1137	1194	1253

taux21	384	403	423	444	466	490
Taux22	524€/h	551€/h	578€/h	607€/h	637€/h	669€/h
Taux23	210/tonne	221/tonne	232/tonne	244/tonne	256/tonne	269/tonne

Article 4.

La redevance est due, soit par la personne physique ou morale, soit par l'organisme privé ou public pour qui le service est effectué.

Article 5.

La redevance est perçue au comptant entre les mains du Receveur communal ou de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 6.

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou le cas échéant, par la voie judiciaire.

Article 7.

Le présent règlement modifie le règlement-redevance pour prestations de services techniques fournis par le personnel voté par le Conseil Communal en date du 28 novembre 2024. Il entre en vigueur le 1er août 2025 et sera publié conformément à l'article 112 de la Nouvelle Loi Communale.

Belastingen. - Vergoedingsreglement voor door het personeel uitgevoerde technische diensten – dienstjaar 2025-2030 – Wijzigingen.

De raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikels 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op beraadslaging 016/28.11.2024/A/0025, waardoor de gemeenteraad beslist hee het vergoedingsreglement voor door het personeel uitgevoerde technische diensten vast te leggen en voorziet in bedragen die van toepassing zijn van 2025 tot 2030;

Overwegende dat het vergoedingsreglement dat op 1 januari 2025 in werking getreden is gewijzigd moet worden met aanvulling van de personeelscategorieën waarvan de presta es van technische diensten overeenkomen met tarief 5 en 6 van de vergoeding, voorzien in artikel 2 a);

Overwegende dat de indexering van de vergoeding overeenkomt met het gemiddelde van de infla e voor de drie afgelopen jaren, hetzij 5 %;

Overwegende bovendien dat het vergoedingsreglement de interven e van de technische dienst om de omgeving van de eigendommen te herstellen en een toegankelijkheid van de tro oirs te verzekeren overeenkoms g ar kel 22, gelezen in combina e met ar kel 4 van het Algemeen
Politiereglement, niet dekt;

Overwegende dat de technische dienst bij het uitblijven van een reac e van de buurtbewoners de toestand moet kunnen herstellen en de kosten van zijn interven e moet kunnen doorrekenen aan de betrokken aangelande;

Overwegende dat het voornoemde geval bijgevolg ook toegevoegd moet worden in het vergoedingsreglement;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Beslist:

De bovenstaande wijzigingen aan het vergoedingsreglement voor door het personeel uitgevoerde technische diensten voor dienstjaar 2025 tot 2030 goed te keuren.

REGLEMENT

Artikel 1.

Er wordt voor de **dienstjaren 2025 tot 2030** een gemeentelijke vergoeding geheven op de prestaties van de technische diensten van het personeel.

Deze technische diensten worden uitgevoerd op vraag van elke natuurlijke persoon of rechtspersoon naar privaatrecht of publiekrecht in het kader van werken voor de herstelling van de weg, het behoud of het in orde brengen van private of openbare plaatsen.

Ze kunnen eveneens ambtshalve uitgevoerd worden in geval van een tekortkoming van elke natuurlijke persoon of rechtspersoon naar privaatrecht of publiekrecht indien deze gerechtvaardigd zijn omwille van een bedreiging of een vrees voor een bedreiging van de veiligheid of de volksgezondheid.

Ze kunnen ook uitgevoerd worden na een eerste ingebrekestelling van het gemeentebestuur voor de herstelling van de omgeving van de eigendommen en het goede beheer van de trottoirs.

Artikel 2.

Het tarief van de vergoeding wordt berekend per uur of half uur dat er gewerkt wordt. Elk aangevat half uur wordt verrekend als een volledig half uur.

De verschillende tarieven werden als volgt vastgelegd:

a) Arbeidskrachten

Arbeider: (tarief 1) voor werkdagen;

(tarief 2) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

Ploegleider (tarief 3) voor werkdagen;

(tarief 4) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

- Ingenieur, architect, preven eadviseur, milieuadviseur of gelijkwaardig: (tarief 5) voor werkdagen;

(tarief 6) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

Controleur stedenbouw en techniekers van de grondregie (tarief 7) voor werkdagen;

(tarief 8) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

b) Transport (minder dan 3,5 ton) met chauffeur

(tarief 9) voor werkdagen;

(tarief 10) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

c) Transport (meer dan 3,5 ton) met chauffeur

(tarief 11) voor werkdagen;

- (tarief 12) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur. d) Lader of trekker met chauffeur

(tarief 9) voor werkdagen;

(tarief 10) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

e) Straatveger of vuilniswagen met chauffeur

(tarief 10) voor werkdagen;

(tarief 13) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

f) Heftoestellen en andere werfmachines met chauffeur

(tarief 10) voor werkdagen;

(tarief 13) voor zon- en feestdagen en werkdagen tussen 22 en 8 uur;

g) Verwijdering van afval

De prijs van de arbeidskrachten zoals in punt a) en/of de prijs van het transport zoals in b) en

c) en de gefactureerde prijs van het containerpark volgens het afvaltype en -gewicht. h) Materiaal

Houten paaltjes/stuk (tarief 14);

Paaltjes in gie jzer of staal (tarief 15); Parijse hekken (tarief 16);

Vastzetten per vast te zetten stuk (tarief 17). i) Allerlei

Spiegel, incl. plaatsing (tarief 18); Verdrijvingsvlak, incl. aanleg (tarief 19); Plantenbak, incl. plaatsing (tarief 20).

Paaltje, incl. plaatsing tarief 21);

j) Brocantes georganiseerd door de Ukkelse handelsverenigingen

manuele en mechanische reiniging van wegen, incl. arbeidskrachten en transport (tarief 22); verwijdering van afval (incl. arbeidskrachten) (tarief 23).

Artikel 3.

De bedragen van de vergoeding, vastgesteld op basis van de verschillende tarieven beschreven in ar kel 2 en van toepassing op 1 januari van elk jaar, staan vermeld in de onderstaande tabel voor het jaar 2025 tot 2030.

Ze zijn gebaseerd op de bedragen voor 2024, het vertrekjaar, geïndexeerd met 5 % en afgerond naar de hogergelegen eenheid, ongeacht de decimaal.

Tarieven	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Tarief 1	€ 35/u	€ 37/u	€ 39/u	€ 41/u	€ 43/u	€ 45/u
Tarief 2	€ 70/u	€ 73/u	€ 77/u	€ 81/u	€ 85/u	€ 89/u
Tarief 3	€ 36/u	€ 38/u	€ 40/u	€ 42/u	€ 44/u	€ 46/u
Tarief 4	€ 72/u	€ 75/u	€ 79/u	€ 83/u	€ 87/u	€ 92/u
Tarief 5	€ 47/u	€ 49/u	€ 51/u	€ 54/u	€ 57/u	€ 59/u
Tarief 6	€ 92/u	€ 96/u	€ 101/u	€ 106/u	€ 112/u	€ 117/u
Tarief 7	€ 42/u	€ 45/u	€ 47/u	€ 49/u	€ 52/u	€ 54/u
Tarief 8	€ 84/u	€ 89/u	€ 93/u	€ 98/u	€ 103/u	€ 108/u
Tarief 9	€ 94/u	€ 99/u	€ 104/u	€ 109/u	€ 114/u	€ 120/u
Tarief 10	€ 167/u	€ 176/u	€ 185/u	€ 194/u	€ 203/u	€ 214/u

Tarief 11	€ 111/u	€ 116/u	€ 122/u	€ 128/u	€ 135/u	€ 141/u
Tarief 12	€ 195/u	€ 204/u	€ 215/u	€ 225/u	€ 237/u	€ 248/u
Tarief 13	€ 331/u	€ 348/u	€ 365/u	€ 383/u	€ 403/u	€ 423/u
Tarief 14	€ 54	€ 57	€ 60	€ 62	€ 66	€ 69
Tarief 15	€ 199	€ 209	€ 219	€ 230	€ 242	€ 254
Tarief 16	€ 187	€ 197	€ 207	€ 217	€ 228	€ 239
Tarief 17	€ 24	€ 25	€ 26	€ 27	€ 29	€ 30
Tarief 18	€ 527	€ 553	€ 580	€ 609	€ 640	€ 672
Tarief 19	€ 100	€ 105	€ 110	€ 116	€ 122	€ 128
Tarief 20	€ 982	€ 1031	€ 1083	€ 1137	€ 1194	€ 1253
Tarief 21	€ 384	€ 403	€ 423	€ 444	€ 466	€ 490
Tarief 22	€ 524/u	€ 551/u	€ 578/u	€ 607/u	€ 637/u	€ 669/u
Tarief 23	€ 210/ton	€ 221/ton	€ 232/ton	€ 244/ton	€ 256/ton	€ 269/ton

Artikel 4.

De vergoeding is verschuldigd door de natuurlijke persoon, de rechtspersoon of de private of openbare instelling waarvoor de dienst wordt uitgevoerd.

Artikel 5.

De vergoeding moet contant betaald worden aan de gemeenteontvanger, zijn aangestelden of aan de ontvangende ambtenaren die hiervoor werden aangewezen.

Artikel 6.

Bij gebrek aan betaling zal de invordering van de vergoeding gebeuren op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via de juridische weg.

Artikel 7.

Het onderhavige reglement wijzigt het vergoedingsreglement voor door het personeel uitgevoerde technische diensten, goedgekeurd door de gemeenteraad op 28 november 2024. Het wordt van kracht op 1 augustus 2025 en zal gepubliceerd worden overeenkoms g ar kel 112 van de Nieuwe

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Commerce - Handel

13 **Subside d'encouragement – Association des commerçants de Saint-Job - Engagement de la dépense**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit a été inscrit au budget 2025 à l'article 520/332-02/60 en faveur des associations de commerçants ;Qu'un subside de fonctionnement est annuellement octroyé aux associations de commerçants ;
Que toutes les associations des commerçants ont la possibilité d'introduire par ailleurs une demande de subside d'encouragement pour un projet particulier ;
Considérant que la fin des travaux et la réouverture du pont Carsoel, prévue le 19 juillet, constitue une opportunité de relance pour les commerces du quartier ;
Considérant que l'association des commerçants de Saint-Job souhaite organiser des opérations de communication (spots radio, réseaux sociaux, etc.) à l'occasion des festivités prévues dans le cadre de cette réouverture ainsi que du bal du 20 juillet ;
Considérant que l'organisation de telles actions engendre des frais conséquents pour les associations ;
Vu le formulaire de demande de subside remis par l'association des commerçants de Saint-Job (en annexe);
Considérant qu'il y a lieu de soutenir cette association de commerçants motivée à redynamiser le quartier à l'occasion de la réouverture;
Que l'association sollicite un subside de 2.500 euros afin de couvrir une partie des frais ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,
Décide d'octroyer un subside d'encouragement de 2.500 euros à l'association des commerçants de Saint-Job.

Aanmoedigingssubsidie - Handelaarsvereniging Sint-Job - Vastlegging van de uitgave.

De raad,

Aangezien er een krediet voorzien is in de begroting 2025 onder artikel 520/332-02/60 ten bate van de handelaarsverenigingen;
Aangezien er jaarlijks een werkingssubsidie toegekend wordt aan de handelaarsverenigingen;
Aangezien alle handelaarsverenigingen bovendien de mogelijkheid hebben om een aanmoedigingssubsidie voor een specifiek project aan te vragen;
Overwegende dat het einde van de werken en de heropening van de Carsoelbrug, gepland op 19 juli, een mogelijkheid vormt om de buurtwinkels nieuw leven in te blazen;
Overwegende dat handelaarsvereniging Sint-Job communicatieacties (radiospot, sociale media, ...) wil organiseren naar aanleiding van de festiviteiten in het kader van deze heropening en van het bal op 20 juli;
Overwegende dat de organisatie van dergelijke acties aanzienlijke kosten met zich meebrengt voor de verenigingen;
Gelet op het aanvraagformulier van een subsidie, ingediend door handelaarsvereniging Sint-Job (in de bijlage);
Overwegende dat het wenselijk is om deze gemotiveerde handelaarsvereniging te steunen bij haar

inspanningen om de wijk te doen herleven ter gelegenheid van de heropening;
Dat de vereniging een subsidie van € 2.500 vraagt om een deel van de kosten te dekken;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,
Beslist een aanmoedigingssubsidie van € 2.500 toe te kennen aan handelaarsvereniging Sint-Job.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Parking - Parking

14 **Gestion du stationnement payant – « Handypark » Solution nationale pour le stationnement des personnes en situation d'handicap – Mandat pour l'adhésion à la centrale d'achats de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale – Accord de principe**

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 22 juin 2023 le Conseil a décidé à l'unanimité d'adhérer à **la convention de partage des droits de stationnement « régionaux »** de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après Parking.brussels) conformément aux dispositions du RGPD, à savoir :

- les véhicules appartenant aux personnes détentrices d'une carte PMR, ○ les véhicules de carsharing, ○ les véhicules pour les soins médicaux urgents et non urgents, ○ les véhicules appartenant aux professionnels en intervention,
- les véhicules appartenant aux riverains des communes limitrophes (Forest, Ixelles et Bruxelles-Ville) ;

Vu l'adoption par le Conseil communal le 20 mars 2025 du règlement-redevance du 26 juin 2014 sur le stationnement de véhicules à moteur dans un lieu public tel que modifié le 15 décembre 2022, sa nouvelle modification et l'indexation des tarifs conformément à l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation tel que modifié le 20 octobre 2022 ;

Considérant que le règlement–redevance précité est d'application sur notre territoire depuis le 5 mai 2025 ;

Considérant que Parking.brussels a pour mission d'exécuter la politique du stationnement de la Région et d'en assurer le bon fonctionnement ;

Vu les dispositions de l'ordonnance en son article 19§2. « … *La commune qui n'a pas transféré ses missions de contrôle et de perception à l'Agence du stationnement…et qui souhaite introduire un système de contrôle du stationnement par scan-car, devra disposer d'un outil de contrôle du stationnement en voirie qui soit compatible avec les standards de la plateforme de gestion des droits du stationnement mise en place par l'Agence du stationnement.*

La commune peut avoir accès à la liste des véhicules exemptés tenue par l'Agence du stationnement. » ;

Vu le protocole de collaboration entre Parking.brussels et la commune d'Uccle et spécifiquement les dispositions reprises dans le Règlement-redevance au Chapitre III, relatif à la carte européenne de stationnement pour les personnes en situation de handicap disposant d'un droit de stationnement digital gratuit enregistré à l'aide de l'horodateur, d'une application mobile ou d'un SMS ;

Considérant que l'existence de ces droits de stationnement est vérifiée par Parking.brussels à l'aide des moyens digitaux tels qu'un véhicule scanneur et que le même système de contrôle du stationnement est opérationnel sur notre territoire ;

Vu le courrier réceptionné par l'administration le 9 mai 2025, relatif à « Handypark » **une nouvelle solution nationale** pour le stationnement des véhicules transportant des personnes en situation de handicap qui sont dispensées de payer le stationnement en zone réglementée et la proposition de Parking.brussels de la mandater pour adhérer à la centrale d'achats de Mobiliteit et Parkeren Antwerpen AG (MPA) **(en annexe)** ;

Considérant que cette **liste de dérogation nationale** recensant les immatriculations des véhicules sur une base volontaire est activée depuis le 5 mai 2025, afin de **faciliter le stationnement des véhicules concernés dans toutes les communes du Royaume qui adhèreront à ce système** ;

Vu que cette liste nationale se développera dans un premier temps **parallèlement aux solutions mises en place** par Parking.brussels et notre administration pour les personnes en situation de handicap dans tout le pays ;

Considérant que **les deux listes de dérogation**, la régionale et la nationale, demeureront actives simultanément durant une période de transition estimée à **maximum 12 mois** ;

Considérant que les titulaires d'une carte pour personne en situation de handicap seront invités à enregistrer gratuitement dans la nouvelle application nationale « Handypark » l'immatriculation du véhicule qui les transporte et qu'elle permettra également de **modifier facilement pour une période temporaire**, l'immatriculation du véhicule utilisé ;

Considérant que la nouvelle plateforme sera liée à une **seule base de données pour toute la Belgique** et qu'elle contient les droits de stationnement valables **pour toutes les communes participantes ;**

Considérant que la nouvelle plateforme a été développée à Anvers par la société autonome de la Ville d'Anvers, Mobiliteit et Parkeren Antwerpen AG (MPA), à l'initiative de la VVSG, de l'UVCW et de Brulocalis et **qu'elle sera accessible pour les communes après adhésion à la centrale d'achats** et ratification d'une convention entre ces dernières et ladite société, au **prix d'une cotisation annuelle en fonction du nombre d'habitants de la commune** ;

Considérant **que Parking.brussels propose** aux communes non-délégantes d'être intermédiaire mandaté pour l'adhésion à la centrale d'achats (MPA) et **de déduire les frais de cotisation annuelle de la recette des cartes régionales ;**

Considérant que **la cotisation** demandée en fonction du nombre d'habitants sur notre territoire (entre 50.001-100.000 habitants) s'élève à **7.565,00€ TVA comprise par année** ;

Considérant que la **recette perçue** par notre administration de la part de Parking.brussels au cours de **l'exercice précédent** pour les cartes régionales s'élève à **48.147,91€** ;

Considérant que la commune d'Uccle n'aura accès à la nouvelle application « Handypark » qu'après avoir mandaté Parking.brussels pour l'adhésion à la centrale d'achats (MPA) **;**
Considérant les éléments évoqués dans la présente délibération ;

Décide :

- de mandater Parking.brussels pour adhérer à la centrale d'achats de Mobiliteit et Parkeren Antwerpen AG (MPA) au prix d'une cotisation annuelle de 7.565,00€ TVA comprise, montant à déduire de la recette perçue annuellement par l'administration pour les cartes régionales.

Beheer van het betalend parkeren - "Handypark" - Nationale oplossing voor het parkeren van personen met een handicap - Volmacht voor de aansluiting bij de aankoopcentrale van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Principeakkoord

De raad,

Overwegende dat de raad in zitting van 22 juni 2023 unaniem beslist heeft aan te sluiten bij de **overeenkomst voor het delen van de "gewestelijke" parkeerrechten** van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna Parking.brussels) overeenkomstig de bepalingen van de AVG, meer bepaald:

- De voertuigen die toebehoren aan personen die houder zijn van een PBM-kaart; ○ De voertuigen voor autodelen; ○ De voertuigen voor dringende en niet-dringende medische hulp; ○ De voertuigen die toebehoren aan professionelen tijdens een interventie;
- De voertuigen die toebehoren aan de inwoners van de buurgemeenten (Vorst, Elsene en Brussel-Stad);

Gelet op de goedkeuring door de gemeenteraad van 20 maart 2025 van de retributieverordening van 26 juni 2014 op het parkeren van motorvoertuigen in een openbare ruimte zoals gewijzigd op 15 december 2022, de nieuwe wijziging ervan en de indexering van de tarieven overeenkomstig de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd op 20 oktober 2022;

Overwegende dat de voornoemde retributieverordening sinds 5 mei 2025 van toepassing is op ons grondgebied;

Overwegende dat Parking.brussels als opdracht heeft om het parkeerbeleid van het gewest uit te voeren en de goede werking ervan te verzekeren;

Gelet op de bepalingen van artikel 19 §2 van de ordonnantie: " *De gemeente die de controle- en inningsopdrachten niet (...) aan het Parkeeragentschap heeft overgedragen en die een systeem van parkeercontrole met scan-car wil invoeren, zal moeten beschikken over een instrument voor*

parkeercontrole op straat dat compatibel is met de normen van het beheersplatform voor parkeerrechten dat door het Agentschap is ingevoerd.

De gemeente kan toegang krijgen tot de lijst van vrijgestelde voertuigen die door het Parkeeragentschap wordt bijgehouden";

Gelet op het samenwerkingsprotocol tussen Parking.brussels en de gemeente Ukkel en in het bijzonder de bepalingen in de retributieverordening in Hoofdstuk III met betrekking tot de Europese parkeerkaart voor personen met een handicap die over een gratis digitaal parkeerrecht beschikken dat geregistreerd werd met behulp van de parkeerautomaat, een mobiele app of een sms;

Overwegende dat het bestaan van deze parkeerrechten door Parking.brussels gecontroleerd wordt met behulp van digitale middelen zoals een scancar en dat hetzelfde controlesysteem van het parkeren operationeel is op ons grondgebied;

Gelet op de brief die het bestuur op 9 mei 2025 ontving met betrekking tot "Handypark", **een nieuwe nationale oplossing** voor het parkeren van de voertuigen die personen met een handicap vervoeren die ervan vrijgesteld zijn het parkeren in een gereglementeerde zone te betalen, en het voorstel van Parking.brussels om haar volmacht te geven om aan te sluiten bij de aankoopcentrale van Mobiliteit en Parkeren Antwerpen AG (MPA) (**in de bijlage**);
Overwegende dat deze **nationale vrijstellingslijst** met de nummerplaat van de voertuigen op vrijwillige basis geactiveerd is sinds 5 mei 2025 om **het parkeren van de betrokken voertuigen in alle gemeentes van het koninkrijk die aansluiten bij dit systeem te vereenvoudigen**;

Aangezien deze nationale lijst in eerste instantie **gelijktijdig** ontwikkeld wordt **met de oplossingen die ingevoerd werden** door Parking.brussels en ons bestuur voor personen met een handicap in het hele land;

Overwegende dat **de twee vrijstellingslijsten**, de gewestelijke en de nationale, gelijktijdig actief blijven gedurende een overgangsperiode van naar schatting **hoogstens 12 maanden**;

Overwegende dat de houders van een kaart voor personen met een handicap verzocht worden om de nummerplaat van het voertuig dat ze vervoert gratis te registreren in de nieuwe nationale app "Handypark" en dat ze het ook mogelijk maakt de nummerplaat van het gebruikte voertuig **gemakkelijk tijdelijk te wijzigen**;

Overwegende dat het nieuwe platform gekoppeld is aan **een enkele databank voor heel België** en dat ze de geldige parkeerrechten **voor alle deelnemende gemeentes** bevat;

Overwegende dat het nieuwe platform in Antwerpen ontwikkeld werd door het autonoom bedrijf van de stad Antwerpen, Mobiliteit en Parkeren Antwerpen AG (MPA), op initiatief van de VVSG, de UVCW en Brulocalis, en dat **het voor de gemeentes toegankelijk is na aansluiting bij de aankoopcentrale** en bekrachtiging van een overeenkomst tussen deze laatsten en dit bedrijf, **tegen een jaarlijkse bijdrage naargelang het aantal inwoners van de gemeente**;

Overwegende dat **Parking.brussels** aan de niet-overdragende gemeentes **voorstelt** om gevolmachtigde tussenpersoon te zijn voor de aansluiting bij de aankoopcentrale (MPA) en **de jaarlijkse bijdrage af te trekken van de inkomsten van de gewestelijke kaarten**;

Overwegende dat de gevraagde **bijdrage** op basis van het aantal inwoners op ons grondgebied (tussen 50.001 en 100.000 inwoners) **€ 7.565,00 incl. btw per jaar** beloopt;

Overwegende dat de **inkomsten** die tijdens het **vorige dienstjaar** door ons bestuur van Parking.brussels ontvangen werden voor de gewestelijke kaarten **€ 48.147,91** belopen;

Overwegende dat de gemeente pas toegang krijgt tot de nieuwe app "Handypark" nadat ze Parking.brussels volmacht gegeven heeft voor de aansluiting bij de aankoopcentrale (MPA);

Overwegende de elementen die aangehaald werden in deze beraadslaging;

Beslist:

- Parking.brussels volmacht te geven om aan te sluiten bij de aankoopcentrale van Mobiliteit en Parkeren Antwerpen AG (MPA) tegen een jaarlijkse bijdrage van € 7.565,00 incl. btw, een bedrag

dat afgetrokken wordt van de inkomsten die jaarlijks door het bestuur ontvangen worden voor de gewestelijke kaarten.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

15 **ASBL Parascolaire : Adoption d'une nouvelle convention de gestion**

Le Conseil,

Vu les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale;

Vu le Code des Sociétés et des Associations;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu le décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française du 16 mai 2019 relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) et la circulaire ministérielle du 3 juillet 2020 y relative;

Vu le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire (ci-après décret ATL), et notamment ses articles 17 et 34;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, et notamment ses articles 2/1 et 3;

Vu la convention conclue pour une « durée indéterminée » entre l'Office de la Naissance et de l'Enfance et la commune le 23 juillet 2010, et notamment ses articles 6 et 8;

Vu la convention de gestion signée entre la commune d'Uccle et l'ASBL Le Parascolaire d'Uccle approuvée par le Conseil communal lors de sa séance du 16 décembre 2021 et signée par les Parties;

Considérant que dans sa décision du 29 septembre 2022, le Conseil a notamment validé le projet présenté par le Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 septembre 2022 consistant à déléguer à l'A.S.B.L. « Le parascolaire d'Uccle » l'ensemble des missions de coordination de l'Accueil Temps Libre confiées à la Commune par le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

Vu la convention de gestion « volet coordination Accueil Temps Libre » adoptée par le Conseil communal lors de sa séance du 29 septembre 2022;

Considérant que cette convention spécifique a été modifiée par le Conseil communal lors de sa séance du 28 septembre 2023 ;

Considérant que dans un souci simplification administrative, il est proposé en l'espèce d'intégrer le volet extrascolaire dans la présente seule et même convention à conclure avec l'ASBL « Le parascolaire » ;

Que cette convention comprend dès lors l'organisation de la délégation à l'ASBL « le parascolaire » de la mise en œuvre des projets communs du programme CLE, sous la supervision et l'implication active des coordinateurs-trices ATL communales ;

Que la présente convention remplace les conventions de gestion antérieurement signées entre les Parties ainsi que celles concernant le volet extrascolaire ;

Décide :

D'approuver la nouvelle convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Parascolaire en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Vzw Parascolaire : Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst

De raad,

Gelet op artikels 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op het gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van 16 mei 2019 betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de Ordonnantie) en de ministeriële omzendbrief van 3 juli 2020 ter zake;

Gelet op het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang (hierna genoemd het ATL-decreet), in het bijzonder artikels 17 en 34;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, in het bijzonder artikels 2/1 en 3;

Gelet op de overeenkomst, afgesloten voor een "onbepaalde duur" tussen de Office de la Naissance et de l'Enfance en de gemeente op 23 juli 2010, in het bijzonder artikels 6 en 8;

Gelet op de beheersovereenkomst tussen de gemeente Ukkel en vzw Bijschoolse Activiteiten van Ukkel, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend door de partijen;

Overwegende dat de raad in zijn beslissing van 29 september 2022 onder meer zijn goedkeuring heeft verleend aan het project, voorgesteld door het college van burgemeester en schepenen van 6 september 2022, inzake de delegatie aan vzw Bijschoolse Activiteiten van Ukkel van de taken inzake de

coördinatie Accueil Temps Libre die per decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang aan de gemeente zijn toevertrouwd;

Gelet op de beheersovereenkomst "luik coördinatie Accueil Temps Libre" goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 29 september 2022;

Overwegende dat deze specifieke overeenkomst werd gewijzigd door de gemeenteraad in zitting van 28 september 2023;

Overwegende dat, in het belang van administratieve vereenvoudiging, in dit geval wordt voorgesteld om het buitenschoolse luik op te nemen in dezelfde overeenkomst die moet worden gesloten met vzw Bijschoolse Activiteiten;

Overwegende dat deze overeenkomst dus de organisatie omvat van de delegatie aan vzw Bijschoolse Activiteiten van de uitvoering van de gezamenlijke projecten van het CLE-programma, onder toezicht en actieve betrokkenheid van de gemeentelijke ATL-coördinatoren;

Overwegende dat deze overeenkomst in de plaats komt van de beheersovereenkomsten die eerder tussen de partijen zijn ondertekend, evenals die met betrekking tot het buitenschoolse luik;

Beslist:

- De bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren die moet worden gesloten tussen de gemeente Ukkel en vzw Bijschoolse Activiteiten overeenkomstig artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten.

---

16 **ASBL Service Ucclois de la Jeunesse : Adoption d'une nouvelle convention de gestion**

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l’Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l’Ordonnance) ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l’ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l’A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse, A.S.B.L. communale au sens de l’Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu’elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu’une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l’adoption d’une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame la Première Echevine Valentine Delwart;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau,…) estcomposé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ouplusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (…) »;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse ;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacuned'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;
- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis etles modalités de transmission à la commune de ce rapport ;
- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et lesmodalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;
- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;
- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, laconvention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Service Ucclois de la Jeunesse à sa plus prochaine séance ;

Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

D’approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d’Uccle et l’A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse en vertu de l’article 38 de l’ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Vzw Service Ucclois de la Jeunesse :Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Service Ucclois de la Jeunesse, gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw Service Ucclois de la Jeunesse nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald de eerste schepen Valentine Delwart;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

- Eén of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of
- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: " *De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie*"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "*Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)*";

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Service Ucclois de la Jeunesse ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemenen voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controlerenen de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk gevalloopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw Service Ucclois de la Jeunesse in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

- De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Service Ucclois de la Jeunesse krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Voirie - Wegen

17 **Réaménagement de Bosveldweg - exercice 2025 - approbation de l'avant-projet, de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 700.000,00 € est inscrit aux articles 421/731-60/82-20250290 et 421/73160/82-20250289 du budget extraordinaire de 2025 pour le réaménagement de Bosveldweg;
Attendu que le Collège propose de réaménager le tronçon de Bosveldweg entre la rue Langeveld et l'avenue Moscicki pour lequel une demande de permis d'urbanisme a été introduite par le service Voirie - Mobilité ;
Attendu que le réaménagement de la zone résidentielle permettra d'améliorer la lisibilité de l'espace public;
Attendu qu'un même revêtement sera prévu de façade à façade de manière à harmoniser l'espace public ;
Attendu qu'un filet d'eau central permettra aux automobilistes de percevoir la bande carrossable de 3.5m de large ;
Attendu qu'un dévoiement est prévu afin de ralentir la vitesse des véhicules et limiter les zones de conflit entre stationnement et voie carrossable ;
Attendu que l'aménagement de zones végétales permettra une lecture simple de l'espace public et renforcera le statut de la zone résidentielle ;
Attendu que la plantation d'arbres est prévue de part et d'autre de l'aménagement de manière à créer une «porte d'entrée» à la zone résidentielle ;
Attendu que le carrefour Moscicki - Bosveldweg sera réaménagé en plateau surélevé afin de ralentir

la vitesse à cet endroit en particulier à l'entrée de la zone résidentielle ;
Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 562.002,00 €, hors TVA, soit 748.024,66 € révision et TVA incluse et que cette dépense sera engagée aux articles 421/731-60/82-20250290 et 421/731-60/82-20250289 2 du budget extraordinaire 2025;
Attendu que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée directe avec publication préalable;
Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1. d'approuver l'estimation d'un montant de 748.024,66€ TVA comprise;
2. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
3. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agréation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3;
4. d'approuver l'avis de marché.

Heraanleg Bosveldweg - boekjaar 2025 - goedkeuring van het voorontwerp, de uitgave, de aanbsetedingsdocumenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht.

De raad,
Aangezien er een krediet van € 700.000,00 ingeschreven is op artikels 421/731-60/82-20250290 en 421/731-60/82-20250289 van de buitengewone begroting 2025 voor de heraanleg van de Bosveldweg;
Aangezien het college voorstelt om het deel van de Bosveldweg tussen de Langeveldstraat en de Moscickilaan, waarvoor een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning ingediend werd door de dienst Wegen-Mobiliteit, heraan te leggen;
Aangezien de heraanleg van het woonerf het mogelijk maakt de leesbaarheid van de openbare ruimte te verbeteren;

Aangezien voorzien wordt in eenzelfde bekleding van gevel tot gevel om de openbare ruimte te harmoniseren;
Aangezien automobilisten dankzij een centrale weggoot de rijbaan van 3,50 meter breed kunnen onderscheiden;
Aangezien er in een asverlegging voorzien is om de snelheid van de voertuigen te remmen en de conflictzones tussen parkeerplaatsen en berijdbare weg te beperken;
Aangezien de aanleg van plantenzones een eenvoudige lezing van de openbare ruimte mogelijk maakt en het statuut van het woonerf versterkt;
Aangezien het de bedoeling is om aan weerszijden van de inrichting bomen te planten om een "toegangspoort" tot het woonerf te creëren;
Aangezien het kruispunt Moscicki-Bosveldweg heraangelegd wordt als een verkeersplateau om de snelheid op deze plaats te remmen, in het bijzonder bij het binnenrijden van het woonerf;
Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 562.002,00 excl. btw beloopt, hetzij € 748.024,66 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikels 421/731-60/82-20250290 en 421/731-60/82-20250289 van de buitengewone begroting 2025;
Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;
Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:
1. De raming van een bedrag van € 748.024,66 inclusief btw goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht goed te keuren, die de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking zal zijn, en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 3;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren.

---

18 **Réaménagement de carrefours - exercice 2025 - approbation de la dépense, des documents du marché et de la procédure de passation du marché**

Le Conseil,
Attendu qu'un crédit est inscrit aux articles 421/731-60/82-20250275 et 421/731-60/82-20250281 du budget extraordinaire de 2025 pour le réaménagement de carrefours;
Attendu que le Collège propose de réaménager les carrefours des avenues des Carmélites et des Cottages ainsi que 3 carrefours de l'avenue Circulaire ; Attendu que le dossier est divisé en 2 lots :
- Lot 1 : carrefours rue des Cottages et rue des Carmélites;
- Lot 2 : carrefours avenue Circulaire;
Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 401.420,50 €, hors TVA pour le lot 1 soit 534.290,69 € révision et TVA incluse et à 75.378,00 €, hors TVA soit 100.328,12 € révision et TVA incluse pour le lot 2 et que cette dépense sera engagée aux articles 421/731-60/82-20250275 et 421/731-60/82-20250281 du budget extraordinaire 2025;
Attendu que ces travaux sont subsidiés à concurrence de 100% par la région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des subventions pour investissement relatif à l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales 2024,
Attendu que la procédure de passation du marché sera la procédure négociée directe avec publication préalable;
Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :
1. d'approuver l'estimation d'un montant de 534.290,69 € TVA comprise pour le lot 1 et de

100.328,12 € TVA comprise pour le lot 2;
2. d’approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
3. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publication préalable et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l’agréation d’entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3 pour l'ensemble des lots ou classe 3 pour le lot 1 uniquement et classe 1 pour le lot 2 uniquement; 4. d'approuver l'avis de marché.

Herinrichting van kruispunten - boekjaar 2025 goedkeuring van de uitgave, de documenten en de plaatsingsprocedure van de opdracht

De raad,
Aangezien er een krediet ingeschreven is op artikels 421/731-60/82-20250275 en 421/731-60/82-20250281 van de buitengewone begroting 2025 voor de heraanleg van kruispunten;
Aangezien het college voorstelt om de kruispunten van de Kamrelitenstraat, van de Landhuisjesstraat en drie kruispunten van de Ringlaan, heraan te leggen; Aangezien het dossier opgedeeld is in 2 percelen :
- Perceel 1: kruispunten Kamrelitenstraat en Landhuisjesstraat;
- Perceel 2: kruispunten Ringlaan;
Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 401.420,50 excl. btw beloopt, hetzij € 534.290,69 voor perceel 1 en € 75.378,00 excl. btw beloopt, hetzij € 100.328,12 voor perceel 2 inclusief herziening en btw, en deze uitgave vastgelegd zal worden op artikels 421/731-60/82-20250275 en 421/731-60/82-20250281 van de buitengewone begroting 2025;
Aangezien deze werken 100% gesubsidieerd zullen worden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de investeringssubsidies met betrekking tot de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen 2024,
Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;
Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Beslist:

1. De raming voor een bedrag van € 534.290,69 inclusief btw voor het perceel 1 en van € 100.328,12 inclusief btw voor het perceel 2 goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;
3. De plaatsingsprocedure van de opdracht door vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande
   bekendmaking goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de technische draagkracht van de aannemer, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken categorie C, klasse 3 voor alle percelen of klasse 3 enkel voor perceel 1 en klasse 1 enkel voor perceel 2;
4. de aankondiging van de opdracht goed te keuren.

---

19 **Réfection des trottoirs - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents du marché, de la procédure de passation du marché.**

Le Conseil,
Attendu qu'un crédit de 2.000.000,00 € est inscrit à l’article 421/731-60/82-20250282 du budget extraordinaire de 2025 pour la réfection de trottoirs;

Attendu que le Collège propose la réfection des trottoirs de l'avenue Jacques Pastur entre le Vallon d'Ohain et l'avenue Fond'Roy, de la rue Copernic entre les avenues Albert Lancaster et Latérale, de la rue Jean Ballegeer, de l'avenue Joseph Divoort, de l'avenue Homborchveld entre la rue Engeland et la rue du Kriekenput, de l'avenue Docteur Decroly, de la rue Langeveld entre l'avenue de la Floride et l'avenue de Sumatra, de l'avenue Moscicki entre l'avenue Montjoie et Bosveldweg et de l'avenue de Messidor entre l'avenue Brugmann et la rue de la Mutualité;

Attendu que le dossier est divisé en 2 lots :
- Lot 1 : avenue Jacques Pastur, rue Copernic, rue Jean Ballegeer, avenue Joseph Divoort et avenueHomborchveld;
- Lot 2 :avenue Docteur Decroly, rue Langeveld, avenue Moscicki et avenue de Messidor;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 694.932,70 €, hors TVA pour le lot 1, soit 924.955,42 € révision et TVA incluse et à 791.781,0 €, hors TVA pour le lot 2, soit 1.053.860,51 € révision et TVA incluse et que ces dépenses seront engagées à l'article 421/731-60/82-20250282 du budget extraordinaire 2025;
Attendu que la procédure de passation du marché sera la procédure ouverte;
Vu l'article 234 de la Nouvelle loi communale, Décide :

1. d'approuver l'estimation d'un montant de 924.955,42 € TVA comprise pour le lot 1 et de 1.053.860,51 € TVA comprise pour le lot 2;
2. d'approuver le cahier spécial des charges devant régir les travaux du présent dossier;
3. d'approuver la procédure de passation du marché, qui sera la procédure ouverte et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir que le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agréation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 5 pour l'ensemble des lots ou classe 4 pour le lot 1 ou le lot 2 uniquement;
4. d'approuver l'avis de marché.

Herstelling van trottoirs - Dienstjaar 2025.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de plaatsing van de procedure.

De raad,
Aangezien er een bedrag van € 2.000.000,00 ingeschreven is op artikel 421/731-60/82-20250282 van de buitengewone begroting 2025 voor de herstelling van trottoirs;
Aangezien het college voorstelt de trottoirs van de Homborchveldlaan (tussen de rotonde Solau en de Engelandstraat), Jean Ballegeerstraat, Joseph Divoortlaan, Docteur Decrolylaan, Langevledstraat (tussen de Sumatralaan en de Floridalaan), Moscickilaan (tussen de Montjoielaan en Bosveldweg), Messidorlaan (tussen de Brugmannlaan en de Mutualiteitstraat), Copernicusstraat (tussen de Albert Lancasterlaan en de zijlaan) en van de Jacques Pasturlaan (tussen de Vronerodelaan en de Ohaindal) te herstellen;
Aangezien het dossier opgesplitst is in 2 percelen:
- Perceel 1: Homborchveldlaan, Jean Ballegeerlaan, Joseph Divoortlaan, Copernicusstraat en Jacques Pasturlaan ;
- Perceel 2: Docteur Decrolylaan, Langevledstraat, Moscickilaan, Messidorlaan;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken € 694.932,70 excl. btw beloopt voor perceel 1, hetzij € 924.955,42 inclusief herziening en btw, en € 791.781,00 excl. btw voor perceel 2, hetzij € 1.053.860,51 inclusief herziening en btw, en deze uitgaven vastgelegd worden op artikel 421/73160/82-20250282 van de buitengewone begroting 2025;
Aangezien de plaatsingsprocedure van de opdracht de openbare procedure is;
Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet; Beslist:

1. De raming van een bedrag van € 924.955,42 inclusief btw voor perceel 1 en € 1.053.860,51 inclusief btw voor perceel 2 goed te keuren;
2. Het bestek dat de werken van het onderhavige dossier regelt goed te keuren;

3. De plaatsingsprocedure van de opdracht, die de openbare procedure zal zijn, goed te keuren en de inlichtingen te bepalen betreffende de technische draagkracht van de aannemers, meer bepaald dat de inschrijver moet voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voor aannemers van werken in categorie C, klasse 5 voor alle percelen of klasse 4 enkel voor perceel 1 of perceel 2;
4. De aankondiging van de opdracht goed te keuren;

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE
DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

20 **Propriétés Communales – Rue de Stalle 22 – Convention d'occupation précaire du terrain avec Bruxelles Synergie - Approbation de la convention d'occupation précaire.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement les articles 117 et 232 ;

Vu la déclara on de poli que générale de la Commune, dont le Conseil Communal a pris connaissance en séance du 20 Février 2025, dans laquelle il est notamment s pulé au 5e paragraphe de la partie Logement :

La rénova on (en vue d'améliorer les performances énergé ques et, au-delà, d'y inves r par exemple dans la pose de panneaux solaires, dans la récupéra on des eaux de pluie…) et le développement du parc de logements publics seront poursuivis. Des projets seront notamment étudiés et ***programmés rue de Stalle****, rue des Fidèles et chaussée de Saint-Job.*

Cela faisant référence au projet « Globe » et au terrain visé par la présente convention.

Vu la fiche générale projet PUL approuvée par le Collège du 3 octobre 2023 ;

Vu la fiche projet dédiée à l'objec f 1 du PUL, à savoir « Favoriser la créa on de logements sociaux sur le territoire de la commune » décrivant, en autre, les phases de la mise en place de cet objec f au sein de la commune d'Uccle, ses enjeux, son planning, et ses objec fs Vu l'approba on de la fiche projet 1.2.4 du PUL intitulé Projet « Globe » en délibération du Collège du 9 Juillet 2024 ;

Considérant que la Commune, malgré la non reconduc on du plan urgence logement, ent à s'inscrire dans l'effort régional et contribuer à la hauteur de ses capacités à répondre aux objec fs régionaux ;

Considérant que Bruxelles Synergie - Service Public Régional, propriétaire, peut octroyer l'usage de la parcelle visée à la Commune d'Uccle, à tre précaire et révocable, par la voie d'une conven on d'occupation à titre précaire ;

Considérant que l'occupa on précaire du terrain perme ra de récolter des informa ons pour le développement du projet « Globe » à savoir :

- Mesurage en vue du remembrement parcellaire avec les parcelles adjacentes ;
- Visite pour étude de faisabilité de riothermie ;
- Evaluer la végéta on existante et la nécessité de la conserver (arbres remarquables, etc.) ;

- Faire visiter aux différents intervenants ;
- Débroussaillage ;
- Vérification de la stabilité des murs mitoyens ;

Considérant que la Commune d'Uccle devra s'abstenir d'exercer des ac vités interdites par la conven on, mais qu'elle pourra toutefois demander l'autorisa on de me re en place des évènements non listés dans celle-ci, moyennent un mail au propriétaire ;

Considérant que la présente occupa on est consen e en contrepar e de la prise en charge par l'Occupant de l'entre en du Terrain et de sa sécurisa on permanente (absence de squats et de dépôts de déchets clandestins notamment) ;

Considérant qu'il n'y a pas de charges communes liées aux lieux mis à disposition ;

Considérant qu'un état des lieux sera établi sous forme photographique ;

A endu que ce projet perme ra la rénova on de plusieurs logements, la créa on de nouveaux logements et la création d'un équipement ;

Attendu que ce projet apportera une solution au bon aménagement territorial dans les quartiers ;

Attendu que ce projet permettra de répondre à une demande en logements publics ;

A endu que la région au travers de son organe de ges on « Synergie » est disposée à céder pour l'Euro symbolique la parcelle rue de Stalle à condi on que la commune s'engage à réaliser un projet répondant aux objectifs régionaux (logement et équipement) ;

Décide :

D'accepter la convention d'occupation précaire du terrain situé rue de Stalle 22.

Gemeente-eigendommen – Stallestraat 22 - Overeenkomst voor tijdelijk gebruik van het terrein met Brussels Synergie - Goedkeuring van de overeenkomst voor tijdelijk gebruik.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 en 232;

Gelet op de algemene beleidsverklaring van de gemeente, waarvan de gemeenteraad kennis genomen hee in zi ng van 20 februari 2025, waarin meer bepaald in paragraaf 5 van het deel Huisvesting staat:

*De renova e (verbetering van de energiepresta es en daarnaast investeren in bijvoorbeeld de installa e van zonnepanelen, de opvang van regenwater, ...) en de ontwikkeling van het openbaar woningpark zullen voortgezet worden. Er worden onder andere projecten bestudeerd en**gepland in de Stallestraat**, Gelovigenstraat en Sint-Jobsesteenweg.*

Dat verwijst naar het project "Globe" en het terrein dat beoogd wordt door de onderhavige overeenkomst;

Gelet op de algemene fiche van het NPH-project, goedgekeurd door het college op 3 oktober 2023;

Gelet op de projec iche gewijd aan doelstelling 1 van het NPH, meer bepaald "De bouw van sociale woningen op het grondgebied van de gemeente bevorderen", die onder andere de fases van de invoering van deze doelstelling in de gemeente Ukkel, de uitdagingen, de planning en de doelstellingen beschrijft;

Gelet op de goedkeuring van projec iche 1.2.4 van het NPH genaamd Project "Globe" in beraadslaging van het college van 9 juli 2024;

Overwegende dat de gemeente, ondanks de niet-verlenging van het Noodplan voor Huisves ng, zich wil aansluiten bij de gewestelijke inspanning en ten belope van haar capaciteiten wil helpen om te beantwoorden aan de gewestelijke doelstellingen;

Overwegende dat Brussel Synergie - gewestelijke overheidsdienst, eigenaar, het gebruik van het beoogd perceel in de gemeente Ukkel tot wederopzeggens en herroepbaar kan toestaan door middel van een precaire gebruiksovereenkomst;

Overwegende dat het precair gebruik van het terrein het mogelijk maakt informa e te verzamelen voor de ontwikkeling van het project "Globe", meer bepaald:

- Opme ng met het oog op de herverkaveling van het perceel met de aangrenzende percelen;
- Bezoek voor haalbaarheidsstudie van riothermie;
- De huidige vegeta e en de noodzaak om ze te bewaren beoordelen (opmerkelijke bomen, enz.);
- Het terrein laten bezoeken door de verschillende betrokkenen;
- Maaien;
- Controle van de stabiliteit van de scheidingsmuren;

Overwegende dat de gemeente Ukkel zich ervan moet onthouden door de overeenkomst verboden ac viteiten uit te oefenen, maar dat ze echter de toestemming kan vragen om evenementen die er niet in opgelijst zijn te organiseren, middels een mail naar de eigenaar;

Overwegende dat het onderhavige gebruik toegestaan wordt als tegenpresta e voor de tenlasteneming door de gebruiker van het onderhoud van het terrein en de permanente beveiliging ervan (meer bepaald geen krakers en sluikstorten);

Overwegende dat er geen gemeenschappelijke lasten zijn voor de ter beschikking gestelde locaties;

Overwegende dat er een fotografische plaatsbeschrijving opgesteld wordt;

Aangezien dit project de renova e van verschillende woningen en de bouw van nieuwe woningen en van een voorziening mogelijk maakt;

Aangezien dit project een oplossing biedt voor de goede territoriale aanleg in de wijken;

Aangezien dit project het mogelijk maakt een vraag naar openbare huisvesting te beantwoorden;

Aangezien het gewest door middel van zijn beheersorgaan "Synergie" bereid is om het perceel in de Stallestraat voor een symbolische euro te verkopen, op voorwaarde dat de gemeente zich ertoe verbindt een project te verwezenlijken dat beantwoordt aan de gewestelijke doelstellingen (huisvesting en voorziening);

Beslist:

De precaire gebruiksovereenkomst van het terrein gelegen Stallestraat 22 te aanvaarden.

---

21 **Propriétés Communales – Plaine d'Anjou – CONVENTION DE COMMODAT RELATIVE À LA MISE À DISPOSITION D'UNE PARCELLE DANS LE CADRE DU PROJET « POUSSEPOUSSE »**

Le Conseil,

A endu qu'en séance du 19 septembre 2023, le Collège a approuvé le lancement de la troisième édition du budget participatif ;

A endu qu'en date du 27 juin 2024, le Conseil a pris acte des résultats de la troisième édi on du Budget participatif ;

A endu que le projet **« Pousse-Pousse » a été désigné comme projet lauréat** pour un budget total de 50.000€ ;

A endu qu'il convient de me re en œuvre le projet susmen onné dans les deux années qui suivent la proclamation des résultats ;

A endu que ce projet lauréat revêt la descrip on suivante : Ce projet vise à créer du lien autour de zones nourricières durables avec la construc on d'une éco-serre sur la plaine d'Anjou. Le quar er durable Messidor accueille toute l'année riverain(e)s et scolaires lors d'ateliers par cipa fs ludiques (maraichage urbain, fleurs comes bles, apiculture, poulailler) pour produire localement et inventer les quartiers de demain ;

A endu que ce projet sera mis en place par le service vert, à savoir la réalisa on de l'esquisse du projet, la descrip on du cahier des charges, l'a ribu on du marché, le suivi de ce dernier ainsi que les plantations aux alentours ;

A endu qu'en amont de la réalisa on de ce projet il convient de d'établir une conven on entre ABC et la commune ;

A endu que ce e conven on a d'ores et déjà été validée par le Conseil d'administra on d'ABC en date du 19 mai 2025 ;

Considérant qu'ABC met à disposi on, à tre gratuit, une parcelle cadastrée sous le n° 221Z5 située sur la Plaine d'Anjou, sans qu'aucune charge ne soit attribuée à la Commune ; Considérant que la mise à disposition de cette parcelle vise exclusivement :

- La construction d'une serre éco-construite à structure démontable ;
- La plantation de végétaux comestibles et d'arbres fruitiers ;
- Les aménagements strictement nécessaires à la réalisation des travaux.

Considérant que tout autre usage nécessitera l'accord préalable et écrit d'ABC.

Considérant qu'avant le début des travaux, un plan d'accès de chan er et un état des lieux sous forme de reportage photographique seront réalisés de manière contradictoire entre ABC et la Commune ;

Considérant que la Commune sera la seule responsable de l'exécu on des travaux et de toutes les assurances liées à ceux-ci ;

Considérant que la Commune bénéficiera d'un droit d'usage gratuit de la serre pendant 8 ans à compter de la réception des travaux ;

Considérant qu'à l'issue des 8 ans, la propriété de la serre est transférée à ABC de plein droit, sauf accord contraire entre parties au moins 6 mois avant l'échéance.

Considérant que, une fois les travaux terminés, il conviendra de conclure une conven on d'usage tripar te entre ABC (propriétaire), la Commune (porteur de projet) et le CQDM (opérateur de terrain) afin de fixer les modalités de gestion, d'entretien, d'accès et de gouvernance de la serre ;

Décide :

D'approuver la conven on de commodat rela ve à la mise à disposi on de la parcelle dans le cadre du projet « pousse-pousse »

Gemeentelijke eigendommen – Anjouplein – OVEREENKOMST BETREFFENDE DE TER BESCHIKKING STELLING VAN EEN PERCEEL IN HET KADER VAN HET PROJECT "POUSSE-POUSSE"

De raad,

Aangezien het college in zi ng van 19 september 2023 de lancering van de derde edi e van het Participatief budget goedgekeurd heeft;

Aangezien de raad op 27 juni 2024 akte genomen hee van de resultaten van de derde edi e van het Participatief budget;

Aangezien het project "Pousse-Pousse" aangeduid werd als winnend project voor een totaalbudget van € 50.000;

Aangezien het voornoemde project uitgevoerd moet worden in de twee jaar na de bekendmaking van de resultaten;

Aangezien dit winnend project de volgende beschrijving hee : dit project strekt ertoe banden te smeden rond zones met duurzame voeding met de bouw van een ecoserre op het Anjouplein. Duurzame wijk Messidor verwelkomt het hele jaar door buurtbewoners en scholen jdens ludieke par cipa eve workshops (groenteteelt in de stad, eetbare bloemen, bijenteelt, kippenhok, ...) om lokaal te produceren en de wijken van morgen uit te vinden;

Aangezien dit project uitgevoerd wordt door de Groendienst, meer bepaald de verwezenlijking van de schets van het project, de beschrijving van het bestek, de gunning van de opdracht, de opvolging ervan en de beplantingen in de omgeving;

Aangezien er voorafgaand aan de verwezenlijking van dit project een overeenkomst opgesteld moet worden tussen ABC en de gemeente;

Aangezien deze overeenkomst op 19 mei 2025 al bekrach gd werd door de raad van bestuur van ABC;

Overwegende dat ABC gra s een kadastraal perceel met nummer 221Z5 op het Anjouplein ter beschikking stelt, zonder dat er een last toegekend wordt aan de gemeente;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van dit perceel uitsluitend het volgende beoogt:

- De bouw van een ecologische serre met een demonteerbare structuur;
- Het planten van eetbare planten en fruitbomen;
- De inrichtingen die strikt noodzakelijk zijn om de werken uit te voeren;

Overwegende dat elk ander gebruik de voorafgaande schriftelijke toestemming van ABC vereist;

Overwegende dat er voor het begin van de werken een toegangsplan tot de werf en een plaatsbeschrijving in de vorm van een fotoverslag op tegenspraak opgesteld worden door ABC en de gemeente;

Overwegende dat de gemeente als enige verantwoordelijk is voor de uitvoering van de werken en voor alle verzekeringen die ermee gepaard gaan;

Overwegende dat de gemeente een kosteloos gebruiksrecht van de serre geniet gedurende 8 jaar vanaf de oplevering van de werken;

Overwegende dat de eigendom van de serre na afloop van de 8 jaar van rechtswege overgedragen wordt aan ABC, behoudens andersluidend akkoord tussen de par jen minstens 6 maanden voor de vervaldag;

Overwegende dat er, zodra de werken afgerond zijn, een tripar ete gebruiksovereenkomst gesloten moet worden tussen ABC (eigenaar), de gemeente (projectdrager) en CQDM (operator op het terrein) om de beheer-, onderhouds-, toegangs- en bestuursmodaliteiten van de serre vast te leggen;

Beslist:

De bruikleenovereenkomst met betrekking tot de terbeschikkingstelling van het perceel in het kader van het project "Pousse-Pousse" goed te keuren.

---

22 **Propriétés communales. – affectation de différentes voiries, avenues, rues et clos au domaine public.**

Le Conseil,

Considérant que des aménagements, travaux et entretien divers sur les égoûts doivent être faits dans les prochaines années sur ces voiries par Vivaqua ;

Que Vivaqua n'entamera aucuns chantiers si celles-ci ne sont pas sur le domaine public ;

Qu'à la demande du service de la voirie, les voiries, rues, avenues et clos situés

Rue Molensteen (3 parcelles) rue de Linkebeek, rue Ritweger et avenue de l'Héliante doivent être versés dans le domaine public.

Décide :

d'affecter au domaine public les voiries, rues, avenues et clos suivants :

rue Molensteen G415 S2/G415 T2/G415 P2 ; rue

Linkebeek 21614F0125/00B000 ;

Rue Rittweger A 108 T2 ;

Avenue de l'Héliante 21614F0259/02A000 ;

Gemeente-eigendommen.- Bestemming van verschillende wegen, lanen, straten en gaarden tot het openbaar domein.

De raad,

Overwegende dat er de komende jaren diverse inrichtingen, werken en onderhoudsbeurten aan de riolering op deze wegen verricht moeten worden door Vivaqua;

Dat Vivaqua geen werken aanvangt indien ze zich niet op het openbaar domein bevinden;

Dat op vraag van de Wegendienst de wegen, straten, lanen en gaarden gelegen Molensteenstraat (3 percelen), Linkebeekstraat, Rittwegerstraat en Zonnebloemlaan overgedragen moeten worden naar het openbaar domein;

Beslist:

De volgende wegen, straten, lanen en gaarden te bestemmen tot het openbaar domein:

Molensteenstraat G415 S2/G415 T2/G415 P2;

Linkebeekstraat 21614F0125/00B000;

Rittwegerstraat A 108 T2;

Zonnebloemlaan 21614F0259/02A000.

---

23 **Propriétés communales. –- Chaussée de Saint-Job : bande de terrain située à la limite du domaine communal formé par l'Ecole fondamentale de Saint-Job, et de la maison privée avec jardin n°695 – régularisation de la prise de possession par les propriétaires de celle-ci approbation du projet d'acte authentique de vente.**

Le Conseil,

Considérant qu'une portion de terrain limitrophe à la propriété privée sise chaussée de Saint Job, 695, jusqu'au portillon fermant la petite allée (non comprise) menant au chemin Avijl, appartient à la Commune d'Uccle ;
Considérant que cette bande de terrain, en forte pente enfermée entre le mur d'un des bâtiments de l'école et la cour de la maison côté n°695 et recouverte de plantations, est intégrée à la partie arrière du jardin de la maison, depuis de nombreuses années ;
Qu'en raison de sa configuration, elle ne présente aucune utilité pour l'Ecole communale fondamentale de Saint-Job, qui n'a jamais fait savoir qu'elle en aurait besoin et n'a pas non plus été affectée expressément au domaine public ;
Qu'en raison de sa situation, seuls les propriétaires de la maison n° 695 ont un intérêt à acquérir cette bande de terrain ;
Considérant que la maison a été vendue et que les nouveaux propriétaires souhaitent régulariser au plus vite le statut patrimonial de la languette de terre visée ; Qu'un plan de mesurage et de division a été établi le 15 mai 2024 par le géomètre-expert Denis Pierlot, mandaté par les anciens propriétaires, en collaboration avec le géomètre-expert, attaché au Service des Propriétés communales ;
Que celui-ci a été approuvé par le Collège en date du 24 septembre 2024 :
Considérant que le Service des Propriétés communales a demandé une estimation au CAIR, en date du 1er juillet 2024 ;
Que celui-ci a attribué à la parcelle une valeur vénale de 3.000,00 € (trois mille euros), dans un rapport « premium » daté du 5 août 2024 ;

Considérant qu'au terme de l'acte de vente reçu par la Notaire Marie-Pierre GERADIN, à Bruxelles, à l'intervention de la Notaire Roxane NOTARPIETRO, à Rixensart, le 20 juin 2024, Monsieur Simon GOVAERT et Madame Charlotte URGER ont acquis des anciens propriétaires une maison d'habitation sise à 1180 Uccle, chaussée de Saint-Job, n° 695 ;

Considérant qu'au terme de l'acte de vente précité, les anciens propriétaires s'étaient engagés à faire le nécessaire auprès de la Commune d'Uccle pour que cette dernière cède la languette de terre visée, de telle sorte que la situation de fait existante depuis le 8 mars 1984 corresponde à la situation de droit ;

Considérant le fait que la somme de 3.000,00€ susvisée a été consignée, depuis fin d'année 2024, auprès de la Notaire Marie-Pierre GERADIN, prénommée ;

Que les frais liés à la passation de l'acte authentique de vente seront à charge des acquéreurs, Monsieur Simon GOVAERT et Madame Charlotte URGER ;

Que les frais de délivrance sont à charge de la Commune d'Uccle, venderesse ;

Considérant que la Notaire Marie-Pierre GERADIN a rédigé l'acte authentique de vente et que, par facilité, la Commune d'Uccle a choisi de recourir aux services de la même Notaire ;

Décide :

de procéder à l'aliénation d'une bande de terrain d'une superficie de 19 centiares (19 m²), domaine privé de la Commune d'Uccle, située chaussée de Saint-Job, partie de la parcelle cadastrée dans la 2ème division, section D, sous le numéro 211 h,
de vendre la bande de terrain visée ci-dessus, de gré à gré, à Monsieur et Madame GOOVAERT – URGER , propriétaires de la maison sise chaussée de Saint-Job, 695, cadastrée section D, numéro 209 t, au prix total et définitif de trois mille euros (3.000,00 €) ;
de partager les frais de l'opération, en prenant en charge les frais de délivrance du bien (attestation de sol, renseignements urbanistiques, extraits cadastraux, …) ;

de valider l'acte rédigé par la Notaire Marie-Pierre GERADIN, à Bruxelles, exerçant sa fonction dans la société « Berquin Notaires », ayant son siège à 1000 Bruxelles, avenue Lloyd George 11 ;
d'imputer une recette extraordinaire de trois mille euros (3.000,00 €) à l'article 124/76160/87-20250319 de 2025.

Gemeente-eigendommen. - Sint-Jobsesteenweg: strook grond op de grens van het gemeentedomein gevormd door basisschool Saint-Job en het privéhuis met tuin op nummer 695 - regularisatie van de inbezitname door de eigenaars ervan - goedkeuring van het ontwerp van authentieke verkoopakte.

De raad,

Overwegende dat een strook grond grenzend aan het privé-eigendom gelegen SintJobsesteenweg 695, tot aan het poortje dat het kleine pad (niet inbegrepen) naar de Avijlweg afsluit, toebehoort aan de gemeente Ukkel;
Overwegende dat deze strook grond, op een steile helling, ingesloten tussen de muur van een van de schoolgebouwen en de binnenplaats van het huis op nummer 695 en bedekt met planten, al jarenlang opgenomen is in het achterste deel van de tuin van het huis;
Dat ze door haar vorm geen nut heeft voor gemeentelijke basisschool Saint-Job, die nooit heeft laten weten dat ze ze nodig zou hebben en evenmin uitdrukkelijk bestemd werd tot het openbaar domein;
Dat enkel de eigenaars van het huis op nummer 695 door de ligging ervan er belang bij hebben deze strook grond aan te schaffen;
Overwegende dat het huis verkocht werd en dat de nieuwe eigenaars het erfgoedstatuut van de beoogde strook grond zo snel mogelijk willen regulariseren; Dat er op 15 mei 2024 een opmetings- en verdelingsplan opgesteld werd door landmeter-schatter Denis Pierlot, in opdracht van de voormalige eigenaars, in samenwerking met de landmeter-schatter die gekoppeld is aan de dienst Gemeente-eigendommen;

Dat dit plan op 24 september 2024 goedgekeurd werd door het college;
Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen op 1 juli 2024 een schatting gevraagd heeft aan het CAOG;
Dat dit het perceel een venale waarde van € 3.000,00 (drieduizend euro) toegekend heeft in een "premiumverslag" van 5 augustus 2024;

Overwegende dat luidens de verkoopakte, op 20 juli 2024 ontvangen door notaris Marie-Pierre GERADIN, te Brussel, na tussenkomst van notaris Roxane NOTARPIETRO, te Rixensart, de heer Simon GOVAERT en mevrouw Charlotte URGER een woonhuis gelegen Sint-Jobsesteenweg 695 te 1180 Ukkel gekocht hebben van de voormalige eigenaars;

Overwegende dat de voormalige eigenaars zich er luidens de voornoemde verkoopakte toe verbonden hadden het nodige te doen bij de gemeente Ukkel zodat deze laatste de beoogde strook grond overdraagt, zodat de feitelijke toestand die sinds 8 maart 1984 bestaat overeenkomt met de rechtstoestand;

Overwegende het feit dat de voornoemde som van € 3.000,00 sinds eind 2024 geconsigneerd is bij de voornoemde notaris Marie-Pierre GERADIN;

Dat de kosten voor het verlijden van de authentieke verkoopakte voor rekening van de kopers zijn, de heer Simon GOVAERT en mevrouw Charlotte URGER;

Dat de afgiftekosten voor rekening van de gemeente Ukkel zijn, de verkoopster;

Overwegende dat notaris Marie-Pierre GERADIN de authentieke verkoopakte opgesteld heeft en dat de gemeente Ukkel er voor het gemak voor gekozen heeft een beroep te doen op de diensten van dezelfde notaris;

Beslist:

Over te gaan tot de vervreemding van een strook grond met een oppervlakte van 19 centiare (19 m²), privédomein van de gemeente Ukkel, gelegen Sint-Jobsesteenweg, deel van het gekadastreerd perceel in de 2e afdeling, sectie D, onder nummer 211 h;
De hierboven beoogde strook grond onderhands te verkopen aan de heer en mevrouw GOOVAERT – URGER, eigenaars van het huis in de Sint-Jobsesteenweg 695, gekadastreerd sectie D, nummer 209 t, voor de definitieve totaalprijs van drieduizend euro (€ 3.000,00);
De kosten van de verrichting te delen door de afgiftekosten van het goed (bodemattest, stedenbouwkundige inlichtingen, kadastrale uittreksels, ...) voor zijn rekening te nemen; De akte opgesteld door notaris Marie-Pierre GERADIN, te Brussel, die haar ambt uitoefent in de vennootschap "Berquin Notaires", met zetel in de Lloyd Georgelaan 11 te 1000 Brussel, te bekrachtigen;
Een buitengewone ontvangst van drieduizend euro (€ 3.000,00) te boeken op artikel 124/761-60/87-20250319 van 2025.

---

24 **Propriétés communales. – Immeuble sis rue Beeckman, 89 : projet de centre multifonctionnel pour enfants en situation de handicap – octroi d'un droit d'emphytéose – validation du projet**

d'acte notarié.

Le Conseil

Vu la délibération du 9 septembre 2021 par laquelle le Conseil communal a notamment décidé de désaffecter du domaine public la maison sise rue Beeckman, 89, ancien immeuble à usage de bureaux de l'Administration communale, cadastré 6e division, section A, parcelles n° s 183/D/65 et n°183/E/65 ;

Vu la délibération du 30 septembre 2021 par laquelle le Conseil communal a décidé d'octroyer au pouvoir organisateur de la « Basisschool Sint-Vincentius » un droit d'occupation précaire, sans payement de prix ni constitution de garantie, portant sur l'immeuble situé rue Beeckman 89, le temps que les travaux qu'ils ont entamés en août 2022, dans le bâtiment rue Beeckman, 87, et dans le bâtiment des garages, rue Beeckman, 81-83, soient achevés ;

Vu le contrat d'occupation précaire signé le 21 juin 2022 avec la « VZW Parochiescholen Sint-Jozef en Sint-Vincentius-Ukkel » ;

Vu la délibération du 23 juillet 2024 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de marquer un accord de principe, sous la réserve d'une approbation définitive du Conseil communal, quant à la mise à la disposition de l'ASBL porteuse du projet, de la maison sise 89, rue Beeckman, en vue d'y implanter un Centre Multifonctionnel de jour pour enfants souffrant de handicaps physiques et mentaux graves, au moyen de l'octroi d'un droit d'emphytéose sous les conditions suivantes : les résultats de l'expertise en cours, demandée au CAIR, quant à la valeur du canon, le maintien de la promesse de subsidiation par la VGC et explicitée ci-après et l'ouverture d'un compte bancaire alimenté par des dons et fonds privés ;

Considérant que les responsables de l'ASBL « Petit Pierrot » proposent la création dans ce bâtiment d'un Centre Multifonctionnel (CMF) pour enfants souffrant de handicaps physiques et mentaux graves qui comprendrait huit à neuf places ;

Qu'un architecte spécialisé a réalisé une étude de faisabilité, à la demande de l'ASBL, qui conclut que l'immeuble est apte à recevoir un CMF après les travaux de rénovation nécessaires ;

Considérant que l'opération projetée poursuit un objectif d'intérêt général majeur, en permettant l'installation d'un CMF destiné à des enfants souffrant de handicaps physiques et mentaux sévères, public particulièrement vulnérable et largement sous-représenté dans l'offre actuelle de soins et d'accompagnement sur le territoire de la Région bruxelloise ;

Que cette implantation vise non seulement à répondre à un besoin criant d'accueil spécialisé, mais aussi à promouvoir une véritable inclusion sociale de ces enfants au cœur même du tissu communal, en lien direct avec une école de quartier, dans un esprit de solidarité et de vivre-ensemble ;

Qu'en tant que projet d'intérêt général à finalité sociale, éducative et inclusive, cette opération n'est pas soumise aux règles classiques de publicité et de mise en concurrence ;

Considérant qu'à l'heure actuelle, il n'existe pas de structure néerlandophone spécialisée pour les bébés, les enfants et les jeunes adultes ayant des handicaps multiples sévères ni dans la région de Bruxelles-Capitale, ni dans sa périphérie flamande et qu'aucune autre structure n'a à ce jour formulé une proposition équivalente en matière d'accompagnement d'enfants souffrant de handicaps sévères ;

Que les trois CMF implantés à Bruxelles s'adressent principalement aux enfants malvoyants et malentendants, ainsi qu'aux enfants souffrant d'autisme et/ou d'un handicap mental léger/modéré ;

Considérant qu'un CMF fonctionne comme une garderie thérapeutique où les parents d'un enfant aux handicaps multiples peuvent le confier à un personnel disposant de la formation et de l'expérience requise pour répondre à des besoins spécifiques, comme la gestion de crises, l'administration de traitements médicaux, ou la stimulation adaptée au développement ;

Que les enfants ayant des besoins de soins complexes nécessitent en effet une attention médicale constante, des traitements spécifiques ou des suivis thérapeutiques réguliers;

Que les crèches traditionnelles ne sont pas équipées pour fournir un encadrement adapté aux enfants en bas âge ayant des handicaps multiples et que le personnel dans ces structures n'a généralement pas la formation ni l'expérience nécessaires pour ce faire ;

Considérant que l'installation du CMF permettra de créer des emplois de qualité ;

Qu'en outre, par la mise en place d'un réseau de bénévoles, l'organisation d'événements de collecte de fonds et l'accueil de stagiaires, de nombreuses personnes, aux profils variés, seront amenées à s'impliquer dans le fonctionnement du CMF ;

Considérant que le CMF s'installera à côté de l'école maternelle et primaire « Basisschool SintVincentius », qu'une collaboration étroite sera mise en place, en phase avec le projet pédagogique de cette dernière ;

Considérant par ailleurs que la mutualisation d'infrastructures telles que la cour de récréation et les cuisines pourra être organisée ;

Considérant que la cour de récréation partagée permettra de favoriser l'inclusion sociale et de réduire ainsi la stigmatisation et les préjugés qui pourraient émerger entre les enfants, en créant un environnement où les différences sont perçues comme une richesse et non un obstacle à l'intégration ;

Qu'en se côtoyant dès le plus jeune âge, les enfants des deux établissements apprendront la tolérance et l'acceptation des différences, que cela favorisera une culture de l'inclusion qui pourra se prolonger tout au long de leur vie ;

Qu'un des plus grands défis auxquels les enfants souffrant de handicaps dans des structures séparées font face est l'isolement social ;

Qu'une cour de récréation partagée permettra de les intégrer davantage à la vie sociale et scolaire, ce qui favorisera un sentiment d'appartenance et de bien-être ;

Considérant que des projets pédagogiques communs et des échanges réguliers entre les enfants des deux établissements permettront de créer une dynamique positive et enrichissante pour tous, où l'entraide et la compréhension mutuelle seront au cœur des interactions, créant un environnement plus solidaire ;

Considérant que des activités communes seront organisées à temps régulier : journées thématiques autour de l'inclusion, ateliers créatifs réunissant enfants avec et sans handicap, séances pédagogiques animées par les soignants du CMF visant à sensibiliser les élèves aux réalités du handicap et aux métiers du soin ;

Que les élèves des cycles supérieurs de l'école Sint-Vincentius pourront également participer à des moments de jeu ou de lecture au sein du CMF ;

Considérant qu'il ne s'agit dès lors pas uniquement d'un partage d'infrastructures, mais d'une véritable synergie en termes de contenu, permettant à deux institutions de se renforcer mutuellement ;

Considérant qu'en soutenant l'inclusion des enfants en situation de handicap dans la vie scolaire et sociale, le projet peut aussi avoir un impact positif sur les familles, en leur offrant des opportunités d'échange, de soutien, d'entraide, et en réduisant ainsi l'isolement social auxquels les familles d'enfants en situation de handicap sont malheureusement trop souvent confrontées;

Considérant que le projet porté par l'ASBL « Petit Pierrot » contribuera à la diversité et à l'enrichissement de la communauté locale en créant un centre qui sera bénéfique non seulement pour les enfants en situation de handicaps mais aussi pour l'ensemble des uccloises et ucclois, ce type de structure renforçant la solidarité et encourageant un environnement plus inclusif au sein de la Commune ;

Considérant que le projet bénéficie du soutien du VIPA (Fonds flamand pour les infrastructures dans les matières personnalisables), du VAPH (Agence flamande pour les personnes en situation de handicap), de la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) et de la Fondation Roi Baudouin ;

Considérant qu'un bail emphytéotique à long terme (50 ans) semble le mieux adapté au projet car il permet d'assurer une stabilité à l'ASBL dans la réalisation de ses objectifs à long terme ;

Considérant que le CAIR a estimé le montant annuel du canon pour le bien dont question rue Beekman, pour la période donnée, à 24.192,00€, soit un montant mensuel de 2.016,00€ ;

Considérant que l'ASBL prévoit d'engager des travaux de rénovation considérables afin de transformer le bâtiment en un espace fonctionnel et adapté aux besoins spécifiques du Centre Multifonctionnel pour enfants en situation de handicap. Que le montant total des frais de rénovation est estimé à au moins un demi-million d'euros, ce qui reflète l'ampleur des travaux nécessaires pour garantir la sécurité, l'accessibilité et l'efficacité des infrastructures pour accueillir les enfants dans les meilleures conditions possibles ;

Que les travaux de rénovation incluront des améliorations visant à répondre aux normes énergétiques actuelles, assurant ainsi une meilleure performance énergétique du bâtiment, une réduction de l'empreinte écologique et une gestion optimisée des ressources, dans le respect des exigences environnementales modernes ;

Que les travaux de rénovation, en plus de répondre aux normes énergétiques, contribueront à la réhabilitation d'un bâtiment existant, ce qui a un impact positif sur le cadre de vie local, en préservant et en améliorant l'efficacité énergétique de la structure ;

Considérant qu'une réduction du canon mensuel se justifie afin de prendre en compte l'important investissement consenti pour rénover et améliorer le bien, à savoir 500.000 euros ;

Considérant que si le montant des rénovations par l'emphytéote devait dépasser 500.000 euros, une ristourne supplémentaire sur le canon n'interviendrait pas ;

Considérant que l'immeuble sis au 159, avenue Winston Churchill, propriété de la Commune d'Uccle, est actuellement occupé par l'A.S.B.L. « Domaine des Enfants Les Cailloux », laquelle y gère un centre d'hébergement destiné à l'accueil et à l'accompagnement d'adolescents en difficulté ;

Que la superficie du bâtiment est d'environ 500m² ;

Considérant que le droit d'emphytéose sur ce bien a été octroyé en 2006, moyennant le paiement d'un canon annuel fixé à 7.070,00 €, conformément aux conditions établies lors de la convention ;

Que cela correspond à un canon mensuel de 589,16 €, soit 1,17 € par mètre carré ;

Considérant que, dans le cadre d'un accord spécifique, ce canon annuel a été temporairement réduit à 3.535,00 € durant les trois premières années, cette réduction étant justifiée par l'engagement de l'emphytéote à prendre à sa charge l'exécution ainsi que le coût des travaux de rénovation de la salle de bains située au deuxième étage de l'ancien bâtiment ;

Que cela correspondait donc à un canon mensuel de 294,58€, soit 0,59€ par mètre carré ;

Considérant que les immeubles communaux situés aux numéros 131-133 de la Montagne de Saint-Job sont mis à disposition de l'A.S.B.L. « Ma Maison à Toi », qui y exploite la maison des jeunes « L'Antirides », et qu'un loyer mensuel de 350,00 € est actuellement appliqué à ce titre ;

Considérant qu'en comparaison, l'A.S.B.L. Artos, qui gère un centre de jour pour 25 adultes en situation de handicap mental à Woluwe-Saint-Pierre, s'acquitte d'un canon mensuel de 1.041,67 € pour une surface similaire ;

Considérant également que le centre de jour « La Clairière », situé à Watermael-Boitsfort et accueillant 30 enfants en situation de handicap dans le cadre d'un accompagnement global favorisant leur développement physique, mental et affectif, verse un canon mensuel de 878,41 € pour l'occupation d'un espace de 297 m² ;

Considérant enfin que l'immeuble communal sis au 89, rue Beeckman, dont la surface s'élève à 440 m², présente des caractéristiques comparables à celles des biens susmentionnés ;

Considérant que le canon serait soumis à indexation ;

Considérant, enfin, la note ci-annexée, rédigée par les responsables de l'ASBL « Petit Pierrot », expliquant leur projet de façon détaillée ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide :

de marquer son accord quant à la mise à la disposition de l'ASBL porteuse du projet, de la maison sise 89, rue Beeckman, en vue d'y implanter un Centre Multifonctionnel de jour pour enfants en situation

de handicaps physiques et mentaux graves, au moyen de l'octroi d'un bail emphytéotique sous les conditions suivantes : une durée de 50 années, la gratuité de l'occupation des lieux tant que le Centre n'est pas exploité;

un canon mensuel d'un montant de 330,00€ (soit 0,75€ par m²) pendant une période de dix années suivant la date de signature du bail emphytéotique, un canon mensuel d'un montant de 440,00€ (soit 1,00€ par m²) de la onzième à la trentième année suivant la signature du bail et un canon mensuel d'un montant de 660,00€ (soit 1,50€ par m²) de la trente et unième année à l'expiration du bail, chaque montant soumis à indexation ;

de désigner, pour ce faire, l'Etude des Notaires Associés, Maîtres Paul MASELIS et Morgane DEVRIESE, dont le siège se situe à Boulevard Lambermont 336, à Schaerbeek, s'agissant de l'Etude notariale choisie par l'ASBL ; d'approuver le projet de bail emphytéotique établi par l'Etude notariale ci-avant désignée.

Gemeente-eigendommen. - Gebouw gelegen Beeckmanstraat 89: project van multifunctioneel centrum voor kinderen met een handicap - toekenning van een erfpachtrecht - bekrachtiging van het ontwerp van notariële akte.

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van 9 september 2021, waardoor de gemeenteraad onder andere beslist heeft om het huis in de Beeckmanstraat 89, het gebouw dat vroeger gebruikt werd voor kantoren van het gemeentebestuur, gekadastreerd 6e afdeling, sectie A, perceelnummer 183/D/65 en 183/E/65, te onttrekken aan het openbaar domein;

Gelet op de beraadslaging van 30 september 2021, waardoor de gemeenteraad beslist heeft aan de inrichtende macht "Basisschool Sint-Vincentius" een precair bezettingsrecht toe te kennen, zonder betaling van een prijs noch samenstelling van een waarborg, met betrekking tot het gebouw in de Beeckmanstraat 89, totdat de werken die ze in augustus 2022 aangevat heeft in het gebouw in de Beeckmanstraat 87 en in het gebouw met de garages in de Beeckmanstraat 81-83 afgerond zijn;

Gelet op de precaire gebruiksovereenkomst ondertekend op 21 juni 2022 met vzw Parochiescholen Sint-Jozef en Sint-Vincentius-Ukkel;

Gelet op de beraadslaging van 23 juli 2024, waardoor het college van burgemeester en schepenen beslist heeft een principeakkoord te verlenen, onder voorbehoud van een definitieve goedkeuring van de gemeenteraad, voor de terbeschikkingstelling aan de vzw die het project draagt van het huis in de Beeckmanstraat 89 om er een multifunctioneel dagcentrum voor kinderen met zware fysieke en mentale handicaps te vestigen door middel van de toekenning van een erfpachtrecht op de volgende voorwaarden: de resultaten van de lopende waardeschatting, gevraagd aan het CAOG, wat betreft de waarde van de canon, het behoud van de subsidiëringsbelofte door de VGC, die hierna uitdrukkelijk geformuleerd is, en de opening van een bankrekening die gevoed wordt met giften en private middelen;

Overwegende dat de verantwoordelijken van vzw Petit Pierrot de oprichting in dit gebouw van een multifunctioneel centrum (MFC) voor kinderen met zware fysieke en mentale handicaps voorstellen, dat acht tot negen plaatsen zou tellen;

Dat een gespecialiseerde architect op vraag van de vzw een haalbaarheidsstudie uitgevoerd heeft, die besluit dat het gebouw na de nodige renovatiewerken geschikt is voor een MFC;

Overwegende dat de geplande verrichting een doelstelling van groot algemeen belang nastreeft en de vestiging van een MFC voor kinderen met zware fysieke en mentale handicaps mogelijk maakt, een publiek dat bijzonder kwetsbaar is en ruimschoots ondervertegenwoordigd is in het huidige verzorgings- en begeleidingsaanbod op het grondgebied van het Brussels gewest;

Dat deze vestiging niet alleen gehoor wil geven aan een schreeuwende behoefte aan gespecialiseerde opvang, maar ook een echte sociale inclusie van deze kinderen in het hart van het gemeentelijk netwerk wil promoten, in rechtstreeks verband met een wijkschool, in een geest van solidariteit en samenleven;

Dat deze verrichting als project van algemeen belang met een maatschappelijk, educatief en inclusief doel niet gebonden is aan de traditionele regels van openbaarmaking en inmededingingstelling;

Overwegende dat er momenteel noch in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, noch in de Vlaamse rand een gespecialiseerde Nederlandstalige structuur bestaat voor baby's, kinderen en jongvolwassenen met zware meervoudige handicaps en dat geen enkele andere structuur tot op vandaag een gelijkwaardig voorstel geformuleerd heeft voor de begeleiding van kinderen met zware handicaps;

Dat de drie MFC's in Brussel zich voornamelijk richten op slechtziende en slechthorende kinderen en op kinderen met autisme en/of een lichte/matige mentale handicap;

Overwegende dat een MFC functioneert als een therapeutische opvang waar ouders van meervoudig gehandicapte kinderen hen kunnen toevertrouwen aan personeel met de nodige opleiding en ervaring om aan specifieke behoeften te voldoen, zoals crisisbeheer, toediening van medische behandelingen of ontwikkelingsgerichte stimulatie;

Dat kinderen met complexe zorgbehoeften immers constante medische aandacht, specifieke behandelingen of regelmatige therapeutische opvolging nodig hebben;

Dat de traditionele kinderdagverblijven niet uitgerust zijn om een gepaste omkadering te bieden aan jonge kinderen met meervoudige handicaps en dat het personeel in deze structuren doorgaans niet de nodige opleiding of ervaring heeft om dergelijke zorg te bieden;

Overwegende dat de vestiging van het MFC kwalitatieve jobs zal creëren;

Dat er bovendien door het opzetten van een netwerk van vrijwilligers, het organiseren van fondsenwervingsevenementen en het aanwerven van stagiairs veel mensen met uiteenlopende profielen betrokken worden bij de werking van het MFC;

Overwegende dat het MFC naast basisschool Sint-Vincentius gevestigd wordt en dat er een nauwe samenwerking tot stand zal komen, in overeenstemming met het pedagogisch project van deze school;

Overwegende bovendien dat het delen van infrastructuur zoals de speelplaats en de keukens georganiseerd kan worden;

Overwegende dat de gedeelde speelplaats het mogelijk maakt om de sociale inclusie te bevorderen en zo de stigmatisering en de vooroordelen die tussen de kinderen zouden kunnen ontstaan te verminderen, door een omgeving te creëren waarin de verschillen gezien worden als een pluspunt en niet als een obstakel voor integratie;

Dat de kinderen van beide instellingen door van jongs af aan samen te leven tolerantie en aanvaarding van de verschillen leren, waardoor een cultuur van inclusie bevorderd wordt die hun leven lang kan duren;

Dat een van de grootste uitdagingen voor kinderen met een handicap in aparte structuren het sociaal isolement is;

Dat een gedeelde speelplaats ze helpt om beter te integreren in het sociale en schoolleven, wat een gevoel van erbij horen en welzijn bevordert;

Overwegende dat gezamenlijke onderwijsprojecten en regelmatige uitwisselingen tussen de kinderen van de twee instellingen een positieve en verrijkende dynamiek voor iedereen creëren, waarbij wederzijdse hulp en begrip centraal staan in de interacties, waardoor een solidairdere omgeving ontstaat;

Overwegende dat er regelmatig gezamenlijke activiteiten georganiseerd worden: themadagen rond inclusie, creatieve workshops die kinderen met en zonder handicap samenbrengen, pedagogische sessies onder leiding van de verzorgers van het MFC om de leerlingen te sensibiliseren voor de realiteit van handicaps en de zorgberoepen;

Dat de leerlingen uit de hogere jaren van de Sint-Vincentiusschool ook kunnen deelnemen aan speelof leessessies in het MFC;

Overwegende dat het bijgevolg niet alleen gaat om het delen van infrastructuur, maar om een echte inhoudelijke synergie waardoor de twee instellingen elkaar kunnen versterken;

Overwegende dat het project, door de inclusie van kinderen met een handicap op school en in het sociale leven te ondersteunen, ook een positieve impact kan hebben op de gezinnen door hen mogelijkheden tot uitwisseling, ondersteuning en wederzijdse hulp te bieden en zo het sociaal isolement te verminderen waarmee gezinnen van kinderen met een handicap helaas maar al te vaak geconfronteerd worden;

Overwegende dat het project van vzw Petit Pierrot bijdraagt aan de diversiteit en de verrijking van de lokale gemeenschap door een centrum op te richten dat niet alleen nuttig is voor kinderen met een handicap maar ook voor alle Ukkelaars, aangezien dit type structuur de solidariteit versterkt en een inclusievere omgeving in de gemeente bevordert;

Overwegende dat het project steun krijgt van het VIPA (Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden), het VAPH (Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap), de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) en de Koning Boudewijnstichting;

Overwegende dat een erfpachtovereenkomst op lange termijn (50 jaar) het meest geschikt lijkt voor het project omdat ze de vzw stabiliteit verzekert in het bereiken van haar doelstellingen op lange termijn;

Overwegende dat het CAOG het jaarlijks bedrag van de canon voor het betrokken goed in de Beeckmanstraat voor de gegeven periode geraamd heeft op € 24.192,00, hetzij een maandelijks bedrag van € 2.016,00;

Overwegende dat de vzw van plan is aanzienlijke renovatiewerken uit te voeren om het gebouw te verbouwen tot een functionele ruimte die aangepast is aan de specifieke behoeften van het multifunctioneel centrum voor kinderen met een handicap; Dat het totaalbedrag van de renovatiewerken geraamd wordt op minstens een half miljoen euro, wat de omvang weergeeft van de werken die nodig zijn om de veiligheid, de toegankelijkheid en de efficiëntie van de infrastructuur te garanderen om de kinderen in de best mogelijke omstandigheden op te vangen;

Dat de renovatiewerken verbeteringen omvatten om te voldoen aan de huidige energienormen, waardoor betere energieprestaties van het gebouw, een kleinere ecologische voetafdruk en een geoptimaliseerd beheer van de hulpbronnen verzekerd worden, in navolging van de moderne milieuvereisten;

Dat de renovatiewerken, naast het voldoen aan de energienormen, bijdragen aan het herstel van een bestaand gebouw, wat een positieve impact heeft op de lokale leefomgeving, door de energieefficiëntie van de structuur te behouden en te verbeteren;

Overwegende dat een verlaging van de maandelijkse canon gerechtvaardigd is om rekening te houden met de aanzienlijke investering om het goed te renoveren en te verbeteren, hetzij 500.000 euro;

Overwegende dat de canon niet verder verminderd wordt indien het bedrag van de door de erfpachter uitgevoerde renovaties hoger ligt dan 500.000 euro;

Overwegende dat het gebouw in de Winston Churchilllaan 159, eigendom van de gemeente Ukkel, momenteel bezet wordt door vzw "Domaine des Enfants Les Cailloux", die er een opvangcentrum voor het onthaal en de begeleiding van tieners in moeilijkheden beheert;

Dat het gebouw een oppervlakte van ongeveer 50 m² heeft;

Overwegende dat het erfpachtrecht op dit goed in 2006 toegekend werd middels de betaling van een jaarlijkse canon vastgelegd op € 7.070,00, overeenkomstig de voorwaarden die bepaald werden in de overeenkomst;

Dat dit overeenkomt met een maandelijkse canon van € 589,16, hetzij € 1,17 per vierkante meter;

Overwegende dat deze jaarlijkse canon in het kader van een specifieke overeenkomst tijdelijk verlaagd werd naar € 3.535,00 gedurende de eerste drie jaar, deze verlaging werd gerechtvaardigd door de verbintenis van de erfpachter om de uitvoering en de kostprijs van de renovatiewerken van de badkamer op de tweede verdieping van het oude gebouw voor zijn rekening te nemen;

Dat dit dus overeenkwam met een maandelijkse canon van € 294,58, hetzij € 0,59 per vierkante meter;

Overwegende dat de gemeentegebouwen in de Berg van Sint-Job 131-133 ter beschikking gesteld worden van vzw "Ma Maison à Toi", die er jeugdhuis "L'Antirides" uitbaat, en dat er momenteel uit dien hoofde een maandelijkse huur van € 350,00 toegepast wordt;

Overwegende ter vergelijking dat vzw Artos, die een dagcentrum voor 25 volwassenen met een mentale beperking beheert in Sint-Pieters-Woluwe, een maandelijkse canon van € 1.041,67 betaalt voor een gelijkaardige oppervlakte;

Overwegende eveneens dat dagcentrum "La Clairière" in Watermaal-Bosvoorde, dat 30 kinderen met een beperking opvangt in het kader van een globale begeleiding die hun fysieke, mentale en affectieve ontwikkeling bevordert, een maandelijkse canon van € 878,41 betaalt voor het gebruik van een ruimte van 297 m²;

Overwegende ten slotte dat het gemeentegebouw in de Beeckmanstraat 89, met een oppervlakte van 440 m², kenmerken vertoont die vergelijkbaar zijn met die van de voornoemde goederen;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de jaarlijkse canon vast te stellen op 14.192 euro, hetzij 1.182,7 euro per maand;

Overwegende dat de canon gebonden is aan de indexering;

Overwegende ten slotte de bijgevoegde nota, opgesteld door de verantwoordelijken van vzw Petit Pierrot, die hun project in detail toelicht;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen voor de terbeschikkingstelling aan de vzw die het project draagt van het huis in de Beeckmanstraat 89 om er een multifunctioneel dagcentrum voor kinderen met zware fysieke en mentale handicaps te vestigen door middel van de toekenning van een erfpacht op de volgende voorwaarden: een duur van 50 jaar, de kosteloosheid van het gebruik van de plaatsen zolang het centrum niet uitgebaat wordt, een maandelijkse canon van € 330,00 (hetzij € 0,75 per m²) gedurende een periode van tien jaar na de datum van ondertekening van de erfpachtovereenkomst, een maandelijkse canon van € 440,00 (hetzij € 1,00 per m²) van het elfde tot het dertigste jaar na de datum van ondertekening van de overeenkomst en een maandelijkse canon van € 660,00 (hetzij € 1,50 per m²) van het eenendertigste jaar tot het verstrijken van de overeenkomst, elk bedrag is gebonden aan de indexering;

Hiervoor het kantoor van geassocieerde notarissen meesters Paul MASELIS en Morgane DEVRIESE, waarvan de zetel gevestigd is Lambermontlaan 336 te Schaarbeek, het notariskantoor dat gekozen is door de vzw, aan te stellen;

Het ontwerp van erfpachtovereenkomst opgesteld door het hierboven aangestelde notariskantoor goed te keuren.

Urbanisme - Stedenbouw

25 **Modification du PPAS 48 bis et ter - Entame de la procédure de modification et demande d'avis préalable à perspectives.brussels et bruxelles-environnement sur l'opportunité de modifier le plan et sur la nécessité ou non d'établir un rapport d'incidences environnementales**

Le Conseil communal,

Vu le plan par culier d'affecta on du sol (PPAS) n°48 adopté le 2 octobre 1981, qui représente le plus grand territoire couvert par un PPAS sur Uccle et est affecté principalement au logement. Il a été modifié le 29 septembre 1988 (48 bis) et le 10 juin 1993 (48 bis et ter) et il régit une grande par e du Sud de la commune, entre un tronçon de la chaussée de Waterloo, la drève Pi oresque, la rue de Percke et les avenues du Gui et Jacques Pastur, d'une superficie de 239 ha ;

Vu l'adop on du PPAS 48 bis adopté le 29 septembre 1988 par arrêté royal, modifiant le rapport Plancher/Sol (P/S) des parcelles en introduisant un P/S différent au-delà de 40m ;

Vu l'adop on du PPAS 48 bis&ter adopté le 10 juin 1993, dans lequel seules les prescrip ons li érales ont été modifiées dans le but de réduire la superficie des professions libérales au sein des habitations à 40m² ;

Considérant que depuis l'entrée en vigueur du plan, ce e par e Sud de la commune, encore faiblement bâ e en 1981, voit son paysage fortement se transformer, les grandes parcelles sont divisées, les petits immeubles à appartements remplacent les villas ;

Le poten el bâ ssable n'est pas encore a eint, des parcelles ne sont pas encore bâ es, ou offrent encore des possibilités de densification ;

Vu le dossier de base du Plan communal de développement (PCD) qui a évalué les PPAS en 1997 et en 2012 (dossier de base du plan communal de développement) et propose uniquement une mise à jour des prescriptions relatives à la protection des eaux souterraines ;

Considérant les objec fs du plan régional de développement durable (PRDD) et l'évolu on de la prise en compte de la dimension environnementale et de l'évolu on de la fonc on de logement dans les plans et règlements d'urbanisme ;

Considérant qu'une modifica on du plan perme rait à ce e par e du territoire de s'inscrire pleinement dans cette optique ;

Considérant que l'ar cle 188§11 du CoBAT imposant des mesures par culières de publicité aux mo fs du plan supérieur dans les plans par culiers d'affecta on du sol approuvés avant le 29 juin 2011

s’applique dans les ilots régis par le plan, et que la modifica on de celui-ci perme ra de procéder à une sensible simplification administrative pour les demandes à y introduire ;

Vu la note d’accompagnement rédigée par la cellule de la planifica on du Service de l’Urbanisme, concluant au bien-fondé de procéder à une modifica on du plan afin de l’inscrire pleinement dans les préoccupations urbanistiques et environnementales actuelles ;

Décide :

D’entamer la modifica on du plan par culier d'affecta on du sol n°48 bis et ter (arrêté royal du 10 juin 1993) dans son périmètre actuel;

D’inscrire la modifica on du plan en vigueur dans les objec fs suivants, appelés à déterminer les données essentielles du nouveau plan : A. Au niveau cartographique :

1. une réflexion sur la zone de sport rue de Percke en vue de permettre le maraichage urbain ;
2. une réflexion sur la zone de l’école communale des Ecureuils en zone d’équipement ;
3. la mise en adéqua on de la délimita on de la zone de sport du Wellington par rapport à la prescription littérale et la zone non aedificandi ;
4. la protec on des zones de recul et des fonds de parcelle, l’inscrip on de nouvelles zones de protection d’arbres ;
5. l’analyse de la per nence de conserver un zonage spécifique pour les quar ers SainteAlliance et Foestraets, selon la modification des prescriptions ; B. Au niveau des prescriptions littérales :

1. l’inscrip on du plan dans les objec fs théma ques du plan régional de développement durable pour cette partie du territoire ;
2. la protection du patrimoine en préservant les éléments patrimoniaux ;
3. la précision du P/S par sous-zone pour les parcelles profondes de plus de 40m (profondeur à revoir, densité à revoir au-delà de cette profondeur) ;
4. la précision du prescrit sur les parcelle de moins de 7 ares et les parcelles de 7 à 14 ares, selon la typologie des constructions (mitoyennes, 3 façades, 4 façades) ;
5. la précision de l’implanta on des piscines en zone de jardin, des construc ons en sous-sol, l’ajout d’un taux de pleine terre ;
6. un prescrit sur les portails en zone de recul, qui permet de conserver une certaine transparence entre les zones de recul, la richesse du patrimoine bâti et l’espace public ;
7. un prescrit sur le caractère arbus f des zones de jardin (en dehors des zones de protec on d’arbres et des zones de recul) ;
8. la possibilité de stationner les vélos en zone de recul et en zone latérale ;
9. la possibilité d’isola on thermique du bâ dans le respect de ses typologies et de caractéristiques architecturales et patrimoniales ;
10. l’aménagement des espaces publics en intégrant plus largement les planta ons, la perméabilité des sols et l’intégration des modes actifs ;

11. d’intégrer les nouvelles recommanda ons de VIVAQUA pour les zones de protec on de captage ;

De désigner la cellule planifica on du service de l’urbanisme en tant qu’auteur de projet de la modification du plan ;

De recourir ultérieurement, par un marché public dont l’ampleur et les missions seront déterminées une fois connus tous les paramètres de l’étude, aux services d’un bureau d’études spécialisé en urbanisme pour les aspects d’exper ses complémentaires à la mission du service de l’Urbanisme (dont notamment et de façon non exhaus ve l’analyse de la qualité arbus ve, l’élabora on et le suivi de la procédure de l’éventuel RIE au cas où il s’avérerait requis) ;

De solliciter, sur base de la note d’accompagnement annexe à la présente délibéra on, l’avis préalable de perspec ves.brussels, régi par les ar cles 44§1er et 44§2 du CoBAT quant à l’opportunité de modifier le plan ;

De solliciter, sur base de la note d’accompagnement annexe à la présente délibéra on, l’avis de bruxelles-environnement, régi par les ar cles 44§1er et 44§3 du CoBAT quant à la nécessité ou non d’accompagner la modification du plan d’un rapport d’incidences environnementales ; D’informer le Conseil de ces avis dès leur réception.

Wijziging van BBP 48bis en ter - Begin van de wijzigingsprocedure en vraag tot voorafgaand advies aan perspectives.brussels en Leefmilieu Brussel over de geschiktheid om het plan te wijzigen en over de noodzaak om al dan niet een milieueffectenrapport op te stellen

De gemeenteraad,

Aangezien Bijzonder Bestemmingsplan (BBP) 48 aangenomen op 2 oktober 1981, dat het grootste grondgebied bestreken door een BBP in Ukkel inhoudt en voornamelijk bestemd is tot huisves ng. Het werd gewijzigd op 29 september 1988 (48bis) en 10 juni 1993 (48bis en ter) en regelt een groot deel in het zuiden van de gemeente, tussen een deel van de Waterloosesteenweg, de Schilderach ge Dreef, de de Perckestraat, de Maretaklaan en de Jacques Pasturlaan, met een oppervlakte van 239 ha;

Gelet op de aanname van BBP 48bis, aangenomen bij koninklijk besluit op 29 september 1988, dat de

ne o-verhouding vloer/terrein (V/T) van de percelen wijzigt door een verschillende V/T voorbij 40 meter in te voeren;

Gelet op de aanname van BBP 48bis&ter, aangenomen op 10 juni 1993, waarbij enkel de schri elijke voorschri en gewijzigd werden om de oppervlakte voor vrije beroepen in de woningen te verkleinen tot 40 m²;

Overwegende dat het landschap van dit zuidelijk deel van de gemeente, dat nog licht bebouwd was in 1981, sinds de inwerkingtreding van het plan sterk veranderd is, de grote percelen zijn verdeeld, de kleine appartementsgebouwen vervangen de villa's;

Het bebouwbaar potentieel is nog niet bereikt, er zijn nog onbebouwde percelen en percelen die nog verdichtingsmogelijkheden bieden;

Gelet op het basisdossier van het Gemeentelijk Ontwikkelingsplan (GemOP), dat de BBP's in 1997 en in 2012 beoordeeld hee (basisdossier van het Gemeentelijk Ontwikkelingsplan) en enkel een bijwerking van de voorschriften met betrekking tot de bescherming van het grondwater voorstelt;

Overwegende de doelstellingen van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling (GPDO) en de evolu e van het in aanmerking nemen van de milieudimensie en van de evolu e van de woonfunc e in de stedenbouwkundige plannen en verordeningen;

Overwegende dat een wijziging van het plan het mogelijk zou maken dit deel van het grondgebied volkomen in deze optiek te doen passen;

Overwegende dat ar kel 188 §11 van het BWRO, dat speciale regelen van openbaarmaking oplegt wegens het hogere plan in de bijzondere bestemmingsplannen goedgekeurd voor 29 juni 2011, van toepassing is op de huizenblokken die door het plan geregeld worden en dat de wijziging ervan het mogelijk zal maken over te gaan tot een aanzienlijke administra eve vereenvoudiging voor de aanvragen die er ingediend moeten worden;

Gelet op de begeleidende nota opgesteld door de cel Planning van de dienst Stedenbouw, die besluit tot de gegrondheid om over te gaan tot een wijziging van het plan om het volkomen te doen passen in de huidige stedenbouwkundige en milieukundige bezorgdheden;

Beslist :

De wijziging van Bijzonder Bestemmingsplan 48bis en ter (koninklijk besluit van 10 juni 1993) in de huidige perimeter aan te vatten;

De wijziging van het geldende plan in het kader van de volgende doelstellingen te doen passen, die de essentiële gegevens van het nieuwe plan moeten bepalen:

A. Op cartografisch vlak:

1. Een reflec e over de sportzone in de de Perckestraat om groenteteelt in de stad mogelijk te maken;
2. Een reflectie over de zone van gemeenteschool Les Ecureuils als gebied voor voorzieningen;
3. De afstemming van de a akening van sportzone Wellington op het schri elijk voorschri en het gebied met bouwverbod;
4. De bescherming van de achteruitbouwstroken en van de diepe percelen, de inschrijving van nieuwe beschermzones voor bomen;
5. De analyse van de relevan e om een specifieke zonering te behouden voor de wijken Heilig Verbond en Foestraets naargelang de wijziging van de voorschriften; B. Op vlak van de schriftelijke voorschriften:

1. De inschrijving van het plan in de thema sche doelstellingen van het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling voor dit deel van het grondgebied;
2. De vrijwaring van het patrimonium met bescherming van de patrimoniale elementen;
3. De verduidelijking van de V/T per subzone voor de percelen dieper dan 40 meter (diepte te herzien, dichtheid te herzien voorbij deze diepte);

4. De verduidelijking van het voorschri voor percelen van minder dan 7 are en percelen van 7 tot 14 are naargelang de typologie van de bouwwerken (mandelig, 3 gevels, 4 gevels);

5. De verduidelijking van de inplan ng van de zwembaden in de tuinzone, van de bouwwerken op de kelderverdieping, de toevoeging van een gehalte volle grond;

6. Een voorschri over de poorten in de achteruitbouwstrook, dat het mogelijk maakt een zekere transparan e te behouden tussen de achteruitbouwstroken, de rijkdom van het bebouwd patrimonium en de openbare ruimte;

7. Een voorschri over de struikach ge aard van de tuinzones (buiten de beschermzones voor bomen en de achteruitbouwstroken);

8. De mogelijkheid om fietsen te stallen in de achteruitbouwstrook en de zijdelingse inspringstrook;

9. De mogelijkheid tot thermische isola e van de gebouwen met naleving van de typologieën en bouwkundige en patrimoniale kenmerken;

10. De inrich ng van de openbare ruimtes door er meer planten in te integreren, de doorlatendheid van de bodems en de integratie van de actieve verplaatsingswijzen;

11. De nieuwe aanbevelingen van VIVAQUA integreren voor de beschermde waterwingebieden;

De cel Planning van de dienst Stedenbouw aan te duiden als projectontwerper van de wijziging van het plan;

Later, via een overheidsopdracht waarvan de omvang en de opdrachten bepaald zullen worden zodra alle parameters van de studie gekend zijn, een beroep te doen op de diensten van een studiebureau gespecialiseerd in stedenbouw voor de aspecten van aanvullende exper ses bovenop de opdracht van de dienst Stedenbouw (waaronder onder andere en niet limita ef de analyse van de struikkwaliteit, de opmaak en de opvolging van de procedure van het eventuele MER indien dit vereist zou zijn);

Op basis van de begeleidende nota bij de onderhavige beraadslaging het voorafgaand advies van perspec ves.brussels te vragen, geregeld door ar kel 44 §1 en 44 §2 van het BWRO wat betre de geschiktheid om het plan te wijzigen;

Op basis van de begeleidende nota bij de onderhavige beraadslaging het advies Leefmilieu Brussel te vragen, geregeld door ar kel 44 §1 en 44 §3 van het BWRO wat betre de noodzaak om de wijziging van het plan al dan niet te vergezellen van een milieueffectenrapport; De raad te informeren van deze adviezen na ontvangst ervan.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

26 **Police de la circulation routière - règlement général complémentaire – nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;
Vu l'ar cle 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 rela ve aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;
Vu l'ar cle 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;
Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les condi ons particulières de placement de la signalisation routière ;
Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 rela ve aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;
Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Nouvelles dispositions :

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.2. Stationnement interdit (chargement - déchargement)

Art.5.2.1. Le sta onnement est interdit aux abords d'un établissement scolaire ou d'une crèche. La mesure sera matérialisée par des signaux El, éventuellement complétés par un panneau addi onnel portant la mention limitative prévue dans chaque cas.

Art.5.2.1.5. Rue du Doyenné, 102, lundi au vendredi de 7h45 à 8h45 (15m); **Art.5.7.**

Stationnement payant

Art.5.7.5. Le sta onnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la men on « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informa f « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.29. Rue Edith Cavell, 155, mardi au vendredi de 8h à 12h (12m);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le sta onnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau addi onnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.140. Avenue Brugmann, 281 (12m);

Art.5.9.1.141. Rue du Ham, côté opposé au n° 124 (6m);

Art.5.9.1.142. Vieille rue du Moulin, 108 (6m);

Article 7 : Voies publiques à statut spécial

Art.7.8. Rue scolaire

Art.7.8.1. Une rue scolaire est établie aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par un C3 avec un panneau addi onnel men onnant « rue scolaire ». Les cas échéant, les jours et heures sont à renseigner sur la signalisation.

Art.7.8.1.5. Rue du Doyenné, de la place Homère Goossens jusqu'à la chaussée d'Alsemberg, lundi au vendredi de 8h à 8h45;

Art.7.8.1.6. Square Coghen, du n° 53 jusqu'à la rue du Doyenné, lundi au vendredi de 8h à 8h45; **Article 10 : Dispositions finales**

Art.10.1. La signalisa on prévue ci-dessus sera placée conformément aux disposi ons de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circula on rou ère et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approba on du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consulta ve pour la Circula on Rou ère, conformément à l'ar cle 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 rela ve aux règlements complémentaires sur la circula on rou ère, la pose et le coût de la signalisation routière;

Décide:
d’approuver les mesures susmentionnées.

Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement – nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op ar kel 3 van de ordonnan e van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer
en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;
Gelet op ar kel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de
politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;
Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afme ngen en de bijzondere
plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;
Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de
plaatsing van verkeerstekens;
Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;
Nieuwe bepalingen :

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.2. Parkeerverbod (Laden - lossen - in en uitstappen)

Art.5.2.1. Het parkeren is verboden aan school- of een crècheomgeving. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden El, eventueel aangevuld met een onderbord met de beperkende vermelding.
Art.5.2.1.5. Dekenijstraat, 102, maandag tot vrijdag van 7u45 tot 8u45 (15m);

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een jdsvenster aangevuld door een informa ebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.
Art.5.7.5.29. Edith Cavellstraat, 155, dinsdag tot vrijdag van 8u tot 12u (12m);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.
Art.5.9.1.140. Brugmannlaan, 281 (12m);
Art.5.9.1.141. Hamstraat, aan de overkant van het nr. 124 (6m);
Art.5.9.1.142. Oude Molenstraat, 108 (6m);

Artikel 7 : Openbare wegen met een bijzonder statuut.

Art.7.8. Schoolstraat

Art.7.8.1. Een schoolstraat wordt op de volgende plaats ingericht. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door een verkeersbord C3 aangevuld door een onderbord met de vermelding "schoolstraat". Desgevallend wordt een tijdsvenster vermeld op het onderbord.

Art.7.8.1.5. Dekenijstraat, van het Homère Goossensplein tot aan de Alsembergsesteenweg, maandag tot vrijdag van 8u tot 8u45;
Art.7.8.1.6. Coghensquare, van het nr. 53 tot aan de Dekenijstraat, maandag tot vrijdag van 8u tot 8u45;

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisa e wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de poli e van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afme ngen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform ar kel 3 van de ordonnan e van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Beslist:
de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

---

27 **Convention d'adhésion à la centrale d'achat avec l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos.**

Le Conseil,

Vu qu'en vertu de l'ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après, « l'ordonnance du 6 juillet 2022 »);
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet règlementaire du Plan Régional de Politique de Stationnement, ci-après « l'Arrêté » ou « le PRPS»;
Considérant que l'Agence a lancé un marché public composé de quatre lots ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos;
Vu que les lots 1, 2 et 4 ont été attribués à KRINKELS NV (arceaux, abris et locaux vélos - box et consignes vélos - travaux et matériels d'aménagement de parkings vélos);
Vu que le lot 3 a été attribué à VERHOFSTE NV (location de dispositifs de stationnement vélo évènementiel), ci-après dénommés les « adjudicataires »;
Considérant qu'en exécution de la réglementation et du cahier des charges, l'Agence agit en tant que centrale d'achat, conformément à l'article 2-6° de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à l'article 47§1er – 3° de la même Loi, au profit de toutes les communes qui souhaitent y adhérer;
Considérant que la Commune souhaite adhérer à la centrale d'achat afin de bénéficier, aux conditions définies dans les documents du marché, de dispositifs de stationnement pour vélos;
Considérant que l'Agence, pouvoir adjudicateur, acquiert auprès des adjudicataires, au bénéfice de la Commune, les services et fournitures conformément aux spécificités techniques définies dans les documents du marché et aux prix repris dans l'offre des adjudicataires;
Considérant que la Commune peut bénéficier des services et fournitures détaillés dans les documents du marché, conformément aux spécificités techniques et aux conditions définies dans le cahier des charges et l'offre des adjudicataires;
Considérant que la Commune peut commander directement auprès des adjudicataires;

Considérant que l'Agence n'intervient pas auprès des adjudicataires pour le compte de la Commune, que ce soit en matière de commande, de contrôle ou de facturation;
Considérant que l'Agence prend à sa charge tous les frais inhérents à un recours dont le marché fait l'objet, dans le cadre de sa passation ou de son exécution au sens de la réglementation des marchés publics;
Considérant que l'Agence n'est pas rémunérée par la Commune pour son rôle de centrale d'achat;
Considérant que le marché entre l'Agence et les adjudicataires est conclu pour une durée de 4 ans que son terme est fixé au 28 mai 2029;

Décide:
d'adhérer à la centrale d'achat de l'Agence de Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'acquisition, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos ainsi que de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos; de signer la convention en annexe.

Overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale met het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met als voorwerp de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsparkings.

De raad,

Gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna "de ordonnantie van 6 juli 2022");
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, hierna "het besluit" of "het GPBP";
Overwegende dat het Agentschap een overheidsopdracht bestaande uit vier percelen uitgeschreven heeft met als voorwerp de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsparkings;
Aangezien perceel 1, 2 en 4 gegund werden aan KRINKELS NV (beugels, overkappingen en stallingen voor fietsen - boxen en kluizen voor fietsen - inrichtingswerken en -materieel voor fietsparkings);
Aangezien perceel 3 gegund werd aan VERHOFSTE NV (huur van fietsparkeervoorzieningen ter gelegenheid van evenementen), hierna genoemd de "opdrachtnemers";
Overwegende dat, in uitvoering van de wetgeving en het bestek, het Agentschap als aankoopcentrale optreedt, overeenkomstig artikel 2-6° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en artikel 47 §1 - 3° van diezelfde wet, ten gunste van alle gemeenten die zich erbij willen aansluiten;
Overwegende dat de gemeente wenst aan te sluiten bij de aankoopcentrale om onder de in de opdrachtdocumenten vastgelegde voorwaarden gebruik te maken van fietsparkeervoorzieningen;
Overwegende dat het Agentschap, de aanbestedende overheid, van de opdrachtnemers, ten gunste van de gemeente, de diensten en leveringen verwerft overeenkomstig de technische eigenschappen bepaald in de opdrachtdocumenten en de in de offerte van de opdrachtnemers opgegeven prijzen; Overwegende dat de gemeente gebruik kan maken van de diensten en leveringen die nauwkeurig beschreven worden in de opdrachtdocumenten, overeenkomstig de specifieke technische kenmerken
en de voorwaarden bepaald in het bestek en de offerte van de opdrachtnemers;
Overwegende dat de gemeente haar bestellingen rechtstreeks bij de opdrachtnemers kan plaatsen;
Overwegende dat het Agentschap niet bij de opdrachtnemers tussenkomt voor rekening van de gemeente, noch op het vlak van bestellingen, controle of facturatie;

Overwegende dat het Agentschap alle kosten draagt die verbonden zijn aan een beroep waarvan de opdracht het voorwerp uitmaakt, in het kader van de gunningsprocedure of de uitvoering in de zin van de reglementering op overheidsopdrachten;
Overwegende dat het Agentschap niet door de gemeente vergoed wordt voor zijn optreden als aankoopcentrale;
Overwegende dat de opdracht tussen het Agentschap en de opdrachtnemers gesloten wordt voor een duur van 4 jaar - dat het einde ervan vastgelegd is op 28 mei 2029;

Beslist:
aan te sluiten bij de aankoopcentrale van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de aankoop, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsparkings;

de overeenkomst in de bijlage te ondertekenen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Egalité - Gelijkheid

28 **Service Egalité des Chances et des Genres: Nomination des membres du Conseil consultatif pour l'Egalité des Genres et organisation de la première réunion du conseil.**

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 9 février 2021, le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué son accord sur la création d'un Conseil Consultatif pour l'Egalité des Genres;

Vu qu'en séance du 26 janvier 2023, le Conseil communal a approuvé la dernière version du règlement;

Vu que l'article 1 du règlement du C.C.E.G. prévoit que :

"Le Conseil a pour objet :

De rendre un avis sur toutes les questions d'intérêt communal qui lui seraient soumises par le Conseil communal ou le Collège, liées directement ou indirectement à la planification, à la mise en œuvre, au suivi, à l'évaluation de chaque action politique et sociale visant l'égalité des genres et l'avancée des droits des femmes.

D'être le lieu d'information, de réflexion, de débat sur toutes les questions d'intérêt communal liées, directement ou indirectement, à l'égalité des genres et aux droits des femmes sur le territoire communal.

De permettre à ses membres de suggérer et de proposer aux autorités communales toutes initiatives susceptibles de rencontrer les préoccupations des citoyen(ne)s, en vue d'améliorer l'égalité des genres et l'avancée des droits des femmes.

D'émettre des avis, de faire des propositions d'actions et de conseiller le service et l'échevinat de l'égalité des chances et des genres concernant les politiques et projets relevant de ses compétences, en particulier le suivi et la réalisation du Plan d'Actions pour l'égalité des genres et les droits des femmes."

Vu que l'article 19 du règlement susmentionné précise que celui-ci est dissout de plein droit, en même temps que le Conseil communal de la précédente législature;

Vu que dans la Déclaration de Politique Générale, le Collège des Bourgmestre et Echevins s'est engagé à renouveler le C.C.E.G.;

Vu qu'en séance du 11 février 2025, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé d'organiser un nouvel appel public, afin de désigner les nouveaux membres du C.C.E.G.;

Vu qu'en date du 1er mars 2025, un appel à candidatures a été lancé et qu'il a pris fin le 16 mai 2025;

Vu que l'article 3 du règlement susmentionné prévoit que les membres du C.C.E.G. sont nommés par le Conseil communal, sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;
Vu que l'article 3 du règlement susmentionné prévoit :

"Le Conseil est constitué :

a) De représentant(e)s d'associations qui œuvrent en faveur de la promotion et de la défense de l'égalité des genres et des droits des femmes, ayant leur siège sur le territoire de la Commune d'Uccle et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune d'Uccle. Chaque association présente un membre effectif et un membre suppléant. La demande de candidature doit être accompagnée des statuts de l'association. Le(la) suppléant(e) remplace le membre effectif chaque fois que celui-ci est empêché.

b) De personnes indépendantes ou des expert(e)s, se présentant à titre individuel, domiciliés à Uccle ou exerçant leur profession ou leurs activités sur le territoire de la Commune d'Uccle. Les personnes qui se présentent à titre individuel n'ont pas de suppléant(e).

c) L'échevin(e) de l'égalité des chances et des genres ainsi que tout membre du collège qui en fait la demande par écrit.

Pour être membre du Conseil, il faut en outre réunir les conditions suivantes :

1°) Etre âgé(e) de minimum 16 ans (ou avoir 16 ans au cours de l'année civile lors de laquelle l'appel à candidatures est lancé);
2°) Jouir des droits civils et politiques;
3°) Bénéficier d'une légitimité pour représenter la défense de l'égalité des genres des droits des
femmes ou disposant d'une expérience utile dans ce domaine.

Le nombre de membres du Conseil est fixé par le Collège et ne peut dépasser le nombre de membres du Conseil communal. Il doit être composé au minimum de 8 personnes.";

Vu que 12 candidatures ont été reçues dans les délais;

Que ces 12 candidatures répondent aux critères d'adhésion définis dans le règlement du C.C.E.G.:

Collart Marie-Noëlle

Defoy Cindy

Verbergt Vinciane Cécile

Defraene

Elisabeth Lenoir

Karine Lamaille

Claudia Chanteur

Judith Aisinber

Frédérique Fastré

Chantal Winter

Pauline Loeckx

Serge Libert

Vu que le secrétariat du Conseil consultatif sera assuré par le service Egalité des Chances et des Genres;

Vu qu'en dehors de l'appel public un acte de candidature peut également être présenté d'initiative par toute personne bénéficiant des conditions d'éligibilité;

Vu que la première réunion du conseil se déroulera le 22 septembre 2025, de 18h30 à 20h30, dans la salle Verrewinkelbeek du Centre Administratif communal d'Uccle,

Décide :

- de nommer les candidates et candidats suivants, en qualité de membre du Conseil consultatif pour l'Egalité des Genres :

Collart Marie-Noëlle

Defoy Cindy

Verbergt Vinciane

Cécile Defraene

Elisabeth Lenoir

Karine Lamaille

Claudia Chanteur

Judith Aisinber

Frédérique Fastré

Chantal Winter

Pauline Loeckx

Serge Libert

- de nommer Mme Cynthia Makumbu (secrétaire administrative du service Egalité des Chances et des Genres, niveau B), en qualité de secrétaire du C.C.E.G., afin de gérer l'envoi des convocations, les P.V. des réunions et tout l'aspect administratif et technique lié à cellesci.

Dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid: benoeming van de leden van de Adviesraad voor Gendergelijkheid en organisatie van de eerste vergadering van de raadurs.

De raad,

Aangezien het college van burgmeester en schepenen, in zitting van 9 februari 2021, zijn goedkeuring verleend heeft aan de oprichting van een Adviesraad voor Gendergelijkheid;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 26 januari 2023 de laatste versie van het reglement goedgekeurd heeft;

Aangezien artikel 1 van het reglement van de ARGG bepaalt :

"De doelstelling van de raad :

Advies geven over alles van gemeentelijk belang, voor te leggen aan de gemeenteraad of het college, met betrekking tot, direct of indirect, planning, uitvoering, opvolging of evaluatie van elke politieke en sociale actie ten bate van gendergelijkheid en de bevordering van vrouwenrechten.

Een plaats zijn voor informatie, bezinning en debat over alle kwesties van gemeentelijk belang die direct of indirect verband houden met gendergelijkheid en vrouwenrechten op het gemeentelijke grondgebied.

Haar leden in staat stellen om aan de gemeentelijke autoriteiten initiatieven voor te stellen en voor te stellen die tegemoet kunnen komen aan de bezorgdheid van de burgers, met het oog op de verbetering van gendergelijkheid en de bevordering van vrouwenrechten.

Advies uitbrengen, actievoorstellen doen en de dienst en het schepenkantoor van Gelijke Kansen en Gendergelijkheid adviseren over beleidsmaatregelen en projecten die onder hun bevoegdheden vallen, met name de opvolging en de uitvoering van het Actieplan voor Gendergelijkheid en Vrouwenrechten."

Aangezien artikel 19 van het voornoemde reglement verduidelijkt dat hij gelijktijdig met de gemeenteraad van de vorige legislatuur van rechtswege ontbonden wordt;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen zich er in de algemene beleidsverklaring toe verbonden heeft de ARGG te vernieuwen;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen in zitting van 11 februari 2025 beslist heeft een nieuwe openbare oproep te organiseren om de nieuwe leden van de ARGG aan te duiden;

Aangezien er op 1 maart 2025 een oproep tot kandidaatstelling gelanceerd werd, die afliep op 16 mei 2025;

Aangezien artikel 3 van het voornoemde reglement bepaalt dat de leden van de ARGG benoemd worden door de gemeenteraad, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Aangezien artikel 3 van het voornoemde reglement bepaalt :

"De raad bestaat uit :

a) Vertegenwoordigers van verenigingen die ijveren voor de aanmoediging en verdediging van gendergelijkheid en vrouwenrechten, die zetelen op het grondgebied van de gemeente Ukkel en/of die daadwerkelijk actief zijn op het grondgebied van de gemeente Ukkel. Elke vereniging stelt een effectief lid en een plaatsvervanger voor. Aan de kandidatuursaanvraag moeten de statuten van de vereniging toegevoegd worden. De plaatsvervanger vervangt het effectief lid telkens wanneer deze laatste verhinderd is.

b) Zelfstandige personen of experten die zich voorstellen op persoonlijke basis, gehuisvest in Ukkel of die beroep of activiteiten uitvoeren op het grondgebied van de gemeente Ukkel. De personen die zich kandidaat stellen op persoonlijke basis hebben geen plaatsvervanger.

c) De schepen van Gelijke Kansen en Gendergelijkheid en elk lid van het college dat daartoe een schriftelijk verzoek indient.

Om lid te zijn van de Adviesraad moet bovendien aan de volgende voorwaarden voldaan zijn:

1) Ten minste 16 jaar oud zijn (of 16 jaar oud zijn tijdens het kalenderjaar waarin de oproep tot kandidaten wordt gelanceerd);
2) De burgerlijke en politieke rechten genieten;
3) De legitimiteit bezitten om op te komen voor gendergelijkheid en vrouwenrechten of nuttige ervaring op dit gebied hebben.

Het aantal raadsleden wordt vastgelegd door het college en mag het aantal gemeenteraadsleden niet overschrijden. Zij moet uit ten minste 8 personen bestaan.";

Aangezien er binnen de termijn 12 kandidaturen ingediend werden;

Aangezien deze 12 kandidaturen beantwoorden aan de toetredingscriteria die bepaald werden in het reglement van de ARGG :

Collart Marie-Noëlle

Defoy Cindy

Verbergt Vinciane

Cécile Defraene

Elisabeth Lenoir

Karine Lamaille

Claudia Chanteur

Judith Aisinber

Frédérique Fastré

Chantal Winter

Pauline Loeckx

Serge Libert

Aangezien het secretariaat van de adviesraad verzorgd wordt door de dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid;

Aangezien er buiten de openbare oproep een kandidatuur voorgesteld kan worden op initiatief van elke persoon die voldoet aan de verkiezingsvoorwaarden;

Aangezien de eerste vergadering van de raad plaatsvindt op 22 september 2025 van 18.30 tot 20.30 uur in zaal Verrewinkelbeek in het gemeentelijk Administratief Centrum van Ukkel,

Beslist:

- De volgende kandidaten te benoemen als lid van de Adviesraad voor Gendergelijkheid :

Collart Marie-Noëlle

Defoy Cindy

Verbergt Vinciane

Cécile Defraene

Elisabeth Lenoir

Karine Lamaille

Claudia Chanteur

Judith Aisinber

Frédérique Fastré

Chantal Winter

Pauline Loeckx

Serge Libert

- Mevrouw Cynthia Makumbu (administratief secretaris op de dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid, niveau B) te benoemen als secretaris van de ARGG om de verzending van de uitnodigingen, het verslag van de vergaderingen en alle administratieve en technische aspecten die ermee samenhangen te beheren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Action sociale - Sociale actie

29 **Velothèque - Fietsbieb - Convention de soutien financier.**

Le Conseil,

Considérant la Déclaration de Politique générale communale, la volonté de développer une mobilité durable et pour se faire, encourager les modes actifs de déplacement, notamment cyclistes;

Considérant le coût que représente l'achat successifs de vélos pour les jeunes enfants et l'intérêt de favoriser le partage de matériel plutôt que l'achat individuel;

Considérant la convention de soutien financier adoptée par le Conseil communal en séance du 25/06/2020 avec l'asbl Beweging qui a développé un réseau de points d'échange (projet collaboratif "Fietsbieb-Vélothèque") en Région bruxelloise et en Flandre;

Considérant que la convention est conclue pour une durée déterminée sans tacite reconduction et que celle-ci a été reconduite par la délibération du Conseil du 27/06/2024;

Considérant le succès des quatre premières années de partenariat entre la commune et l'asbl Beweging, le point d'échange d'Uccle étant situé dans un pavillon avenue Paul Stroobant 43 où se trouve le dépôt de vélos;

Vu que, conformément à l'article 5 de la convention de soutien financier, l'asbl Beweging a fourni les documents permettant de contrôler la bonne utilisation du subside de 2.500,00 € accordé pour la quatrième année;

Considérant que la subvention a couvert, la mise en place d'un stock de 30 vélos et plusieurs réapprovisionnements de ce stock au gré des locations, la réparation et la maintenance des vélos par une entreprise d'économie sociale, l'impression de flyers et affiches;

Vu que la convention a été conclue pour une durée déterminée de 1 an se terminant le 11/07/2025, jour anniversaire de l'année d'ouverture (11/07/2020) de la Vélothèque d'Uccle et qu'il y a donc lieu de la renouveler, celle-ci étant annexée à la présente délibération;

Considérant que la commune d'Uccle a eu un rôle pionnier dans le soutien financier du projet de l'asbl Beweging et la révision des conditions financière depuis 2023, celle-ci, à titre exceptionnel propose une exonération de la contribution (€0,00) communale pour l'année 2025-2026, avec une reprise du soutien envisagée à compter de 2026 ;

Décide :

- de donner son accord pour la prolongation de 1 an du projet de Vélothèque en collaboration avecl'asbl Beweging;

- d’approuver la convention de collaboration annexée à la présente délibération;

- d'approuver la convention de collaboration et de soutien financier de €0,00 annexée à la présentedélibération;

Velotheque - Fietsbieb - Overeenkomst inzake financiële ondersteuning.

De raad,

Overwegende de gemeentelijke algemene beleidsverklaring en de wens om een duurzame mobiliteit te ontwikkelen en de actieve verplaatsingswijzen aan te moedigen, meer bepaald fietsers;

Overwegende de kostprijs die de opeenvolgende aankopen van fietsen voor jonge kinderen inhouden en het belang om het delen van materiaal in plaats van individuele aankopen aan te moedigen;

Overwegende de overeenkomst van financiële ondersteuning, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 25/06/2020 met vzw Beweging, die een netwerk van ruilpunten (collaboratief project "Fietsbieb-Vélothèque") uitgebouwd heeft in het Brussels gewest en in Vlaanderen;

Overwegende dat de overeenkomst gesloten wordt voor een bepaalde duur zonder stilzwijgende verlenging en dat ze verlengd werd bij beraadslaging van de raad van 27/06/2024;

Overwegende het succes van de twee eerste jaren van samenwerking tussen de gemeente en vzw Beweging en het ruilpunt van Ukkel in een paviljoen in de Paul Stroobantlaan 43, waar zich de opslagplaats voor fietsen bevindt;

Aangezien overeenkomstig artikel 5 van de overeenkomst van financiële ondersteuning vzw Beweging de documenten bezorgd heeft waarmee de goede aanwending van de subsidie van €
2.500,00, die toegekend werd voor het vierde jaar, gecontroleerd kan worden;

Overwegende dat de subsidie de aanleg van een voorraad van 30 fietsen en meerdere aanvullingen van deze voorraad naargelang de verhuringen, de reparatie en het onderhoud van fietsen door een onderneming uit de sociale economie en het drukken van flyers en affiches gedekt heeft;

Aangezien de overeenkomst in de bijlage bij de onderhavige beraadslaging gesloten werd voor een bepaalde duur van 1 jaar, die afloopt op 11/07/2025, verjaardag van de opening (11/07/2020) van de Fietsbieb van Ukkel, en ze dus vernieuwd moet worden;

Overwegende dat de gemeente Ukkel een pioniersrol had in de financiële ondersteuning van het project van vzw Beweging en de herziening van de financiële voorwaarden sinds 2023 en ze bij wijze van uitzondering een vrijstelling van de gemeentelijke bijdrage (€ 0,00) voor het jaar 2025-2026 voorstelt, met een herneming van de overwogen ondersteuning vanaf 2026;

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen voor de verlenging met 1 jaar van het project van Fietsbieb, in samenwerking met vzw Beweging;

- de overeenkomst van samenwerking, in de bijlage bij de onderhavige beraadslaging, goed te keuren;

- de overeenkomst van samenwerking en financiële ondersteuning van € 0,00, in de bijlage bij deonderhavige beraadslaging, goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

30 **Participation citoyenne : Organiser la participation citoyenne - Centrale de marchés Participation - perspective.brussels.**

Le Conseil,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Considérant que l'article 2, 6° de cette loi permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs;

Considérant que l'article 47 de cette même loi dispose qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Déclaration de Politique communale rappelle que la participation citoyenne demeurera au centre des politiques menées, en veillant à la plus grande transversalité ;

Considérant que de nombreux services communaux pourraient avoir besoin d'une facilitation ou d'un appui en matière de participation citoyenne ;

Eu égard à l'importance de ce type de méthodologie et au personnel qualifié nécessaire pour mener à bien une telle mission, le Service Participation citoyenne propose de confier certains projets à des prestataires externes de confiance sélectionnés dans le cadre de ce marché cadre ;

Vu l'intérêt pour la commune d'Uccle de recourir à la centrale d'achat de perspective.brussels qui permettra 6 types de services qui regroupent toutes les étapes d'un processus participatif et ses expertises :

Lot 1	Mission globale de A à Z
Lot 2	Design de processus participatifs
Lot 3	Déploiement de processus participatifs et animation de réunions
Lot 4	Communication, création de contenu, publicité
Lot 5	Mobilisation des publics et recrutement des participantes et participants
Lot 6	Evaluation de processus participatifs et appui au devoir de suite

Décide :

- de prendre connaissance des documents du au marché public de fournitures ayant pour objet de desprocessus participatifs facilités et qualitatifs passé en centrale d'achat par perspective.brussels ;

- d'adhérer au marché public de fournitures ayant pour objet « Centrale de marché relative à desprocessus participatifs facilités et qualitatifs » passé en centrale d'achat de perspective.brussels via la signature du protocole ci-annexé.

Burgerinspraak : Burgerparticipatie organiseren - Opdrachtencentrale Participatie perspective.brussels.

De raad,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Overwegende dat artikel 2 6° van deze wet het aan een aankoopcentrale, de aanbestedende overheid, mogelijk maakt opdrachten van werken, leveringen en diensten bestemd voor aanbestedende overheden te plaatsen;

Overwegende dat artikel 47 van dezelfde wet bepaalt dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale ervan vrijgesteld is zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Overwegende dat de gemeentelijke beleidsverklaring herhaalt dat burgerinspraak in het middelpunt van het gevoerde beleid blijft staan, waarbij er gewaakt wordt over de grootste transversaliteit;

Overwegende dat heel wat gemeentediensten nood zouden kunnen hebben aan vereenvoudiging of ondersteuning inzake burgerinspraak;

Gezien het belang van dit type werkwijze en het noodzakelijke bekwame personeel om een dergelijke opdracht tot een goed einde te brengen stelt de dienst Burgerinspraak voor bepaalde projecten toe te vertrouwen aan degelijke externe dienstverleners die geselecteerd worden in het kader van deze raamovereenkomst;

Gelet op het belang voor de gemeente Ukkel om een beroep te doen op de aankoopcentrale van perspective.brussels, die 6 types diensten mogelijk maakt die alle fasen van een participatieproces en hun expertise bestrijken:

Perceel 1	Globale opdracht van A tot Z
Perceel 2	Ontwerp van participatieprocessen
Perceel 3	Uitvoeren van participatieprocessen en organiseren van vergaderingen
Perceel 4	Communicatie, creëren van inhoud, publiciteit
Perceel 5	Mobiliseren van publiek en werven van deelnemers
Perceel 6	Beoordeling van participatieprocessen en ondersteuning van de follow-up

Beslist:

- Kennis te nemen van de documenten van de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerpgefaciliteerde en kwalitatieve participatieprocessen geplaatst als aankoopcentrale door perspective.brussels;

- Aan te sluiten bij de overheidsopdracht voor leveringen met als voorwerp "Opdrachtencentrale metbetrekking tot gefaciliteerde en kwalitatieve participatieprocessen", geplaatst als aankoopcentrale door perspective.brussels via de ondertekening van het protocole.

---

31 **Participation citoyenne. : Subside Coup de pouce – Projet citoyen. Subsides aux organismes au service des ménages. Engagement de la dépense. JUIN 2025**

Le Conseil,

A endu qu’un Subside Coup de pouce projet citoyen a été lancé dans la commune en 2019 avec pour objec f de me re à disposi on une enveloppe budgétaire des née aux projets citoyens dans le but

d'améliorer le cadre de vie des Ucclois(e)s et renforcer les liens entre habitant(e)s dans un contexte de développement durable;

Vu que l'enveloppe budgétaire dédiée au subside *Coup de Pouce 2025* a été approuvée lors de la séance du Conseil budget communal du 27 mars 2025 ;

Vu que le Collège des Bourgmestre et Échevins a validé le calendrier des subsides du service Participation citoyenne lors de sa séance du 8 avril 2025 ;

Vu que le Conseil communal a approuvé le nouveau règlement encadrant l'appel à projets *Coup de Pouce 2025* lors de sa séance du 24 avril 2025 ;

A endu que sur les 3 projets reçus en complément durant le mois de juin et qu'après analyse par le service participation citoyenne, 1 projet est éligible eu égard aux conditions fixées dans le règlement communal précité et a reçu une évaluation positive, à savoir ;

Nom du projet	**Montant demandé**
CinéCoq	1.000€

A endu que, sur base de l'analyse effectuée par le service de la Par cipa on citoyenne conformément aux disposi ons prévues dans le nouveau cadre de ges on du subside Coup de Pouce 2025, le montant total à allouer au projet retenu s'élève à 1.000 €

Attendu que le détail de l'évaluation des dossiers reçus se trouve en annexe de ce rapport ;

Décide :

- d'approuver le projet susmentionné retenu par le service participation citoyenne ;
- d'autoriser le paiement de la somme totale de 1.000€ dans le cadre du Subside « Coup de PouceProjet Citoyen », appel de 2025, à l'ar cle 104/332-02 /17 de l'exercice 2025 selon la répar on suivante et dans le respect de l'article 7 du règlement communal :

1.000 € pour le projet « CinéCoq » représenté par Fabienne Bonnoron (90 % du montant seront versés dans un premier temps et les 10 % restant serons ensuite versés dès récep on des justificatifs des dépenses, d'un rapport d'activité incluant des photos du projet réalisé).

Article 104/332-02/17

Exercice 2025

Allocation 20.000 euros

Disponible : 10.988,61 €

Estimation dépense : 1.000€
EP: 935

Burgerinspraak. Subsidie Ondersteuning burgerproject. Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen. Vastlegging van de uitgave.

De raad,

Aangezien in 2019 in de gemeente een subsidie Ondersteuning burgerproject gelanceerd werd met als doelstelling begro ngsmiddelen beschikbaar te stellen voor burgerprojecten om de leefomgeving

van de Ukkelaars te verbeteren en de banden tussen de inwoners te versterken in een streven naar duurzame ontwikkeling;

Aangezien de begro ngsenveloppe voor de Ondersteuningssubsidie 2025 goedgekeurd werd in zitting van de gemeenteraad - begroting van 27 maart 2025;

Aangezien het college van burgemeester en schepenen de planning van de subsidies van de dienst Burgerinspraak goedgekeurd heeft in zitting van 8 april 2025;

Aangezien de gemeenteraad het nieuwe reglement van de projectoproep *Ondersteuning 2025* goedgekeurd heeft in zitting van 24 april 2025;

Aangezien van de 3 projecten die ontvangen werden in juni en na analyse door de dienst Burgerinspraak 1 project in aanmerking komt gezien de voorwaarden die bepaald werden in het voornoemde gemeentereglement en een positieve evaluatie gekregen hebben, meer bepaald:

Naam van het project	**Gevraagd bedrag**
CinéCoq	€ 1.000

Aangezien het totaalbedrag dat aan het geselecteerde project moet worden toegekend € 1.000 bedraagt, op basis van de analyse van de dienst Burgerinspraak overeenkoms g de bepalingen van het nieuwe beheerskader voor de subsidie Ondersteuning burgerproject 2025,

Aangezien de details van de beoordeling van de dossiers in de bijlage bij dit verslag zitten;

Beslist:

- het bovenvermelde project dat door de dienst Burgerinspraak werd geselecteerd, goed te keuren;

- De betaling van het totaalbedrag van € 1000 toe te staan in het kader van de subsidie "Ondersteuning burgerproject", oproep van 2025, op ar kel 104/332-02/17 vn het dienstjaar 2025, volgens de volgende verdeling en met naleving van artikel 7 van het gemeentereglement:

€ 1.000 voor het project "CinéCoq", vertegenwoordigd door Fabienne Bonnoron (90 % van het bedrag wordt in eerste instan e gestort en de overige 10 % wordt daarna gestort na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven en een ac viteitenverslag met foto's van het gerealiseerde project).

Artikel 104/332-02/17

Dienstjaar 2025

Toelage 10.988,61

Totale overwogen uitgave 1.000

---

32 Participation citoyenne : Subside de fonctionnement comités de quartier 2025.- Engagement des dépenses

Le Conseil,

Considérant que le service participation citoyenne a pour objectif de contribuer à faire vivre la participation citoyenne, accompagner et soutenir les citoyens qui souhaitent réaliser des projets pour améliorer la qualité de vie à Uccle;

Considérant que l'une des dix recommandations des Etats généraux ucclois est de soutenir les comités de quartier notamment via l'attribution d'un budget;

Que les comités de quartier ucclois, constituent des regroupements de citoyens, servant d'interlocuteur entre les habitants d'un quartier et les élus locaux ; que leurs champs d'activités concernent, non pas la défense d'intérêts particuliers, mais les questions d'intérêt général (voirie, circulation, propreté, voisinage, etc.), qu'ils contribuent notamment à la question de la démocratie participative et peuvent tenir un rôle de proposition et d'action;

Attendu que lors de sa séance du 22 juin 2023, le Conseil a approuvé le règlement relatif au subside de fonctionnement des comités de quartiers ucclois ;

Attendu qu'en séance du 8 avril 2025, le Collège a autorisé le lancement de l'édition 2025 du subside de fonctionnement pour les comités de quartier jusqu'au 7 mai 2025;

Attendu qu'au cours de cette période 6 dossiers ont été introduits ;

Attendu qu'après analyse par le service de la participation citoyenne, 5 dossiers sont recevables et éligibles eu égard aux conditions fixées dans le règlement communal précité;

Attendu que les dossiers éligibles concernent les comités de quartier suivants: le comité de quartier Uccle Centre- Parvis Saint Pierre représenté par Marc Van Roy ; le comité de quartier « Fais une fleur à ton quartier » représenté par Danielle Brion ; le comité de quartier de L'Observatoire représenté par Dominique Vaes ; le comité de quartier du Melkriek représenté par Jacqueline Bernaud ; Le comité de quartier « Parc Brugmann» représenté par Jean D'havé.

Attendu que chacun de ces comités de quartier répond au dispositif du dernier alinéa de l'article 4 du règlement susmentionné à savoir : avoir réalisé l'année précédant la demande de subside et avoir pour projet de réaliser dans l'année en cours de l'octroi du subside entre 5 à 10 activités; que dès lors chacun de ces comités de quartier se verra octroyer un montant de 500 €;

Attendu que le montant total attribué aux comités de quartiers est dès lors de 2.500€;

Attendu que le détail de l'évaluation des dossiers se trouve en annexe ;

Décide :

- d'approuver l'octroi d'un subside de fonctionnement d'un montant de 500€ chacun aux 5 comitésde quartier susmentionnés;

- d'autoriser l'engagement des dépenses et le paiement de la somme totale de 2.500€ dans lecadre du Subside de « Fonctionnement pour les comités de quartier », appel de 2025, à l'article 104/332-02 /17 de l'exercice 2025 selon la répartition suivante : 500 € pour le comité de quartier Uccle Centre- Parvis Saint Pierre représenté par Marc Van Roy ; 500 € pour le comité de quartier « Fais une fleur à ton quartier » représenté par Danielle Brion ; 500 € pour le comité de quartier de
L'Observatoire représenté par Dominique Vaes ; 500 € pour le comité de quartier du Melkriek

représenté par Jacqueline Bernaud ; 500 € pour le comité de quartier « Parc Brugmann» représenté par Jean D'havé.

Burgerinspraak : Toekenning werkingssubsidie wijkcomité 2025

De raad,

Overwegende dat de dienst Burgerinspraak als doel heeft te helpen om de burgerparticipatie te laten leven en de burgers die projecten willen uitvoeren ter verbetering van de levenskwaliteit in Ukkel te begeleiden en te ondersteunen;

Overwegende dat een van de tien aanbevelingen van de Ukkelse Staten-Generaal erin bestaat de wijkcomités te ondersteunen, meer bepaald via de toekenning van een budget;

Dat de Ukkelse wijkcomités burgergroeperingen zijn die dienen als gesprekspartner tussen de inwoners van een wijk en de lokale verkozenen; dat hun activiteitendomeinen geen betrekking hebben op de verdediging van particuliere belangen, maar wel op de kwesties van algemeen belang (wegen, verkeer, reinheid, buurt, enz.), dat ze onder andere bijdragen aan de kwestie van de participatieve democratie, voorstellen kunnen formuleren en acties kunnen voeren;

Aangezien de raad in zitting van 22 juni 2023 het reglement met betrekking tot de werkingssubsidie voor de Ukkelse wijkcomités goedgekeurd heeft;

Aangezien het college in zitting van 8 april 2025 de lancering van editie 2025 van de werkingssubsidie voor de wijkcomités tot 7 mei 2025 goedgekeurd heeft;

Aangezien er tijdens deze periode 6 dossiers ingediend werden;

Aangezien na analyse door de dienst Burgerinspraak de 5 dossiers ontvankelijk zijn en in aanmerking komen gezien de voorwaarden die bepaald werden in het voornoemde gemeentereglement;

Aangezien de dossiers die in aanmerking komen de volgende wijkcomités betreffen: wijkcomité Ukkel-Centrum - Sint-Pietersvoorplein, vertegenwoordigd door Marc Van Roy; wijkcomité "Fais une fleur à ton quartier", vertegenwoordigd door Danielle Brion; wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Dominique Vaes, Wijkcomité Melkriek vertegenwoordigd door Jacqueline Bernaud; Wijkcomité Parc Brugmann vertegenwoordigd door Jean d'Havé.

Aangezien elk van deze wijkcomités voldoet aan de bepaling in het laatste lid van artikel 4 van het voornoemde reglement, meer bepaald: 5 tot 10 activiteiten uitgevoerd hebben in het jaar voor de subsidieaanvraag en van plan zijn 5 tot 10 activiteiten uit te voeren in het lopende jaar waarin de subsidie toegekend wordt; aangezien elk van deze wijkcomités bijgevolg een bedrag van € 500 krijgt;

Aangezien het totaalbedrag dat toegekend wordt aan de wijkcomités bijgevolg € 2.500 beloopt;

Aangezien de details van de beoordeling van de dossiers in de bijlage zitten;

Beslist:

- De toekenning van een werkingssubsidie voor een bedrag van elk € 500 aan de 5 voornoemdewijkcomités goed te keuren;

- De boeking van de uitgaven en de betaling van het totaalbedrag van € 2.500 in het kader van dewerkingssubsidie voor de wijkcomités, oproep van 2025, op artikel 104/332-02/17 van het dienstjaar 2025, toe te staan volgens de volgende verdeling: € 500 voor wijkcomité Ukkel-Centrum - Sint-Pietersvoorplein, vertegenwoordigd door Marc Van Roy; € 500 voor wijkcomité "Fais une fleur à ton quartier", vertegenwoordigd door Danielle Brion; € 500 voor wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Dominique Vaes, € 500 voor Wijkcomité Melkriek vertegenwoordigd door
Jacqueline Bernaud; € 500 voor Wijkcomité Parc Brugmann vertegenwoordigd door Jean d'Havé.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Service vert - Groendienst

33 **Octroi d'un subside en vue de soutenir à Uccle, une pépinière de plantes fruitières – Choix de l'association.**

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil communal du 28.03.2024 d'approuver l'octroi d'un subside communal de 5.000 EUR à une association de fait ou une association de personne désirant mettre en place et soutenir une pépinière de plantes fruitière sur le territoire ucclois proposé sur base du nouveau règlement communal relatif à l'octroi de subvention ou de subsides directs de fonctionnement ou pour un projet ponctuel;

Vu le crédit de 5.000,00 EUR prévu à l'article 766/332-02/83 du budget 2025 pour subside espaces verts pépinière;

Considérant que pour l'année 2024, le subside de 5.000,00 EUR a été octroyé au centre d'écologie urbaine A.S.B.L. sis Chaussée de Charleroi 216 à 1060 Saint-Gilles;

Vu la candidature envoyée par l'A.S.B.L. centre d'écologie urbaine décrivant le projet nécessitant un subside ponctuel;

Considérant que cette A.S.B.L. correspond parfaitement aux critères établis par le Service Vert à savoir:

-Organiser à Uccle des formations aux techniques horticoles adaptées aux fruitiers (greffage, taille, bouturage…);

-Organiser des ateliers participatifs de plantation (comprenant la fourniture de fruitiers) sur le territoire d'Uccle ;

-Recruter et coordonner une équipe de bénévoles;

Considérant qu'il s'agit du seul organisme pouvant répondre à ces critères pour Uccle;

Considérant que le subside de 5.000 EUR prévu pour 2025 peut être octroyé à l'ASBL Centre d'écologie urbaine;

Décide :

de marquer son accord sur l'octroi d'un subside de 5.000 EUR à l'A.S.B.L. Centre d'écologie urbaine chaussée de Charleroi, 216 à 1060 Saint-Gilles, à l'article 766/332-02/83 du budget ordinaire de l'exercice 2025; de charger le Collège de l'exécution de sa décision.

Toekenning van een subsidie ter ondersteuning van een fruitplantenkwekerij in Ukkel - Keuze van de vereniging - Vastlegging van de uitgave

De raad,

Aangezien de gemeenteraad in 2024 heeft beslist om de toekenning van een gemeentelijke subsidie van 5.000 EUR goed te keuren aan een feitelijke vereniging of een vereniging van personen die een fruitplantenkwekerij wil oprichten en ondersteunen op het Ukkelse grondgebied, voorgesteld op basis van het nieuwe gemeentereglement inzake de toekenning van subsidies of rechtstreekse werkingssubsidies of voor een eenmalig project;

Aangezien er onder artikel 766/332-02/83 van de begroting 2025 een krediet van 5.000,00 EUR is voorzien voor de subsidie groene ruimtes kwekerij;

Aangezien er voor het jaar 2024 een subsidie van 5.000,00 EUR werd toegekend aan vzw Centre d'écologie urbaine (Charleroise Steenweg 216 te 1060 Sint-Gillis;

Aangezien de kandidatuurdossier A.S.B.L. centre d'écologie urbaine ingediende aanvraag voor een project waarvoor een eenmalige subsidie nodig is;

Aangezien deze vzw perfect blijkt te beantwoorden aan de criteria die door de Groendienst zijn opgesteld, namelijk:

-Organiseren van cursussen in Ukkel over tuinbouwtechnieken voor fruitbomen (enten, snoeien, stekken …);

-Organiseren van participatieve plantworkshops (inclusief de levering van fruitbomen) op het Ukkelse grondgebied;

-Werven en coördineren van een team vrijwilligers;

Aangezien het de enige organisatie is die aan deze criteria voor Ukkel kan voldoen;

Aangezien de voor 2025 voorziene subsidie van 5.000 EUR toegekend kan worden aan vzw Centre d'écologie urbaine;

Beslist:

zijn goedkeuring te verlenen aan de toekenning van een subsidie van € 5.000 aan vzw Centre d'écologie urbaine, Charleroise Steenweg 216, 1060 Sint-Gillis, vast te leggen onder artikel 766/332-02/83 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2025;

het college te belasten met de uitvoering van zijn beslissing.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

Département Affaires éducatives - Enseignement communal - GARDERIES - SURVEILLANCE DU MIDI - fixation des prix[34]

Le Conseil,

Attendu que les écoles communales organisent un accueil des enfants pendant le temps de midi et avant et après les cours, ces services étant respectivement appelés "temps de midi" et "garderies" ;

Que les parents participent au financement de ces surveillances ;

Que les montants réclamés pour ces surveillances sont actuellement de 17 €/mois pour le temps de midi et 8 €/mois pour les garderies (soit 25 €/mois au total) ;

Que ces montants ont été fixés en 2016 et n'ont plus été modifiés depuis ;

Qu'il est nécessaire de procéder à une réévaluation du coût réel de ces services proposés par notre commune aux parents de nos écoles ;

Que si le coût réclamé aux parents est inférieur au coût réel, cela implique un avantage social qui doit être versé de manière équivalente aux écoles de même niveau des autres réseaux d'enseignement situées sur le territoire communal ;

Que les avantages sociaux sont calculés sur 1 heure de garderie avant les cours et 1 heure après, ainsi que le temps de midi ;

Que la seule application de l'indexation depuis 2016 (indice pivot = 133,28 entre le 29/02/2016 et 18/02/2025) impliquerait la majoration suivante :

- Surveillance de midi 17€ x 133,28 = 22,66 €
- Garderies 8€ x 133,28 = 10,66 €

Attendu que le calcul du coût réel des garderies et du temps de midi a été établi comme suit (tableau annexé) ;

Que nous proposons de fixer le prix réclamé aux parents pour la surveillance du temps de midi à 22,50 €/mois (prix actuel 17 €), ce montant couvrant l'intégralité du coût réel et n'entraînant donc pas d'avantage social ;

Que nous proposons de fixer le prix réclamé aux parents pour la surveillance des garderies (1h avant et 1h après les cours) à 12,50 €/mois (prix actuel 8 €) ;

Que ce montant génère une prise en charge communale de 7 € par enfant et par mois qui impliquera un avantage social ;

Que la surveillance des enfants au-delà de la 1ère heure après les cours entraînera une majoration de 5 €/mois du prix des garderies ;

Que les frais de surveillance du temps de midi et de garderie devraient être diminués de 50 % à partir du 3ème enfant fréquentant une école communale d'Uccle ;

Que par ailleurs, ces frais sont déductibles fiscalement à hauteur de 45% avec un plafond de 16,40 € par jour et par enfant (sous réserve des dispositions fiscales en vigueur);

Qu'à titre d'exemple, si un enfant fréquente la surveillance du temps de midi (22,50 €/mois) et la garderie (12,50 € + 5,00 € pour un temps prolongé), le montant total s'élèvera à 40,00 €/mois;

Que sur une année scolaire de 10 mois, cela représente 400,00 €, dont jusqu'à 180,00 € peuvent être récupérés via la déclaration fiscale.

Que les écoles fournissent systématiquement les attestations fiscales aux parents; Décide

:

De fixer le prix réclamé aux parents pour la surveillance du temps de midi à 22,50 €/mois ;

De fixer le prix réclamé aux parents pour la surveillance des enfants 1 heure avant les cours et 1 heure après à 12,50 €/mois ;

De majorer ce forfait de 5 €/mois pour la surveillance des enfants qui resteront au-delà de la 1ère heure après les cours ;

De mettre ces tarifs en application dès la rentrée scolaire d'août 2025 ;

De lier ces montants à l'index et de l'appliquer à chaque rentrée scolaire ;

D'accorder une réduction de 50 % sur les frais de surveillance du temps de midi et de garderie à partir du 3ème enfant.

Departement Educatieve Zaken - Gemeenteonderwijs - OPVANG - MIDDAGTOEZICHT - Vastlegging van de prijzen

De raad,

Aangezien de gemeentescholen kinderopvang organiseren tijdens de middagpauze en voor en na de lessen; deze diensten worden respectievelijk "middagpauze" en "opvang" genoemd;

Aangezien de ouders bijdragen aan de kosten van dit toezicht;

Aangezien de bedragen die in rekening worden gebracht voor dit toezicht momenteel € 17/maand zijn voor de middagpauze en € 8/maand voor de opvang (dus in totaal € 25/maand);

Aangezien deze bedragen in 2016 zijn vastgesteld en sindsdien niet zijn gewijzigd;

Aangezien het nodig is om de werkelijke kosten van deze diensten die onze gemeente aanbiedt aan de ouders van onze scholen opnieuw te evalueren;

Aangezien, als de kosten die aan de ouders worden aangerekend lager zijn dan de werkelijke kosten, dit een sociaal voordeel inhoudt dat op een gelijkwaardige manier moet worden betaald aan scholen van hetzelfde niveau in andere onderwijsnetwerken op het gemeentelijke grondgebied;

Aangezien de voordelen worden berekend op basis van 1 uur opvang voor en 1 uur opvang na schooltijd en middagpauze;

Aangezien de loutere toepassing van de indexering sinds 2016 (basisindex = 133,28 tussen 29/02/2016 en 18/02/2025) zou leiden tot de volgende verhoging:

- Middagpauze toezicht € 17 x 133,28 = € 22,66

- Opvang € 8 x 133,28 = € 10,66

Aangezien de werkelijke kosten van de opvang en de middagpauze als volgt zijn berekend (zie bijgevoegde tabel);

Aangezien we voorstellen om de prijs die aan ouders wordt aangerekend voor het toezicht tijdens de middagpauze vast te stellen op € 22,50/maand (huidige prijs € 17); dit bedrag dekt de volledige werkelijke kosten en houdt dus geen sociaal voordeel in;

Aangezien we voorstellen om de prijs die aan ouders wordt aangerekend voor het toezicht tijdens de opvang (1 uur voor en 1 uur na school) vast te stellen op € 12,50/maand (huidige prijs € 8);

Aangezien dit bedrag een gemeentelijke bijdrage oplevert van € 7 per kind per maand, wat een sociaal voordeel inhoudt;

Aangezien het toezicht op kinderen na het 1ste uur na schooltijd zal leiden tot een verhoging van € 5/maand in de prijs van de opvang;

Aangezien de kosten voor het toezicht tijdens de middagpauze en de opvang met 50% zou moeten worden vanaf het 3de kind dat naar een Ukkelse gemeenteschool gaat;

Aangezien deze uitgaves fiscaal aftrekbaar zijn tot 45%, met een max. van €16,40 per dag per kind (onderhevig aan de huidige belastingbepalingen);

Aangezien, als voorbeeld, een kind deelneemt aan het toezicht op de middagpauze (€ 22,50/maand) en de opvang (€ 12,50 + € 5,00 voor een langere periode) en de totale kosten aldus € 40,00/maand zijn;

Aangezien dit voor een schooljaar van 10 maanden neerkomt op € 400,00, waarvan tot € 180,00 kan worden teruggevorderd via de belastingaangifte.

Aangezien scholen ouders systematisch fiscale attesten moeten verstrekken;

Beslist:

De prijs die aan ouders in rekening wordt gebracht voor het toezicht van de middagpauze en de opvang vast te stellen op € 22,50/maand;

De prijs die aan ouders in rekening wordt gebracht voor het toezicht van de opvang gedurende 1 uur voor en 1 uur na de lessen vast te stellen op € 12,50 per maand;

Dit forfait te verhogen met € 5/maand voor het toezicht van de opvang na het 1ste uur na de lessen;

Deze tarieven toe te passen vanaf het begin van het schooljaar in augustus 2025;

Deze bedragen te koppelen aan de index en dit aan het begin van elk nieuw schooljaar toe te passen;

Een korting van 50% toe te kennen op de kosten voor het toezicht van de middagpauze en de opvang voor het 3de en volgende kinderen.

---

35 **Département des Affaires éducatives - Enseignement communal - AVANTAGES SOCIAUX**

Le Conseil,

Vu que le décret de 2001 relatif aux avantages sociaux précise que « Les communes, les Provinces ou la Commission communautaire française qui décident d'octroyer des avantages sociaux au bénéfice des élèves fréquentant les écoles ou implantations qu'elles organisent, sont tenues d'accorder dans des conditions similaires les mêmes avantages aux élèves qui fréquentent les écoles ou implantations de l'enseignement libre subventionné de même catégorie, qui se situent sur le même territoire pour autant que ces écoles ou implantations en fassent la demande. » ;

Que constituent seuls des avantages sociaux, dans la mesure où ils servent directement à l'élève :

1) L'organisation de restaurants et de cantines scolaires (sauf si liés à des sections d'hôtellerie et del'alimentation) ;

2) La distribution d'aliments et de friandises ainsi que de jouets hors matériel propre aux activitésd'enseignement ;

3) L'organisation de l'accueil des élèves : une heure avant le début et une heure après la fin des coursen d'autres termes en dehors de l'horaire scolaire ;

4) La garderie du repas de midi dont la durée est comprise entre une ½ heure et une heure ;

5) La distribution de vêtements hors les vêtements propres à l'enseignement ;

6) L'organisation de colonies scolaires spécifiques pour enfants à la santé déficiente ;

7) L'accès aux piscines (accessibles au public) et le transport si la piscine fréquentée pendant l'horairescolaire n'est pas située sur le territoire de la commune ;

8) L’accès aux infrastructures communales, provinciales et de la Commission communautaire française permettant une activité éducative (sauf les bâtiments scolaires et les piscines non visées au 7)
;

9) L’accès aux plaines de jeux organisées et aux cures de jour pendant le temps scolaire et pendant lesvacances sur le territoire de la commune ;

10) Les aides financières ou en nature à des groupements, associations ou organismes dont un desobjets est l’octroi d’aides sociales qui seraient réservées aux élèves (subsides accordés à des associations qui par cette aide financière, agiraient en lieu et place du pouvoir organisateur dans l’octroi des avantages sociaux).

Que notre Commune n’est concernée que par les seuls avantages sociaux consistant en l’organisation de l’accueil des élèves : surveillance du midi et une heure avant le début et une heure après la fin des cours en d’autres termes en dehors de l’horaire scolaire ;

Que les tarifs qui seront d’application à la rentrée scolaire d’août 2025 impliquent une modification des montants dus aux écoles des autres réseaux dans le cadre de ces avantages sociaux ;

Que si nous appliquons le tarif de 22,50 €/mois pour la surveillance, aucun avantage social n’est dû pour la surveillance du temps de midi puisque les parents des écoles communales paient le coût réel de son organisation ;

Que si nous appliquons le tarif de 12,50 € pour la garderie 1h00 avant et 1h00 après les cours, l’avantage social dû aux écoles des autres réseaux francophones de même catégorie correspond à 7 € par mois par enfant (70 € par an) pour cette seule organisation de la surveillance de garderie 1h00 avant et 1h00 après les cours ;

Que nous proposons de doubler ce montant pour les écoles fondamentales d'enseignement spécialisé vu que le nombre d’animateurs de garderie nécessaire est plus élevé ;

Qu’il est à noter que la Commune d’Uccle a toujours payé des avantages sociaux aux écoles néerlandophones ce qui n’est pas une obligation décrétale ;

Que si on applique cette règle sur les nombres d’enfants mentionnés par les différentes écoles des autres réseaux en 2024, les avantages sociaux passeraient de +/- 343.000 € à 234.000€ ; Décide

De prendre acte que l’avantage social pour l’organisation de l’accueil des élèves des écoles des autres réseaux francophones de même catégorie à 7 €/élève/mois (70 €/élève/an) ;

De doubler l’avantage social pour les écoles fondamentales d’enseignement spécialisé ;

De maintenir l’avantage social pour les écoles du réseau néerlandophone de même catégorie.

Departement Educatieve Zaken - Gemeenteonderwijs – SOCIALE VOORDELEN

De raad,

Aangezien het decreet van 2001 betreffende de sociale voordelen bepaalt dat de gemeentes, de provincies of de Franse Gemeenschapscommissie die sociale voordelen toekennen aan de leerlingen die onderwijs volgen in scholen die zij inrichten, in gelijkaardige omstandigheden dezelfde voordelen verlenen aan de leerlingen die onderwijs volgen in de scholen van dezelfde categorie die behoren tot het vrij onderwijs gesubsidieerd van dezelfde categorie en gelegen op hun grondgebied, inzoverre deze scholen of inrichtingen hiertoe verzoeken";

Aangezien het sociale voordelen betreffen voor zover ze rechtstreeks ten goede komen aan de leerling:

1) De organisatie van schoolrestaurants en -kantines (tenzij gekoppeld aan de afdelingen hotel envoeding);

2) De verdeling van voedsel, traktaties en speelgoed anders dan materialen specifiek voor lesactiviteiten;

3) De organisatie van de opvang van leerlingen: een uur voor het begin en een uur na het einde van delessen, met andere woorden buiten de schooluren;

4) De opvang van de middagpauze van een half uur tot een uur;

5) De verdeling van andere kleding dan onderwijskleding;

6) De organisatie van speciale schoolkampen voor kinderen met gezondheidsproblemen;

7) De toegang tot zwembaden (open voor publiek) en vervoer als het zwembad dat tijdens schooltijdwordt gebruikt niet in de gemeente ligt;

8) De toegang tot infrastructuur van de gemeente, de provincie en de Franse Gemeenschapscommissievoor onderwijsactiviteiten (met uitzondering van schoolgebouwen en zwembaden die niet onder 7 vallen);

9) De toegang tot georganiseerde speelpleinen en dagopvang tijdens schooluren en vakanties in degemeente;

10) De financiële steun of steun in natura aan groepen, verenigingen of instanties die onder andere totdoel hebben sociale uitkeringen toe te kennen die zijn voorbehouden aan leerlingen (subsidies toegekend aan verenigingen die door deze financiële steun in de plaats treden van de inrichtende macht bij het toekennen van sociale voordelen).

Aangezien onze gemeente enkel betrokken is inzake de sociale voordelen die bestaan uit de organisatie van de opvang van leerlingen: het toezicht van de middagpauze en een uur voor het begin en een uur na het einde van de lessen, met andere woorden buiten de schooluren;

Aangezien de tarieven die van toepassing zullen zijn aan het begin van het schooljaar in augustus 2025 een wijziging zullen inhouden van de bedragen die verschuldigd zijn aan scholen in andere netwerken als onderdeel van deze sociale voordelen;

Aangezien, als we het tarief van € 22,50/maand voor toezicht toepassen, er geen sociaal voordeel verschuldigd is voor het toezicht van de middagpauze, aangezien de ouders van de gemeentescholen de werkelijke kosten van de organisatie ervan betalen;

Aangezien, als we het tarief van € 12,50 toepassen voor 1 uur opvang voor en na de lessen, het sociale voordeel voor scholen in andere Franstalige netwerken van dezelfde categorie neerkomt op € 7 per maand per kind (€ 70 per jaar) voor enkel de organisatie van 1 uur opvang voor en na de lessen;

Aangezien we voorstellen om dit bedrag te verdubbelen voor scholen voor bijzonder basisonderwijs aangezien er meer opvangers nodig zijn;

Aangezien erop wordt gewezen dat de gemeente Ukkel altijd sociale voordelen heeft betaald aan Nederlandstalige scholen, wat geen verplichting is krachtens het decreet;

Aangezien, als we deze regel toepassen op de aantallen kinderen die door de verschillende scholen in de andere netwerken worden genoemd in 2024, de sociale voordelen zouden dalen van ± € 343.000 naar € 234.000;

Beslist

Er akte van te nemen dat het sociale voordeel voor de organisatie van de opvang van leerlingen van scholen van andere Franstalige netwerken van dezelfde categorie € 7/leerling/maand (€ 70/leerling/jaar) bedraagt;

Het sociale voordeel voor scholen voor bijzonder basisonderwijs verdubbelen;

Het sociale voordeel voor scholen in het Nederlandstalige netwerk in dezelfde categorie te behouden.

---

36 **Département des Affaires éducatives - Enseignement communal - Règlement des Etudes (modifications)**

Le Conseil,

Attendu que le Règlement des Etudes est un document obligatoire qui définit les normes et règles en vigueur au sein de nos écoles communales;

Que les dispositions qui y sont reprises définissent les règles indispensables au bon fonctionnement des écoles, les critères d'un travail scolaire de qualité et les procédures d'évaluation de celui-ci;

Que le Règlement des Etudes complète les projets éducatif et pédagogique;

Que le Règlement des Etudes actuellement en vigueur au sein de notre enseignement communal a été modifié pour la dernière fois le 27 avril 2023 ;

Qu'il doit être adapté suite aux modifications de la législation ;

Que le Règlement des Etudes est élaboré par le Pouvoir organisateur conformément à l'article 1.5.1-8 du Code de l'Enseignement;

Que le Règlement des Etudes a été présenté à la COPALOC pour information , Décide

de valider le Règlement des Etudes tel que présenté en annexe.

Gemeentelijk onderwijs - Departement Educatieve Zaken - Studiereglement (wijzigingen)

De raad,

Aangezien het studiereglement een verplicht document is dat de geldende normen en regels in onze gemeentescholen definieert;

Aangezien de bepalingen die erin opgenomen zijn de onontbeerlijke regels voor de goede werking van de scholen, de criteria van een kwalitatief schoolwerk en de evaluatieprocedures ervan definiëren;
Aangezien het studiereglement een aanvulling vormt op het onderwijs- en pedagogisch project;

Aangezien het studiereglement dat momenteel van kracht is in ons gemeentelijk onderwijs voor het laatst gewijzigd werd op 27 april 2023;

Aangezien het aangepast moet worden ingevolge de wetswijzigingen;

Aangezien het studiereglement opgesteld wordt door de inrichtende macht overeenkomstig artikel 1.5-1.8 van het Wetboek voor het onderwijs;

Aangezien het studiereglement ter informatie voorgesteld werd aan de PLAPACO; Beslist

het studiereglement zoals voorgesteld in de bijlage goed te keuren.

---

37 **Département Affaires éducatives - Enseignement communal - Règlement d'ordre intérieur (ROI)**

Le Conseil,

Vu le Code de l'Enseignement, notamment son article 1.5.1-8 relatif à l'élaboration du Règlement des Études par le Pouvoir organisateur ;

Considérant que le Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) est un document obligatoire qui définit les normes et règles en vigueur au sein de chacune de nos écoles communales ;

Considérant que, depuis cinq ans, le Pouvoir Organisateur a entrepris une refonte des documents de référence de base, à savoir le Projet éducatif, le Projet pédagogique ainsi que le Règlement des études ;

Que la cellule juridique du CECP a rédigé un modèle de ROI conforme à la législation en vigueur et couvrant l'ensemble des règles à faire respecter ;

Que ce dernier présentait des adaptations possibles par le Pouvoir organisateur et que toutes les adaptations réalisées l'ont été suite à des discussions avec les directions des écoles ;

Que chaque école disposait de son propre ROI ;

Que des modifications conséquentes devaient y être apportées (procédure harcèlement, interdiction Gsm) suivant les directives de la FWB ;

Que chaque établissement doit toutefois pouvoir préciser certains éléments d'organisation spécifiques, en lien avec son Projet d'École, par le biais d'annexes intégrées au ROI commun ;

Que le modèle de ROI doit être validé par le Conseil communal ;

Que le Règlement d'ordre intérieur a été envoyé à la COPALOC pour information ;

Décide :

De valider le Règlement d'Ordre Intérieur harmonisé tel que repris en annexe.

Gemeentelijk onderwijs - Departement Educatieve Zaken - Huishoudelijk reglement (HR)

De raad,

Gelet op het Wetboek voor het onderwijs, meer bepaald artikel 1.5-1.8 met betrekking tot de opmaak van het studiereglement door de inrichtende macht;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement (HR) een verplicht document is dat de geldende normen en regels in elk van onze gemeentescholen definieert;

Overwegende dat de inrichtende macht vijf jaar geleden een herwerking van de basisreferentiedocumenten aangevat heeft, meer bepaald het onderwijsproject, het pedagogisch project en het studiereglement;

Dat de juridische cel van de CECP een model van HR opgesteld heeft overeenkomstig de geldende wetgeving, dat alle na te leven regels dekt;

Dat dit laatste mogelijke aanpassingen door de inrichtende macht bevatte en dat alle aanpassingen doorgevoerd werden na besprekingen met de schooldirecties;

Dat elke school haar eigen HR had;

Dat er aanzienlijke wijzigingen (procedure bij pesten, gsm-verbod) aangebracht moesten worden volgens de richtlijnen van de FWB;

Dat elke instelling echter bepaalde specifieke organisatorische elementen in verband met haar schoolproject moet kunnen verduidelijken aan de hand van bijlagen bij het gemeenschappelijk HR;

Dat het model van HR goedgekeurd moet worden door de gemeenteraad;

Dat het huishoudelijk reglement ter informatie opgestuurd werd naar de PLAPACO;

Beslist:

Het geharmoniseerd huishoudelijk reglement zoals in de bijlage goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Culture - Cultuur

38 **Culture. - Subside à l'A.S.B.L. « Ferme Rose » pour équipements divers.- Budget extraordinaire 2025 - Engagement de la dépense - Mode de financement.**

Le Conseil,
Attendu que lors du vote du budget communal pour l'exercice 2025, le Conseil communal a inscrit à la demande des responsables de l'A.S.B.L. « Ferme Rose », un crédit de 10.000€ à l'article 773/52252/ -/70-20250017 des dépenses extraordinaires à titre de subside extraordinaire à la Ferme Rose pour la création de mobilier de rangement sur mesure ainsi que la mise au norme de la cuisine;

Vu que le délai d'approbation du budget 2025 est expiré et que les responsables de l'A.S.B.L. souhaitent procéder aux travaux et achats;
Que des pièces justificatives seront envoyées au service pour justifier de l'usage du subside;
Que les achats devront se faire en respectant la loi sur les marchés publics;
Que l'octroi du subside sera financé par fonds de réserve; Décide :
- de marquer son accord sur l'octroi et l'engagement du subside extraordinaire 2025 à l'A.S.B.L. « Ferme Rose » pour un montant de 10.000€.

Cultuur – Toelage aan de vzw « Ferme Rose » voor diverse uitrustingen – Buitengewoon budget 2025 – Vastlegging van de uitgave.

De Raad,
Overwegende dat bij de stemming over de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2025, de

Gemeenteraad op verzoek van de verantwoordelijken van de V.Z.W. « Ferme Rose » een krediet van 10.000€ heeft ingeschreven onder artikel 773/522-52/ - /70-20250017 van de buitengewone uitgaven, als buitengewone subsidie aan de Ferme Rose voor de creatie van op maat gemaakte opbergmeubelen en de aanpassing van de keuken aan de normen;
Gezien de goedkeuringsperiode van de begroting 2025 verstreken is en de verantwoordelijken van de V.Z.W. de werkzaamheden en aankopen wensen uit te voeren;
Overwegende dat de verantwoordingsstukken aan de dienst zullen worden bezorgd ter verantwoording van het gebruik van de subsidie;
Dat de aankopen moeten gebeuren met inachtneming van de wet op de overheidsopdrachten;
Dat de toekenning van de subsidie zal worden gefinancierd uit de reservefondsen; Besluit:
-Zijn akkoord te geven voor de toekenning en vastlegging van de buitengewone subsidie 2025 aan de V.Z.W. « Ferme Rose » ten hoogte van 10.000€.

---

39 **Culture.- Patchwork réalisé à l'occasion du centenaire d'Uccle Centre d'Art.- Convention de prêt et prise d'assurance.- Engagement de la dépense.**

Le Collège,
Attendu qu'à l'occasion du centenaire d'Uccle Centre d'Art, le Baron Michel Vanden Abeele a fait l'acquisition de l'œuvre collective (patchwork) réalisée par tous les membres d'Uccle Centre d'Art et mise aux enchères au bénéfice partiel de la Maison d'Edith;
Attendu que Monsieur Vanden Abeele a émis le souhait de mettre cette oeuvre à la disposition de l'Administration communale;
Attendu qu'en séance du 23 mars 2023, le Conseil a marqué son accord sur la convention de prêt établie entre Monsieur Michel Vanden Abeele, prêteur de l'oeuvre, et la Commune d'Uccle pour une mise à disposition de l'oeuvre pour une durée d'un an;
Attendu que le prêteur souhaite prolonger ce prêt;
Attendu qu'il est proposé que cette œuvre soit exposée pour une nouvelle durée de 3 ans au 5ème étage du Centre Administratif;
Attendu qu'afin de pouvoir accepter en dépôt cette œuvre, une nouvelle convention doit être conclue entre le prêteur et la Commune d'Uccle;
Attendu que la convention a été revue et approuvée par le service juridique et le prêteur;
Attendu que la nouvelle convention a été revue et approuvée par le prêteur en date du vendredi 6 juin 2025;
Attendu qu'il y a lieu de prendre une assurance responsabilité civile et une assurance tous risques qui est en cours d'estimation par Ethias et dont le montant à engager fera l'objet d'un rapport ultérieur; Que le projet de convention en pièce jointe à ce rapport sera soumis au prochain Conseil communal, Décide :
- d'approuver la convention de prêt établie entre Monsieur Michel Vanden Abeele, prêteur du patchwork et la Commune d'Uccle;
- de soumettre au prochain Conseil Communal pour validation la convention pour le prêt de l'oeuvreréalisée dans le cadre d'Uccle Centre d'Art.

Cultuur. – Patchwork gerealiseerd ter gelegenheid van de honderdste verjaardag van Ukkel Centrum voor Kunst. – Uitleenovereenkomst en verzekering. – Aangaan van de uitgave.

Het College,
Overwegende dat, ter gelegenheid van de honderdste verjaardag van *Uccle Centre d'Art*, de heer Baron Michel Vanden Abeele het collectieve kunstwerk (patchwork), gerealiseerd door alle leden van *Uccle Centre d'Art* en geveild ten voordele van *Maison d'Édith*, heeft aangekocht;

Overwegende dat de heer Vanden Abeele de wens heeft geuit om dit kunstwerk ter beschikking te stellen van het gemeentebestuur;
Overwegende dat de Gemeenteraad tijdens de zitting van 23 maart 2023 zijn akkoord heeft gegeven voor de uitleenovereenkomst tussen de heer Michel Vanden Abeele, uitlener van het kunstwerk, en de gemeente Ukkel voor een terbeschikkingstelling van één jaar;
Overwegende dat de uitlener de wens heeft geuit om deze lening te verlengen;
Overwegende dat wordt voorgesteld om het kunstwerk gedurende een nieuwe periode van drie jaar tentoon te stellen op de vijfde verdieping van het Administratief Centrum;
Overwegende dat er een nieuwe overeenkomst moet worden gesloten tussen de uitlener en de gemeente Ukkel om dit kunstwerk in bewaring te kunnen nemen;
Overwegende dat de overeenkomst werd herzien en goedgekeurd door de juridische dienst en door de uitlener;
Overwegende dat de nieuwe overeenkomst door de uitlener werd goedgekeurd op vrijdag 6 juni 2025;
Overwegende dat er een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid en een omniumverzekering moet worden afgesloten, waarvan de raming momenteel door Ethias wordt uitgevoerd en waarvan het te engageren bedrag in een later verslag zal worden meegedeeld;
Dat het ontwerp van overeenkomst, als bijlage bij dit verslag, aan de volgende Gemeenteraad zal worden voorgelegd; Besluit:
-de uitleenovereenkomst goed te keuren tussen de heer Michel Vanden Abeele, uitlener van het patchwork, en de gemeente Ukkel;
-de overeenkomst betreffende de uitlening van het kunstwerk, gerealiseerd in het kader van *Uccle Centre d'Art*, ter goedkeuring voor te leggen aan de volgende Gemeenteraad.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Service juridique - Juridische dienst

40 **Recours en annulation devant la Cour constitutionnelle à l'encontre de l'ordonnance du 12 décembre 2024 modifiant l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale, spécialement l'article 175 § 3 et désignation de l'avocat – Opportunité de se joindre au recours introduit par une autre commune – Autorisation d'ester en justice**

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du 12 décembre 2024 modifiant l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale, spécialement l'article 175 § 3 ;

Que cette ordonnance soulève une problématique importante, car elle remet en question le principe d'exemption fiscale des biens affectés à un service public ou d'intérêt général ;

Que la Cour de cassation a consacré, depuis de nombreuses années, le principe selon lequel « *les biens du domaine public de l'Etat et ceux de son domaine privé qui sont affectés à un service public ou d'intérêt général ne sont, de leur nature, pas susceptibles d'être soumis à l'impôt* » ;Que par ailleurs, la Cour de cassation a précisé que le législateur peut prévoir des dérogations à ce principe ; Qu'en l'occurrence, la région de Bruxelles-Capitale s'est estimée compétente pour déroger à ce principe ;Qu'en effet, l'Ordonnance du 12 décembre 2024 modifiant l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale prévoit que « *les biens du domaine public et ceux du domaine privé affectés à un service public ou d'intérêt général sont assujettis aux taxes et impôts régionaux » ;*

Que ceci implique que les bâtiments communaux, comme par exemple les bâtiments administratifs de la Commune pourraient subir une taxation de la part de la Région ;

Que toutes les communes bruxelloises pourraient être impactées par cette nouvelle ordonnance ;

Que la Région a par ailleurs décidé d'imposer d'autres communes, notamment la commune de Schaerbeek pour la taxe sur les surfaces non résidentielles alors que ces immeubles sont précisément affectés à un service public ;

Qu'au vu du potentiel impact sur les finances communales que pourrait avoir cette ordonnance, il est opportun d'introduire un recours devant la Cour Constitutionnelle pour demander son annulation;

Que le recours pourrait se fonder sur l'argument que la modification de l'exonération fiscale des biens du domaine public, telle que prévue par l'ordonnance du 12 décembre 2024, contrevient à un principe général de droit fiscal reconnu notamment par la Cour de cassation ;

Qu'il est nécessaire de se faire représenter à cet égard et qu'il y a lieu de désigner un avocat afin de représenter les intérêts de la Commune devant la Cour Constitutionnelle;

Que la commune d'Auderghem a mandaté Me Fréderic Van de Gejuchte afin de la représenter pour l'introduction de ce recours devant la Cour Constitutionnelle ;

Que Me Van de Gejuchte a précisé que d'autres communes pouvaient être incluses en tant que partie requérante dans le recours qu'il va introduire ;

Que notamment les communes de Koekelberg, Schaerbeek, de Woluwe-Saint-Pierre, de Saint-Gilles, d'Evere, de Woluwe-Saint-Lambert et d'Ixelles ont indiqué qu'elles se joignaient à la cause ;

Qu'en nous associant également à cette démarche, nous aurons l'opportunité d'amplifier l'impact de notre action, en renforçant ainsi notre poids face aux autorités concernées ;

Que par ailleurs, une telle démarche permettra de mutualiser les coûts, qui seraient partagés entre toutes les communes impliquées ;

Que cela représente donc une solution économiquement avantageuse pour notre collectivité tout en renforçant nos chances de succès dans cette procédure ;

Que Me Van de Gejuchte étant familier avec la question et ayant déjà rédigé les conclusions pour les autres communes intéressées de se joindre à ce recours, il est cohérent et opportun de le mandater pour nous inclure au sein d'une démarche déjà en cours ;

Que le délai pour introduire un recours à la Cour Constitutionnelle est de 6 mois après l'adoption de l'acte attaqué ; Qu'en l'occurrence il est impératif d'introduire le recours avant le 12 juin 2024 ;

Qu'il est opportun que le Conseil autorise la Commune à ester en justice ;

Qu'au vu des délais, le Collège, lors de sa séance du 27 mai 2025, a donné son accord de principe sur le fait de se constituer partie requérante, sous réserve d'approbation ultérieure par le Conseil communal ;

Que lors de cette même séance, le Collège a mandaté Me Van de Gejuchte pour représenter la Commune ;

Qu'il est maintenant nécessaire que le Conseil ratifie la décision du Collège pour permettre à Me Van de Gejuchte d'inclure notre Commune en tant que partie requérante ; Vu les articles 123, 8° et 270 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

D’autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en justice pour se joindre au recours en annulation devant la Cour constitutionnelle à l'encontre de l'ordonnance du 12 décembre 2024 modifiant l’ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale, spécialement l'article 175 § 3.

Beroep tot nietigverklaring voor het Grondwettelijk Hof tegen de ordonnantie van 12 december 2024 tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 175 §3 en aanstelling van de advocaat - Geschiktheid om zich aan te sluiten bij het beroep ingediend door een andere gemeente - Toestemming om in rechte op te treden

De raad,

Gelet op de ordonnantie van 12 december 2024 tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 175 §3;

Aangezien deze ordonnantie een belangrijke problematiek opwerpt aangezien ze het principe van fiscale vrijstelling van de goederen die bestemd zijn voor een openbare dienst of een dienst van algemeen belang in vraag stelt;

Aangezien het Hof van Cassatie al enkele jaren het principe bekrachtigt volgens hetwelk "*de goederen van het openbaar domein van de Staat en die van haar privédomein die bestemd zijn voor een openbare dienst of voor een dienst van algemeen belang door hun aard niet onderworpen kunnen worden aan belastingen*";Aangezien het Hof van Cassatie overigens verduidelijkt heeft dat de wetgever kan voorzien in afwijkingen op dit principe;Dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich in dit geval bevoegd achtte om af te wijken van dit principe;Dat de ordonnantie van 12 december 2024 tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest immers bepaalt dat "*openbare domeingoederen en de private domeingoederen die bestemd zijn voor een openbare dienst of een dienst van algemeen belang onderworpen zijn aan de gewestelijke heffingen en belastingen*";

Aangezien dit betekent dat de gemeentegebouwen, bijvoorbeeld de kantoorgebouwen van de gemeente, een aanslag door het gewest zouden kunnen ondergaan;

Aangezien alle Brusselse gemeentes getroffen zouden kunnen worden door deze nieuwe ordonnantie;
Aangezien het gewest overigens beslist heeft andere gemeentes te belasten, meer bepaald de gemeente Schaarbeek voor de belasting op de niet-residentiële oppervlakken, terwijl deze gebouwen precies bestemd zijn voor een openbare dienst;

Aangezien het gezien de potentiële impact op de gemeentelijke financiën van deze ordonnantie wenselijk is om een beroep in te dienen voor het Grondwettelijk Hof om de nietigverklaring ervan te vragen;

Aangezien het beroep zich zou kunnen baseren op het argument dat de wijziging van de fiscale vrijstelling van de openbare domeingoederen, zoals voorzien door de ordonnantie van 12 december 2024, een algemeen principe van fiscaal recht erkend door onder andere het Hof van Cassatie schendt;

Aangezien het noodzakelijk is zich in dit opzicht te laten vertegenwoordigen en er een advocaat aangeduid moet worden om de belangen van de gemeente te behartigen voor het Grondwettelijk Hof;

Aangezien de gemeente Oudergem meester Fréderic Van de Gejuchte de opdracht gegeven heeft om haar te vertegenwoordigen om dit beroep in te dienen voor het Grondwettelijk Hof;

Aangezien meester Van de Gejuchte verduidelijkt heeft dat andere gemeentes als eisende partij opgenomen konden worden in het beroep dat hij zal indienen;

Aangezien onder andere de gemeentes Koekelberg, Schaarbeek, Sint-Pieters-Woluwe, Sint-Gillis, Evere, Sint-Lambrechts-Woluwe en Elsene aangegeven hebben dat ze zich bij de zaak voegen;

Aangezien we door ons ook bij dit initiatief te voegen de mogelijkheid krijgen om de impact van onze actie te vergroten en zo ons gewicht tegenover de betrokken overheden te vergroten;

Aangezien een dergelijk initiatief het bovendien mogelijk zou maken de kosten te delen, die verdeeld zouden worden over alle betrokken gemeentes;

Aangezien dat dus een economisch voordeligere oplossing zou vormen voor onze gemeenschap en onze kansen op slagen in deze procedure verhoogt;

Aangezien meester Van de Gejuchte bovendien al vertrouwd is met de kwestie en de conclusies al opgesteld heeft voor de andere gemeentes die interesse hebben om zich bij dit beroep te voegen; Aangezien het dus logisch is om dezelfde advocaat af te vaardigen om ons op te nemen in een initiatief dat al lopend is;

Aangezien de termijn om een beroep in te dienen voor het Grondwettelijk Hof 6 maanden bedraagt na de aanname van de bestreden beslissing;

Aangezien het beroep in dit geval ingediend moet worden voor 12 juni 2025;

Aangezien het noodzakelijk is dat de raad toestemming geeft om in rechte op te treden;

Aangezien het college in zitting van 27 mei 2025, gezien de termijnen, zijn principeakkoord verleend heeft aan het feit om zich eisende partij te stellen, onder voorbehoud van de latere goedkeuring van de gemeenteraad;

Aangezien het college tijdens dezelfde zitting meester Van de Gejuchte heeft aangewezen om de Gemeente te representeren;

Aangezien het nodig is dat de raad de beslissing van het college bekrachtigt zodat meester Van de Gejuchte onze gemeente als eisende partij kan opnemen;

Gelet op artikel 123, 8° en 270 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Het college van burgemeester en schepenen toestemming te geven om in rechte op te treden om zich aan te sluiten bij het beroep tot nietigverklaring voor het Grondwettelijk Hof tegen de ordonnantie van 12 december 2024 tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 175 §3.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Bibliothèques communales - Gemeentelijke bibliotheken

41 **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Réseau bruxellois des Bibliothèques publiques néerlandophones.- Convention. - Mise en conformité avec la réglementation RGPD du projet "Boekenbende aan Huis".**

Le Conseil,
Étant donné que la Bibliothèque publique communale est affiliée depuis janvier 2006 au Service d'appui aux bibliothèques de Bruxelles (Obib) de la VGC;
Étant donné que la Bibliothèque néerlandophone d'Uccle collabore, avec l'approbation annuelle du Collège, depuis au moins 2016 avec Obib dans le cadre du projet « Boekenbende aan Huis » ; Que le projet « Boekenbende aan Huis » est un projet de promotion de la lecture dans le cadre duquel un lecteur bénévole se rend au domicile des enfants pour leur faire la lecture en néerlandais, ce qui rend nécessaire un échange de données à caractère personnel entre les parties;
Que les parties concernées sont les écoles primaires, représentées par la direction de l'école, les bénévoles, qu'ils soient ou non liés à un établissement d'enseignement supérieur, représentés par le directeur général, et la bibliothèque publique, représentée par le bourgmestre/le collège des bourgmestre et échevins ;
Que la VGC a rédigé une convention afin que le traitement des données soit conforme aux normes actuelles du RGPD,
Vu la convention en annexe,
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins, Décide
de signer la convention jointe relative au traitement des données à caractère personnel dans le cadre du projet « Boekenbende aan Huis ».

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Brussels Netwerk Openbare Bibliotheken.- Overeenkomst. – Conform maken GDPR-regelgeving van het project « Boekenbende aan Huis »

De Raad,
Aangezien dat de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek sinds januari 2006 aangesloten is aan het BrusselsDienst Ondersteuning Bibliotheken in Brussel (Obib) van de VGC;
Aangezien de Nederlandstalige Bibliotheek van Ukkel met goedkeuring van het College al minstens sinds 2016 jaarlijks met Obib samenwerkt voor het project 'Boekenbende aan Huis';
Dat de 'Boekenbende aan huis' een leesbevorderingsproject is waarbij een voorlezer bij de kinderen thuis komt voorlezen en daarom een uitwisseling van persoonsgegevens tussen de partijen noodzakelijk is.
Dat de partijen bestaan uit Basisscholen, vertegenwoordigd door de schooldirectie, de vrijwiliger, al dan niet verbonden met een instelling hoger onderwijs, vertegenwoordigd door de algemeen directeur, en Openbare bibliotheek, vertegenwoordigd door de burgemeester/college van burgemeester en schepenen;
Dat de VGC een overeenkomst opmaakte om de gegevensverwerking te doen accorderen met de huidige GDPR normen,
Gezien de overeenkomst in bijlage,
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
Besluit
de hierbij gevoegde overeenkomst over de behandeling van persoonsgegevens binnen het project 'Boekenbende aan Huis' goed te keuren.

Séniors - Senioren

42 **Conseil consultatif communal ucclois des Aîné(e)s – Sélection des membres**

Le Conseil,
Vu l'article 120 bis de la nouvelle loi communale établissant que le conseil communal peut instituer des conseils consultatifs ;
Vu l'ordonnance régionale du 27 juillet 2017 relative aux Conseils consultatifs communaux des aînés qui vise à encadrer la mise en place et le fonctionnement de tels conseil en Région de BruxellesCapitale ;
Attendu qu'un Conseil Consultatif Ucclois des Aîné(e)s, CCUA, a été créé par le Conseil Communal en séance du 27/06/2019 ;
Qu'un appel aux candidatures a été publié dans le Wolvendael du mois de mars 2025, sur le site internet de la commune, ainsi qu'une demande par mail adressée aux anciens membres du CCUA; Que les candidatures des personnes reprises en annexe ont été déposées conformément aux dispositions des statuts du CCUA ;
Que la sélection de candidature répond aux critères de composition établis par les statuts du CCUA ;
Qu'il convient dès lors que le Conseil examine les candidatures ;
Que les membres du Conseil sont nommés par le Conseil communal sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins. Sur proposition du Collège, Décide :
De marquer son accord sur la composition du Conseil Consultatif Ucclois des Aîné(e)s.

Ukkelse gemeentelijke adviesraad voor ouderen - Selectie van de leden

De raad,
Gelet op artikel 120bis van de Nieuwe Gemeentewet, dat bepaalt dat de gemeenteraad adviesraden kan instellen;
Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 27 juli 2017 betreffende de gemeentelijke seniorenadviesraden, die ertoe strekt de oprichting en de werking van dergelijke raden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te omkaderen;
Aangezien er een Ukkelse Adviesraad voor Ouderen (UAO) opgericht werd door de gemeenteraad in zitting van 27/06/2019;
Aangezien er een oproep tot kandidaatstelling gepubliceerd werd in het Wolvendaelmagazine van maart 2025, op de website van de gemeente en door middel van een schriftelijke vraag via mail aan de oud-leden van de UAO;
Aangezien de kandidaturen van de personen in de bijlage ingediend werden overeenkomstig de bepalingen van de statuten van de UAO;
Aangezien de selectie kandidaturen voldoet aan de samenstellingscriteria zoals bepaald door de statuten van de UAO;
Aangezien de raad de kandidaturen bijgevolg moet bestuderen;
Aangezien de leden van de raad benoemd worden door de gemeenteraad, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen; Op voorstel van het college; Beslist:
Zijn goedkeuring te verlenen aan de samenstelling van de Ukkelse Adviesraad voor Ouderen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Personnes porteuses handicap - Personen met een handicap

43 **Service des Personnes en Situation de Handicap. Conseil Consultatif Communal de la Personne en Situation de Handicap.- Appel public.- Nomination d'un membre.**

Le Conseil,

Attendu qu'un Conseil Consultatif Communal de la Personne en Situation de Handicap (C.C.C.P.S.H.) a été créé par le Conseil Communal en séance du 27 juin 2013;

Attendu que l'article 16 du règlement du C.C.C.P.S.H. précise que celui-ci est dissout de plein droit, en même temps que le Conseil communal de la précédente législature;

Attendu qu'en séance du 11 février 2025, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé d'organiser un nouvel appel public, afin de désigner les nouveaux membres du C.C.C.P.S.H.;

Que cet appel public a notamment été publié sur le site internet communal, sur le site facebook communal et par publication dans le Wolvendael du mois de mars 2025;

Attendu que l'article 2 du règlement susmentionné prévoit que les membres du C.C.C.P.S.H. sont nommés par le Conseil communal, sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Attendu que l'article 3 du règlement susmentionné prévoit :

"Le Conseil est constitué :

a) de représentant(e)s d'associations qui œuvrent en faveur de la promotion et de ladéfense des intérêts des personnes porteuses de handicap, ayant leur siège sur le territoire de la Commune d'Uccle et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune d'Uccle. Chaque association présente un membre effectif et un membre suppléant. La demande de candidature doit être accompagnée des statuts de l'association.

Le suppléant remplace le membre effectif chaque fois que celui-ci est empêché.

b) de personnes indépendantes porteuses de handicap ou des experts, se présentantà titre individuel, domiciliés à Uccle ou exerçant leurs activités sur le territoire de la Commune d'Uccle.

Les personnes qui se présentent à titre individuel n'ont pas de suppléant.

c) Le ou les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins qui ont Les Personnesen Situation de Handicap, l'Egalité des Chances, l'Action sociale et la Participation citoyenne dans leurs attributions.

Pour être membre du Conseil, il faut en outre, réunir les conditions suivantes :

1°) Etre âgé de 18 ans au moins;

2°) Jouir des droits civils et politiques;

3°) Bénéficier d'une légitimité pour représenter les intérêts d'une personne en situation de handicap ou disposant d'une expérience utile dans ce domaine.

Le nombre de membres du Conseil est fixé par le Collège et ne peut dépasser le nombre de membres du Conseil communal";

Vu qu'en date du 2 avril 2025, M. Thibault Viaene a posé sa candidature, en qualité de représentant de l'association "Petit Pierrot asbl") qui est un association qui oeuvre en faveur de la promotion et de la défense des intérêts des personnes en situation de handicap, ayant leur siège sur le territoire de la Commune d'Uccle et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune d'Uccle,

Que Mme Manon Vandewalle est proposée comme suppléante;

Vu que leur candidatures sont recevables;

Vu que les dispositions de l'article 120bis alinéa 3 de la Nouvelle Loi communale limitant à un maximum de deux tiers les membres du même sexe, sont respectées,

Décide :

- de nommer M. Thibault Viaene, conformément au règlement du C.C.C.P.S.H., enqualité de représentant de l'association "Petit Pierrot asbl" qui œuvre en faveur de la promotion et de la défense des intérêts des personnes en situation de handicap, ayant leur siège sur le territoire de la Commune d'Uccle et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune d'Uccle, avec effet au 15 mai 2025, date de la première réunion du C.C.C.P.S.H.;

- de nommer Mme Manon Vandewalle, en qualité de suppléante de cette même association, avec effet au 15 mai 2025, date de la première réunion du C.C.C.P.S.H.

Dienst Personen met een Handicap.- Gemeentelijke Adviesraad voor Personen met een Handicap.- Publieke oproep.- Benoeming van één lied.

De Raad,

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 27 juni 2013 een gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap (GARPH) heeft opgericht;

Overwegende dat artikel 16 van het GARPH-reglement bepaalt dat de GARPH van rechtswege wordt ontbonden op hetzelfde ogenblik als de gemeenteraad van de vorige legislatuur;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 11 februari 2025 heeft besloten een nieuwe openbare oproep tot kandidaten te organiseren met het oog op de benoeming van de nieuwe leden van de GARPH;

Overwegende dat deze openbare oproep gepubliceerd werd op de gemeentelijke website, op de gemeentelijke Facebookpagina en door publicatie in de Wolvendael van maart 2025;

Overwegende dat artikel 2 van het bovenvermelde reglement bepaalt dat de leden van de GARPH worden benoemd door de gemeenteraad, op voordracht van het college van burgemeester en schepenen;

Overwegende dat artikel 3 van het bovenvermelde reglement het volgende bepaalt:

“De Adviesraad is samengesteld uit:

a) vertegenwoordigers van verenigingen die ijveren voor de aanmoediging en verdedigingvan de belangen van personen met een handicap, die zetelen op het grondgebied van de gemeente Ukkel en/of die daadwerkelijk actief zijn op het grondgebied van de gemeente Ukkel. Elke vereniging stelt een effectief lid en een plaatsvervanger voor. Aan de kandidatuursaanvraag moeten de statuten van de vereniging toegevoegd worden. De plaatsvervanger vervangt het effectief lid telkens wanneer deze laatste verhinderd is.

b) zelfstandige personen met een handicap of experten die zich voorstellen op persoonlijkebasis, gehuisvest in Ukkel of die hun activiteiten uitvoeren op het grondgebied van de gemeente Ukkel.

De personen die zich kandidaat stellen op persoonlijke basis hebben geen plaatsvervanger.

c) Het lid of de leden van het college van burgemeester en schepenen, bevoegd voor Personen met een Handicap, Gelijke Kansen, Sociale Actie en Burgerinspraak.

Om lid te zijn van de raad moet bovendien aan de volgende voorwaarden voldaan zijn:

1°) minimaal 18 jaar;

2°) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3°) genieten van een legimitatie om de belangen van een persoon met een handicap te vertegenwoordigen of over een nuttige ervaring in dit domein beschikken.

Het aantal raadsleden wordt vastgelegd door het college en mag het aantal gemeenteraadsleden niet overschrijden."

Aangezien de h. Thibault Viaene op 2 april 2025 zijn kandidatuur heeft ingediend, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van vereniging "Petit Pierrot asbl" die zich inzet voor de promotie en de bescherming van de belangen van personen met een handicap, met zetel op het grondgebied van de gemeente Ukkel en/of met effectieve activiteiten op het grondgebied van de gemeente Ukkel,

Aangezien mevr. Manon Vandewalle wordt voorgesteld als opvolgster;

Aangezien alle kandidaturen ontvankelijk zijn;

Aangezien de bepalingen van artikel 120bis 3e lid van de Nieuwe Gemeentewet, dat de leden van hetzelfde geslacht beperkt tot twee derde, in acht genomen worden;

Beslist:

- de h. Thibault Viaene te benoemen, in overeenstemming met het GARPH-reglement, in dehoedanigheid van vertegenwoordiger van vereniging "Petit Pierrot asbl" die zich inzet voor de promotie en de bescherming van de belangen van personen met een handicap, met zetel op het grondgebied van de gemeente Ukkel en/of met effectieve activiteiten op het grondgebied van de gemeente Ukkel, met uitwerking op 15 mei 2025, datum van de eerste vergadering;

- mevr. Manon Vandewalle in de hoedanigheid van opvolgster van dezelfde vereniging, metuitwerking op 15 mei 2025, datum van de eerste vergadering.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtencentrale

44 **Assurance hospitalisation pour l'Administration et le CPAS d'Uccle. - Approbation des conditions et de la procédure de passation. Application de l 'article 234 §1er de la Nouvelle Loi communale.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'ar cle 234 § 1er rela f aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 rela ve à la mo va on, à l'informa on et aux voies de recours en ma ère de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 rela f à la passa on des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant la décision de l'Assemblée du 25/3/2021 d'adhérer à l'assurance hospitalisa on collec ve proposée par le Service Fédéral des Pensions – Service social collec f et de maintenir le taux d'interven on dans l'assurance hospitalisa on à 50% de la formule de base pour les membres actifs du personnel statutaire, contractuel ainsi que pour les enseignants ;

Considérant que ce marché arrive à son terme le 31 décembre de cette année ;

Considérant qu'il y'a lieu de passer un nouveau marché public conjoint pour l'administra on communale et le CPAS d'Uccle ;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure ouverte ;

Considérant le cahier des charges N° 2025-067 rela f au marché "Assurance hospitalisa on pour l'Administra on et le CPAS d'Uccle" établi par la Centrale de marchés en collabora on avec l'Ac on Sociale ;

Considérant qu'il est proposé de maintenir le taux d'interven on de la commune dans l'assurance hospitalisa on à 50% de la formule de base pour les membres ac fs du personnel statutaire, contractuel et pour les enseignants;

Considérant que le montant de la dépense annuelle es mée de ce marché s'élève à 30.000 € pour l'Administration communale et à 15.000 € pour le CPAS d'Uccle soit 180.000 € sur 4 ans ;

Considérant que le montant total estimé du marché s'élève à 1.260.000 € pour les deux entités ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que les crédits perme ant ces dépenses pour l'administra on communale sont inscrits aux ar cles budgétaires 131/115-41/31, 131/115-42/31, 131/115-43/31, 131/115-44/31, 131/11545/31 ;

Sous réserve de l'approba on des budgets ordinaires 2026 et suivants par les instances compétentes.

Décide :

D’approuver le cahier des charges N° 2025-067 et le montant estimé du marché “Assurance hospitalisation pour l'Administration et le CPAS d'Uccle”, établis par la Centrale de marchés en collaboration avec l’Action Sociale. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics;

D’approuver la dépense annuelle estimée de ce marché qui s'élève à 30.000,00 € pour l’Administration communale et à 15.000 € pour le CPAS d’Uccle soit 180.000 € sur 4 ans et le montant total estimé du marché s’élevant à 1.260.000 €;

De maintenir le taux d’intervention de la Commune dans l’assurance hospitalisation à 50% de la formule de base pour les membres ac fs du personnel statutaire, contractuel et pour les enseignants;

De passer le marché par la procédure ouverte;

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen;

De transmettre cette délibération à l’autorité de tutelle en vue de l’exercice de la Tutelle générale.

Hospitalisatieverzekering voor de Administratie en het OCMW van Ukkel. - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunningsprocedure. Toepassing van artikel 234 §1 van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
Overwegende de beslissing van de vergadering van 25/03/2021 om aan te sluiten bij de collectieve hospitalisatieverzekering die door de Federale Pensioendienst - Gemeenschappelijke Sociale Dienst aangeboden werd en om de tegemoetkoming in de hospitalisatieverzekering te behouden op 50 % van de basisformule voor de actieve statutaire en contractuele personeelsleden en voor de leerkrachten;
Overwegende dat deze opdracht op 31 december van dit jaar afloopt;
Overwegende dat er een nieuwe gezamenlijke overheidsopdracht voor het gemeentebestuur en het OCMW van Ukkel geplaatst moet worden;
Overwegende dat voorgesteld wordt deze opdracht te gunnen via openbare procedure;
Overwegende het bestek nr. 2025-067 met betrekking tot de opdracht "Hospitalisatieverzekering voor het bestuur en het OCMW van Ukkel", opgesteld door de Opdrachtencentrale in samenwerking met de dienst Sociale Actie;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de tegemoetkoming van de gemeente in de hospitalisatieverzekering te behouden op 50 % van de basisformule voor de actieve statutaire en contractuele personeelsleden en voor de leerkrachten;
Overwegende dat het bedrag van de geraamde jaarlijkse uitgave van deze opdracht € 30.000 beloopt voor het gemeentebestuur en € 15.000 voor het OCMW van Ukkel, hetzij € 180.000 voor 4 jaar;
Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van de opdracht € 1.260.000 beloopt voor de twee entiteiten;
Overwegende dat deze raming de drempels overschrijdt die van toepassing zijn op de Europese bekendmaking;
Overwegende dat de kredieten die deze uitgaven voor het gemeentebestuur mogelijk maken ingeschreven zijn onder begrotingsartikels 131/115-41/31, 131/115-42/31, 131/115-43/31, 131/11544/31 en 131/115-45/31;
Onder voorbehoud van de goedkeuring van de gewone begroting 2026 en volgende door de bevoegde instanties;

Beslist:
Het bestek nr. 2025-067 en het geraamd bedrag van de opdracht "Hospitalisatieverzekering voor het bestuur en het OCMW van Ukkel", opgesteld door de Opdrachtencentrale in samenwerking met de dienst Sociale Actie, goed te keuren. De voorwaarden zijn vastgesteld zoals voorzien in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;
De geraamde jaarlijkse uitgave van deze opdracht, die € 30.000,00 beloopt voor het gemeentebestuur en € 15.000 voor het OCMW van Ukkel, hetzij € 180.000 voor 4 jaar, en het geraamd totaalbedrag van de opdracht, dat € 1.260.000 beloopt, goed te keuren;
De tegemoetkoming van de gemeente in de hospitalisatieverzekering te behouden op 50 % van de basisformule voor de actieve statutaire en contractuele personeelsleden en voor de leerkrachten; De opdracht te gunnen via openbare procedure;
De aankondiging van de opdracht op nationaal en Europees niveau te vervolledigen, goed te keuren en te versturen;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op het uitoefenen van het algemeen toezicht.

Budgettaire aanrekening:
Dienstjaar 2026 en volgende:
Diverse begrotingsartikels: 131/115-41/31, 131/115-42/31, 131/115-43/31, 131/115-44/31, 131/115-45/31.
Geraamde totale uitgave voor de gemeente: € 120.000
Onder voorbehoud van de goedkeuring van de gewone begroting 2026 en volgende door de bevoegde instanties.

---

45 **Location et entretien de caméras de surveillance – Approbation des conditions, de la procédure de passation, du cahier des charges et de l'avis de marché - Application de l'article 234, §1 de la Nouvelle Loi Communale.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 221.000,00 €);
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions; Vu

l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics; Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'avis positif et les consignes du conseiller à la protection des données et du service S.I.P.P.T.;
Considérant le cahier des charges n°2025-048 relatif au marché « Location et entretien de caméras de surveillance » établi par la Centrale de marchés;
Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 220.000,00 € hors TVA ou 266.200,00 €, 21 % TVA comprise;
Considérant que le présent marché pourra être reconduit pour maximum 1 an conformément aux dispositions de l'article 57 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable;
Considérant que ce marché sera publié au niveau national;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit sur l'article 87601/124-12/62;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :
- d'approuver le cahier des charges n° 2025-048 relatif au marché « Location et entretien de caméras de surveillance » établi par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics;
- d'approuver l'estimation de la dépense estimée à 266.200,00 €, 21 % TVA comprise qui sera inscrite à l'article 87601/124-12/62;

- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable;- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Huur en onderhoud van bewakingscamera's - Goedkeuring van de voorwaarden, de plaatsingsprocedure, het bestek en de aankondiging van de opdracht - Toepassing van artikel 234, §1 van de nieuwe gemeentewet.

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, § 1 inzake de bevoegdheden van de gemeenteraad;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 41, §1, 1° (het bedrag van de opdracht excl. btw is lager dan de drempel van € 221.000.00);
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies; Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
Gelet op het gunstige advies en de instructies van de adviseur gegevensbescherming;
Gelet op bestek nr. 2025-048 betreffende de opdracht "Huur en onderhoud van bewakingscamera's", opgesteld door de Opdrachtencentrale;
Overwegende dat het globale geraamde bedrag van deze opdracht € 220.000,00 excl. btw bedraagt ofwel € 266.200,00 incl. 21% btw;

Overwegende dat de onderhavige opdracht voor max. 1 jaar verlengd kan worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 57 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
Overwegende dat er wordt voorgesteld de opdracht te gunnen via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
Overwegende dat deze opdracht op nationaal niveau gepubliceerd zal worden;
Overwegende dat het krediet voor deze uitgave is ingeschreven onder artikel 87601/124-12/62;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:
- bestek nr. 2025-048 betreffende de opdracht “Huur en onderhoud van bewakingscamera’s”, opgesteld door de Opdrachtencentrale, goed te keuren; De voorwaarden zijn vastgelegd in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten.
- de geraamde uitgaven van € 266.200,00, incl. 21% btw, goed te keuren, te boeken onder artikel87601/124-12/62;
- de opdracht te gunnen via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
- de aankondiging van een opdracht in te vullen en te versturen op nationaal niveau;

---

46 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal**

Le Conseil,
Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,
Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins suivantes : - 20 mai 2025 : Voirie : Fontaine Place Emile Danco – Remplacement pompe vide cave – pompe de la fontaine - Engagement de la dépense - Mode de financement - 5.000,00€ ; 1.002,07€ pour un total de 6.002,07€ T.V.A.C. - Articles : 421/735-60-82-20250296 ; 421/731-60/82-20250294.
- 20 mai 2025 : Maintenance : Mission de conseil et d'accompagnement : réalisation d'une étude préalable globale portant sur la piscine Longchamp - Approbation des conditions du marché public de services - Procédure négociée sans publication préalable avec consultation d'une seule firme spécialisée - 173.030,00 € T.V.A.C. - Article : 764/747-60/85-20250222.
- 20 mai 2025 : Bibliothèques communales : Bibliothèque du Centre.- Achat de mobilier.- Attributionet engagement de la dépense.- Mode de financement - 28.669,32€ T.V.A.C. - Article : 76701/74151/FR/73-20250001.
- 27 mai 2025 : Service Vert : Remplacement de deux trampolines extérieurs dans l’aire de jeux duparc Wolvendael - Approbation de la dépense, du mode de passation de marché, désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - 7.695,60€ T.V.A.C. Article : 766-725-60/83-20250084.
- 27 mai 2025 : Centrale des marchés : Réparation d’appareils électroménagers pour le CAU, leCOU et différents sites de l’administration communale, - Approbation des conditions du marché et des firmes à consulter - 96.800,00€ T.V.A.C. - Article : .../124-06/... .
- 3 juin 2025 : Service Vert : Réparation de la clôture longeant le terrain de football au parc duWolvendael - Conditions du marché - Désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - 14.000,00€ T.V.A.C. - Article : 766/725-60/83 20250083. - 3 juin 2025 : Education : Ecoles communales - Informatique - Achat de matériel via la convention de mandat avec I-CITY (GIAL) - Engagement de la dépense et paiement des factures - Mode de financement - 1) 2.000,00 ; 2) 5.000,00€ ; 3) 48.000,00€ ; 4) 2.000,00€ ; 5) 2.500,00€ ; 6) 10.000,00€ ; 7) 10.000,00€ pour un total de 79.500,00€ T.V.A.C. : Articles : 1) 706/742-53/4020250126 ; 2) 721/742-53/40-20250129 ; 3) 722/742-53/40-20250132 ; 4) 734/742-53/4020250136 ; 5) 735/742-53/40-20250140 ; 6) 75101/742-53/40-20250141 ; 7) 75102/742-53/4020250145.

- 3 juin 2025 : Centrale des marchés : Contrôle des extincteurs, des dévidoirs et des hydrants dedivers bâtiments communaux pour la période du 09/07/2025 au 09/07/2029-Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - 108.900,00€ T.V.A.C. pour les 4 ans - Article : 137/124-06/88.
- 3 juin 2025 : Centrale des marchés : Achat d'un véhicule électrique pour le service Vert. Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - 70.000,00€ T.V.A.C. - Article : 766/743-52/58-20250088.
- 10 juin 2025 : Environnement : Mission d'étude et de conseil : accompagnement des servicescommunaux dans leurs projets hydrauliques - Exercice 2025. Choix de la procédure de passation du marché et fixation des conditions - 70.000,00€ T.V.A.C. - Article : 879/747-60/93-20250063. - 10 juin 2025 : Culture : Achat d'un charriot. - Approbation des conditions, firmes à consulter, procédure, attribution et engagement des dépenses.- Mode de financement - 906,29€ T.V.A.C. Article : 762/744-98/70-20250123.
- 10 juin 2025 : Centrale des marchés : Conception d'un projet d'ameublement et aménagement dunouveau centre administratif communal - Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) Approbation du marché subséquent relatif à la commande 19 - Engagement de la dépense - Mode de financement -- 6.567,84€ T.V.A.C. - Article : 137/741-51/58-20250071.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege

De Raad,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,
Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :
- 20 mei 2025 : Wegenis : Fonteinplein Emile Danco – Vervanging kelderpomp – fonteinpomp Vastlegging van uitgaven - Financieringswijze - 5.000,00€ ; 1.002,07€ voor een totaal van 6.002,07 B.T.W. - Artikelen :421/735-60-82-20250296 ; 421/731-60/82-20250294.

- 20 mei 2025 : Onderhoud : Opdracht voor studie en advies : het uitvoeren van een uitgebreidevoorbereidende studie over het zwembad Longchamp - Goedkeuring van de voorwaarden van de dienstenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking met raadpleging van een gespecialiseerde firma - 173.030,00€ B.T.W. - Arttikel : 764/747-60/8520250222.
- 20 mei 2025 : Gemeentelijke Bibliotheken : Aankoop van meubilair voor de bibliotheek "duCentre".- Gunning en vastlegging van de uitgaven - Financieringswijze - 28.669,32€ B.T.W. Artikel : 76701/741-51/FR/73-20250001.
- 27 mei 2025 : Groendienst : Vervanging van twee buitentrampolines op de speelpleinWolvendaelpark - Goedkeuring van de uitgaven, aanbestedingsmethode, aanwijzing van de inschrijver en vastlegging van de uitgaven - Financieringswijze - 7.695,60€ B.T.W. - Artikel : 766725-60/83-20250084.
- 27 mei 2025 : Opdrachtencentrale : Reparatie van huishoudelijke apparaten voor de CAU, hetCOU en diverse gemeentesites - Goedkeuring van te raadplegen bedrijven - 96.800,00 B.T.W. -
Artikel : .../124-06/... .
- 3 juni 2025 : Groendienst : Herstelling van een afsluitingen langs de voetbalterrein in hetWolvendaelpark - - Aanwijzing van het winnende bedrijf en vastlegging van uitgaven Financieringswijze - 14.000,00€ T.V.A.C. - Artikel : 766/725-60/83 20250083.
- 3 juni 2025 : Onderwijs : Gemeentelijke scholen - Informatica - Aankoop van uitrusting via demandaatovereenkomst met I-CITY (GIAL) - Vastlegging en betaling van de uitgave –
Financieringswijze - 1) 2.000,00€ ; 2) 5.000,00€ ; 3) 48.000,00€ ; 4) 2.000,00€ ; 5) 2.500,00€ ; 6) 10.000,00€ ; 7) 10.000,00€ voor een totaal van 79.500,00€ B.T.W. : Artikelen: 1) 706/742-53/4020250126 ; 2) 721/742-53/40-20250129 ; 3) 722/742-53/40-20250132 ; 4) 734/742-53/4020250136 ; 5) 735/742-53/40-20250140 ; 6) 75101/742-53/40-20250141 ; 7) 75102/742-53/4020250145.
- 3 juni 2025 : Opdrachtencentrale : Inspectie van brandblussers, brandslanghaspels en brandkranen in verschillende gemeentelijke gebouwen voor de periode 09/07/2025 tot 09/07/2029 Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningsprocedure en de te raadplegen firma's 108.900,00€ B.T.W. voor de 4 jaren - Artikel : 137/124-06/88.

- 3 juni 2025 : Opdrachtencentrale : Aankoop van een elektrisch voertuig voor de afdeling Groen. Goedkeuring van de voorwaarden, de procedure en de te raadplegen bedrijven - 70.000,00€ B.T.W. - Artikel : 766/743-52/58-20250088.
- 10 juni 2025 : Milieu : Studie- en adviesopdracht: begeleiding van de gemeentediensten bij hunhydraulische projecten – Dienstjaar 2025. Keuze van de plaatsingsprocedure van de opdracht en vastlegging van de voorwaarden.- 70.000,00€ - Artikel : 879/747-60/93-20250063.
- 10 juni 2025 : Cultuur : Aankoop van een karretje. – Goedkeuring van de voorwaarden, te raadplegen firma's, procedure, gunning en vastlegging van de uitgaven – Financieringswijze 906,29€ B.T.W. - Artikel: 762/744-98/70-20250123.
- 10 juni 2025 : Opdrachtencentrale : Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting vanhet nieuwe gemeentelijke administratieve centrum : bestelling 19 - vastlegging van de uitgaven – Financieringswijze - 6.567,84€ B.T.W. - Artikel : 137/741-51/58-20250071.

Secrétariat central - Centraal secretariaat

47 ASBL A.F.S.E.C.U. : Adoption d'une nouvelle convention de gestion

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. A.F.S.E.C.U., A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. A.F.S.E.C.U. est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame l'Echevine Diane Culer;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau,…) estcomposé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou

- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ouplusieurs organes de gestion ou

- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (…) »;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. A.F.S.E.C.U. ;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacuned'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;

- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis etles modalités de transmission à la commune de ce rapport ;

- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et lesmodalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;

- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;

- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, laconvention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL A.F.S.E.C.U. à sa plus prochaine séance ; Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

D'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. A.F.S.E.C.U. en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Vzw A.F.S.E.C.U. : Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw A.F.S.E.C.U., gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw A.F.S.E.C.U. nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald de schepen Diane Culer;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

- Eén of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of
- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: " *De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie*"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "*Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)*";

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw A.F.S.E.C.U. ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemenen voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controlerenen de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk gevalloopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw A.F.S.E.C.U. in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

- De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw A.F.S.E.C.U. krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

---

48 **Interpellation de M. Cools : les logements Airbnb.**

Interpellatie van de h. Cools : Airbnb accomodatie.

---

49 **Question orale de M. Cools : Adoption à Uccle de la tarification réduite d'Ixelles sur le stationnement.**

Mondelinge vraag van de h. Cools: Lagere parkeertarieven in Elsene aangenomen in Ukkel.